



DIRECTION DE LA SÉANCE

LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

(1^{er} octobre 2017 - 30 septembre 2018)



RAPPORT

présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

par

Bertrand FOLLIN
Directeur de la Séance

TOME II
STATISTIQUES

SOMMAIRE

Pages

PROPOS INTRODUCTIF	7
LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.....	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2017-2018 (1 ^{ER} OCTOBRE 2017 - 30 SEPTEMBRE 2018)	11
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2017-2018	13
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2017-2018	15
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT	17
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2017-2018	23
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT	23
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE.....	23
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT.....	25
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL	26
1. <i>Ordre du jour des « espaces réservés »</i>	26
2. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i>	30
3. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i>	34
4. <i>Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement</i>	38
5. <i>« Superpriorité » gouvernementale</i>	38
6. <i>Discussion immédiate</i>	39
D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	40
E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE.....	40
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	41
A. LES 21 PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT	41
B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT	42
1. <i>Bilan législatif</i>	42
2. <i>Propositions de loi sénatoriales</i>	49
3. <i>Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des projets ou propositions de loi</i>	54
C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES	55
1. <i>Commissions spéciales</i>	55
2. <i>Procédures accélérées</i>	55
3. <i>Motions déposées au cours de l'année parlementaire 2017-2018</i>	57

4. Modalités d'adoption des lois	60
5. Procédure de vote unique.....	62
6. Demandes de seconde délibération	63
7. Commissions mixtes paritaires	63
8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)	66
9. Délibérations législatives du Sénat	67
10. Adoptions définitives.....	69
D. AMENDEMENTS	71
1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle)	71
2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2017-2018.....	72
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS PAR LE PARLEMENT (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)	74
F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{RE} LECTURE)	76
G. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	78
1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution)	78
2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution)	79
H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	80
III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT.....	81
A. DÉBATS.....	81
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	81
2. Débats préalables ou consécutifs aux réunions du Conseil européen	82
3. Interventions des forces armées à l'étranger.....	82
4. Débats d'initiative sénatoriale	83
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE.....	87
1. Questions d'actualité au Gouvernement	87
2. Questions orales.....	88
3. Questions écrites.....	89
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES.....	90
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	95
E. MISSIONS D'INFORMATION	96
1. Missions d'information	96
2. Missions d'information disposant des prérogatives d'une commission d'enquête	96
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT.....	97
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 35 rapports)	97
2. Liste des rapports uniques déposés sur le Bureau du Sénat (total : 56 rapports).....	100
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le Bureau du Sénat (Article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 9 rapports)	105
G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES.....	106
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution	106
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs.....	110

IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 60 ANS DU SÉNAT	111
1. <i>Nombre et durée des séances</i>	111
2. <i>Projets et propositions de loi déposés</i>	113
3. <i>Déclarations d'urgence et procédures accélérées</i>	114
4. <i>Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés</i>	117
5. <i>Modalités d'adoption des lois (hors conventions)</i>	120
6. <i>Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970</i>	128
7. <i>Questions d'actualité au Gouvernement</i>	130
8. <i>Questions orales avec débat</i>	132
9. <i>Questions orales avec débat européennes.....</i>	135
10. <i>Questions orales</i>	137
11. <i>Questions écrites</i>	139
12. <i>Débats d'orientation des finances publiques</i>	141
13. <i>Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire</i>	153
14. <i>Liste des 62 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959</i>	166
15. <i>Liste des 66 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969.....</i>	174
V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2017-2018	182
1. <i>Dates des réunions de la Conférence des Présidents</i>	182
2. <i>Date des espaces réservés et des séances de questions</i>	182
3. <i>Calendrier de la session 2018-2018.....</i>	186

PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2017-2018 (du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018). Pour la deuxième année, il est entièrement dématérialisé.

Il comprend, en introduction, **un bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique).

Quatre ensembles de **séries statistiques** présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son activité générale en **séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle** ou de « prospective » (III) et des **comparaisons statistiques sur plusieurs années** (IV).

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume (V).

LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
ANNÉE PARLEMENTAIRE 2017-2018
(1^{ER} OCTOBRE 2017 – 30 SEPTEMBRE 2018)

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Semaines de séance publique	37	24	39
- Semaines gouvernementales	20	12,5	15
dont PLFSS et PLF	4	2,5	4
- Semaines sénatoriales	13	6,5	14
dont semaines de contrôle	6,5	3,5	6,5
- Sessions extraordinaires	4	5	6
Jours de séance publique	135	76	125
Heures de séance publique	915 h 01	465 h 18	825 h 12
dont travaux législatifs	606 h 02	291 h 33	501 h 46
dont travaux de contrôle	146 h 20	101 h 35	152 h 09
dont lois de finances	133 h 22	38 h 30	126 h 17
dont lois de financement de la sécurité sociale	29 h 05	31 h 37	38 h 33
dont travaux divers	0 h 12	2 h 01	6 h 25
Durée moyenne du jour de séance	6 h 46	6 h 07	6 h 36
Heures de séances de soir/nuite	200 h 04 22 %	92 h 09 20 %	170 h 13 21 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	37 sur 85 43,5 %	70 sur 99 70,7 %	21 sur 61 34,4 %
Propositions de loi déposées au Sénat	155	119	157
Amendements déposés			
- En commission	4 621	1 590	4 115
- En séance	9 888	3 411	8 557
Amendements adoptés			
- En commission	2 597	847	2 121
- En séance	2 479	984	1 816
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	61 %	68 %	53 %
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	90	56	74
dont propositions de loi	60	30	42
(dont Sénat)	(35)	(18)	28
Procédures accélérées	46	38	34

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	56	46	41
dont propositions de loi (dont Sénat)	30 (12)	21 (9)	12 (2)
Conventions internationales	54	21	28
Total des textes adoptés	110	67	69
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	19	20	11
Adoptions texte CMP	25	12	18
Dernier mot à l'Assemblée nationale	12	14	12
Réunions CMP (Échecs)	39 (16)	22 (10)	35 (16)
Délai moyen d'adoption des textes¹ (en jours)	245	196	177

Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	4	3
Débats préalables ou consécutifs au Conseil européen	5	2	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	1
Débats d'initiative sénatoriale	24	21	33

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	35	22	35
Questions orales avec débat	2	1	-
Questions orales discutées	256	160	309
Questions écrites	5 340	4 101	5 580

Scrutins publics	445	144	231
Rappels au règlement	37	16	58

¹ Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJLC et conventions

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2017-2018

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Semaines de séance publique	33	19	33
- Semaines gouvernementales	20	12,5	19
dont PLFSS et PLF	4	2,5	4
- Semaines sénatoriales	13	6,5	14
dont semaines de contrôle	6,5	3,5	6,5
Jours de séance publique	121	60	105
Heures de séance publique	847 h 57	381 h 14	659 h 34
dont travaux législatifs	544 h 22	218 h 39	349 h 04
dont travaux de contrôle	141 h 01	91 h 10	139 h 13
dont lois de finances	133 h 22	38 h 30	126 h 17
dont lois de financement de la Sécurité sociale	29 h 05	31 h 37	38 h 33
dont travaux d'ordre interne	0 h 07	1 h 16	6 h 25
Durée moyenne du jour de séance	7 h 00	6 h 21	6 h 16
Heures de séances de soir/nuite	184 h 16 22 %	77 h 36 20 %	127 h 19 19 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	28 sur 59 47,5 %	67 sur 89 75,3 %	21 sur 55 38,2 %
Propositions de loi déposées au Sénat	132	92	128
Amendements déposés			
- En commission	3 650	1 187	3 030
- En séance	8 805	2 679	6 316
Amendements adoptés			
- En commission	2 079	687	1 646
- En séance	2 266	875	1 355
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	84	48	64
dont propositions de loi (dont Sénat)	58 (35)	30 (18)	37 27
Procédures accélérées	38	34	34
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	43	40	29
dont propositions de loi (dont Sénat)	24 (10)	21 (9)	7 (1)
Conventions internationales	47	15	23
Total des textes adoptés	90	55	52

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	15	17	7
Adoptions texte CMP	19	10	14
Dernier mot à l'Assemblée nationale	9	13	8
Réunions CMP	32	19	25
(Échecs)	(13)	(9)	(11)

Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	3	3	2
Débats préalables ou consécutifs au Conseil européen	5	2	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	1
Débats d'initiative sénatoriale	24	21	33

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	32	18	30
Questions orales avec débat	2	1	-
Questions orales discutées	233	134	233
Questions écrites	4 575	2 680	4 530

Scrutins publics	410	103	178
Rappels au règlement	35	12	30

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2017-2018

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Semaines de séance publique	4	5	6
Jours de séance publique	14	16	20
Heures de séance publique	67 h 04	84 h 04	165 h 37
dont travaux législatifs	61 h 40	72 h 54	152 h 41
dont travaux de contrôle	5 h 19	10 h 25	12 h 56
dont lois de finances	-	-	-
dont lois de financement de la sécurité sociale	-	-	-
dont travaux d'ordre interne	0 h 05	0 h 45	-
Durée moyenne du jour de séance	4 h 47	5 h 15	8 h 23
Heures de séances de soir/nuit	15 h 48 23,6 %	14 h 33 17,3 %	42 h 54 25,6 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	9 sur 26 35 %	3 sur 10 67 %	0 sur 6 0 %
Propositions de loi déposées au Sénat	23	27	29
Amendements déposés			
- En commission	971	403	1 085
- En séance	1 083	732	2 241
Amendements adoptés			
- En commission	518	160	475
- En séance	213	109	461
Procédures accélérées	8	4	-
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	13	6	12
dont propositions de loi (dont Sénat)	6 (2)	- (-)	5 (1)
Conventions internationales	7	6	5
Total des textes adoptés	20	12	17

Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	4	3	4
Adoption texte CMP	6	2	4
Dernier mot à l'Assemblée nationale	3	1	4
Réunions CMP (Échecs)	7 (3)	3 (1)	10 (5)

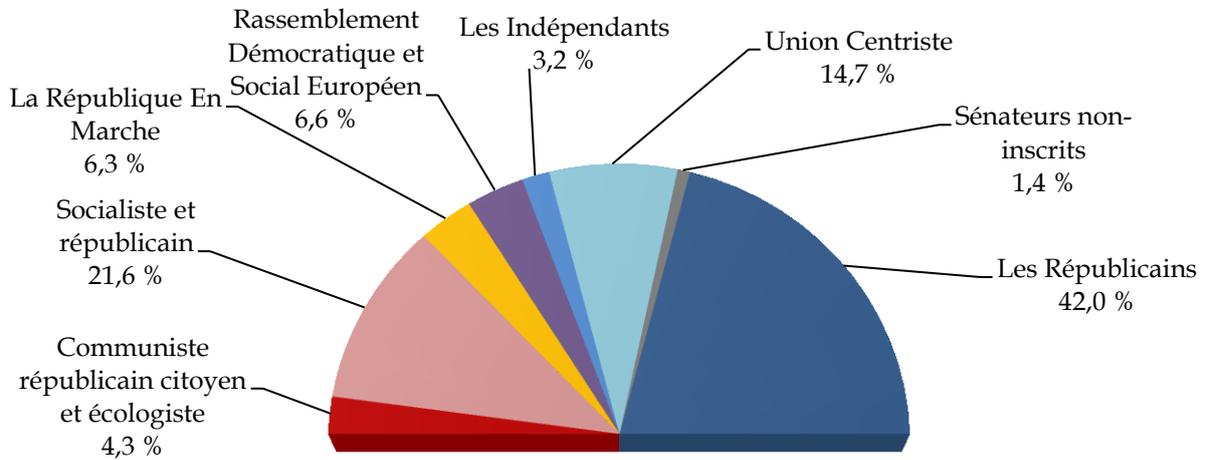
	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	1	1	1
Débats préalables ou consécutifs au Conseil européen	-	-	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'initiative sénatoriale	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	3	4	5
Questions orales avec débat	-	-	-
Questions orales discutées	29	25	76
Questions écrites	765	1 421	1 050

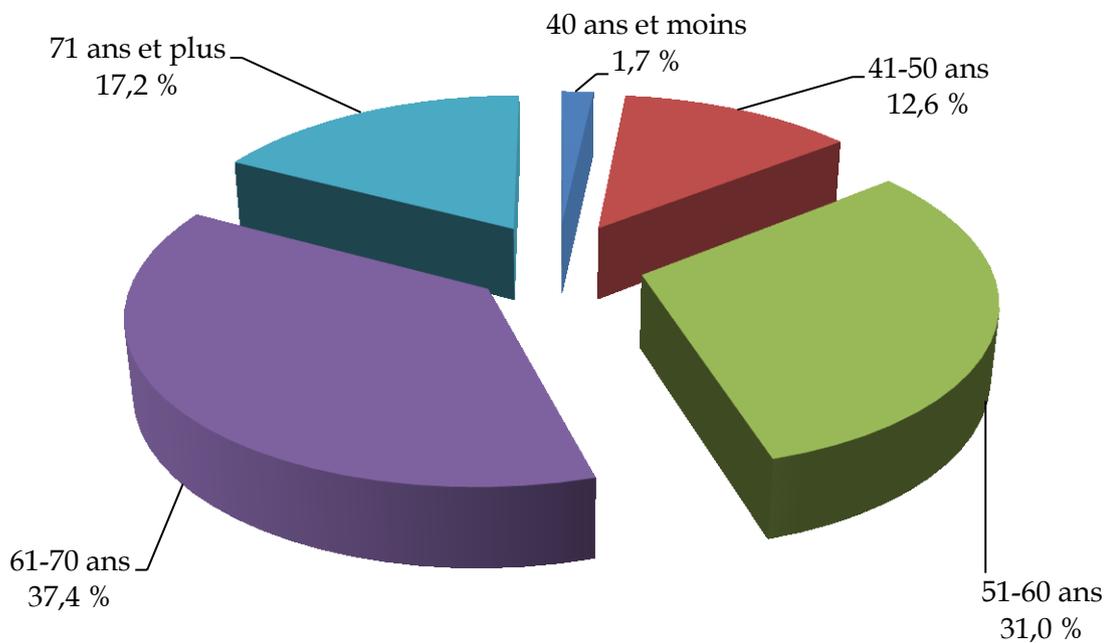
Scrutins publics	35	37	53
Rappels au règlement	2	4	28

STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT

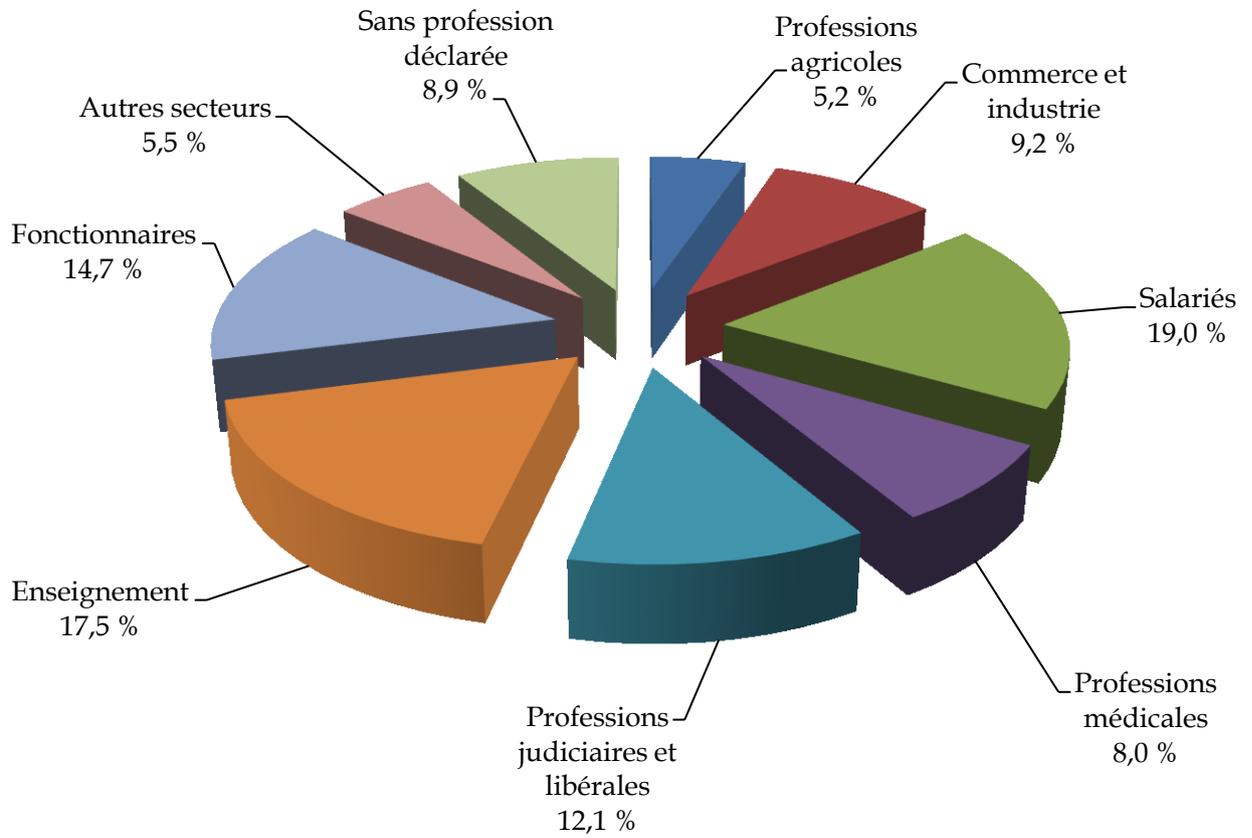
**Effectifs des groupes au 30 septembre 2018
(348 sénateurs)**



**Les sénateurs par âge au 30 septembre 2018
(348 sénateurs)
Moyenne d'âge : 61 ans 8 mois**



**Les sénateurs par catégorie socioprofessionnelle au 30 septembre 2018
(348 sénateurs)**



Missions temporaires des sénateurs lors de l'année parlementaire 2017-2018

(4 missions)

Nom des parlementaires	Ministre auprès duquel s'exerce la mission	Date de nomination (décret du)	Fin de la mission
M. Alain DURAN	Ministre de l'éducation nationale	19.02.2018	18.08.2018
Mme Françoise GATEL	Ministre des sports	23/04/2018	22.10.2018
M. Dominique THEOPHILE	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et ministre des outre-mer	17.07.2018	-
M. Jérôme BIGNON	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et ministre des outre-mer	03.08.2018	-

**Évolution des effectifs des groupes politiques
au cours de la session 2017-2018**

Date	Groupes politiques																		
	Les Républicains			SOCR		UC			RDSE		LaREM			CRCE		Les Indépendants		NI	Sièges vacants
	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	App.		
03.10.2017	129	6	11	78	-	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	5	2
05.10.2017	128	6	11	78	-	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	5	3
18.10.2017	128	6	11	77	1	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	5	3
03.11.2017	128	6	11	77	1	41	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	6	3
06.11.2017	128	6	11	77	1	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	5	3
25.11.2017	127	6	11	77	1	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	6	3
27.11.2017	128	6	11	77	1	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	5	3
18.12.2017	128	6	11	77	1	42	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	8	-
19.12.2017	128	7	11	77	1	43	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	6	-
14.04.2018	127	7	11	77	1	43	6	1	19	2	19	1	1	12	3	10	1	6	1
22.05.2018	127	7	11	76	1	43	6	1	20	2	19	1	1	12	3	10	1	6	1
05.06.2018	128	7	10	76	1	43	6	1	20	2	19	1	1	12	3	10	1	6	1
02.07.2018	128	7	10	76	1	43	6	1	20	2	19	1	1	12	3	10	1	7	-
03.07.2018	129	7	10	76	1	43	6	1	20	2	19	1	1	12	3	10	1	6	-
05.07.2018	128	7	11	76	1	43	6	1	20	2	19	1	1	12	3	10	1	6	-
10.07.2018	128	7	11	75	1	43	6	1	21	2	19	1	1	12	3	10	1	6	-
12.07.2018	128	7	11	75	1	43	5	2	21	2	19	1	1	12	3	10	1	6	-
18.07.2018	128	7	11	74	1	43	5	2	21	2	20	1	1	12	3	10	1	6	-
25.07.2018	128	7	11	74	1	43	5	3	21	2	20	1	1	12	3	10	1	5	-
28.07.2018	128	7	10	74	1	43	5	3	21	2	20	1	1	12	3	10	1	6	-
07.08.2018	127	7	10	74	1	43	5	3	21	2	20	1	1	12	3	10	1	7	-
09.08.2018	128	7	10	74	1	43	5	3	21	2	20	1	1	12	3	10	1	6	-
03.09.2018	129	7	10	74	1	43	5	3	21	2	20	1	1	12	3	10	1	5	-

- Vacance à compter du 5 octobre 2017, à 0 heure, d'un siège de la Vienne à la suite de la démission de M. Jean-Pierre RAFFARIN de son mandat de sénateur ;
- M. Bernard JOMIER (Paris) s'apparente au groupe socialiste et républicain le 18 octobre 2017 ;
- Le 2 novembre 2017 à minuit, cessation du mandat de Mme Jacqueline GOURAULT (Union Centriste, Loir-et-Cher), ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur. Elle est remplacée, à compter du 3 novembre 2017, à 0 heure, par M. Jean-Paul PRINCE qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- M. Jean-Paul PRINCE (Loir-et-Cher) adhère au groupe Union Centriste le 6 novembre 2017 ;
- Mme Nadège LEFEBVRE démissionne de son mandat de sénatrice de l'Oise le 24 novembre 2017 à minuit. Elle est remplacée à compter du 25 novembre à 0 heure par M. Jérôme BASCHER qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- M. Jérôme BASCHER (Oise) adhère au groupe Les Républicains le 27 novembre 2017 ;
- Le 17 décembre 2017, élection de M. Yves BOULOUX (Vienne), de Mmes Evelyne PERROT (Aube) et Dominique VERIEN (Yonne). Leur mandat a débuté le 18 décembre 2017 à 0 heure. Ils ne figurent sur la liste d'aucun groupe ;
- M. Yves BOULOUX (Vienne) s'apparente au groupe Les Républicains et Mme Dominique VÉRIEN (Yonne) adhère au groupe Union Centriste le 19 décembre 2017 ;
- Par une décision rendue le 13 avril 2018, le Conseil constitutionnel annule l'élection de M. Sébastien LEROUX (Les Républicains) comme sénateur de l'Orne intervenue le 24 septembre 2017. En conséquence, un siège de sénateur de l'Orne est vacant à compter du 14 avril 2018 à 0 heure ;
- M. Didier GUILLAUME (Drôme) adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen le 22 mai 2018 ;
- M. Thierry FOUCAUD démissionne de son mandat de sénateur de la Seine-Maritime le jeudi 31 mai 2018 à minuit. Il est remplacé à compter du 1^{er} juin à 0 heure par Mme Céline BRULIN, qui adhère au groupe communiste républicain citoyen et écologiste ;
- M. Ronan LE GLEUT (Français établis hors de France) adhère au groupe Les Républicains en qualité de membre à part entière le 5 juin 2018 ;
- M. Dominique WATRIN démissionne de son mandat de sénateur du Pas-de-Calais le 30 juin 2018 à minuit. Il est remplacé à compter du 1^{er} juillet à 0 heure par Mme Cathy APOURCEAU-POLY, qui adhère au groupe communiste républicain citoyen et écologiste ;
- Le 1^{er} juillet 2018, élection de M. Vincent SEGOUIN (Orne). Son mandat débute le 2 juillet 2018 à 0 heure. Il ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- M. Vincent SEGOUIN (Orne) adhère au groupe Les Républicains le 3 juillet 2018 ;
- Mme Fabienne KELLER (Bas-Rhin) se rattache administrativement au groupe Les Républicains le 5 juillet 2018 ;
- M. Jean-Yves ROUX (Alpes de Haute-Provence) adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen le 10 juillet 2018 ;
- M. Pierre LOUAULT (Indre-et-Loire) se rattache administrativement au groupe Union Centriste le 12 juillet 2018 ;

- Mme Françoise CARTRON (Gironde) adhère au groupe La République En Marche le 18 juillet 2018 ;
- Mme Evelyne PERROT (Aube) se rattache administrativement au groupe Union Centriste le 25 juillet 2018 ;
- Par décision rendue le 27 juillet 2018 le Conseil constitutionnel a déclaré inéligible pour une durée d'un an à compter de cette décision et a annulé l'élection de M. Jean-Pierre BANSARD (Français établis hors de France) qui est remplacé à compter du 28 juillet 2018, à 0 heure, par M. Damien REGNARD qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- M. Jean-Claude CARLE démissionne de son mandat de sénateur de la Haute-Savoie le lundi 6 août 2018 à minuit. Il est remplacé à compter du 7 août à 0 heure par Mme Sylviane NOËL qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- Mme Sylviane NOËL (Haute-Savoie) adhère au groupe Les Républicains le 9 août 2018 ;
- M. Damien REGNARD (Français établis hors de France) adhère au groupe Les Républicains le 3 septembre 2018.

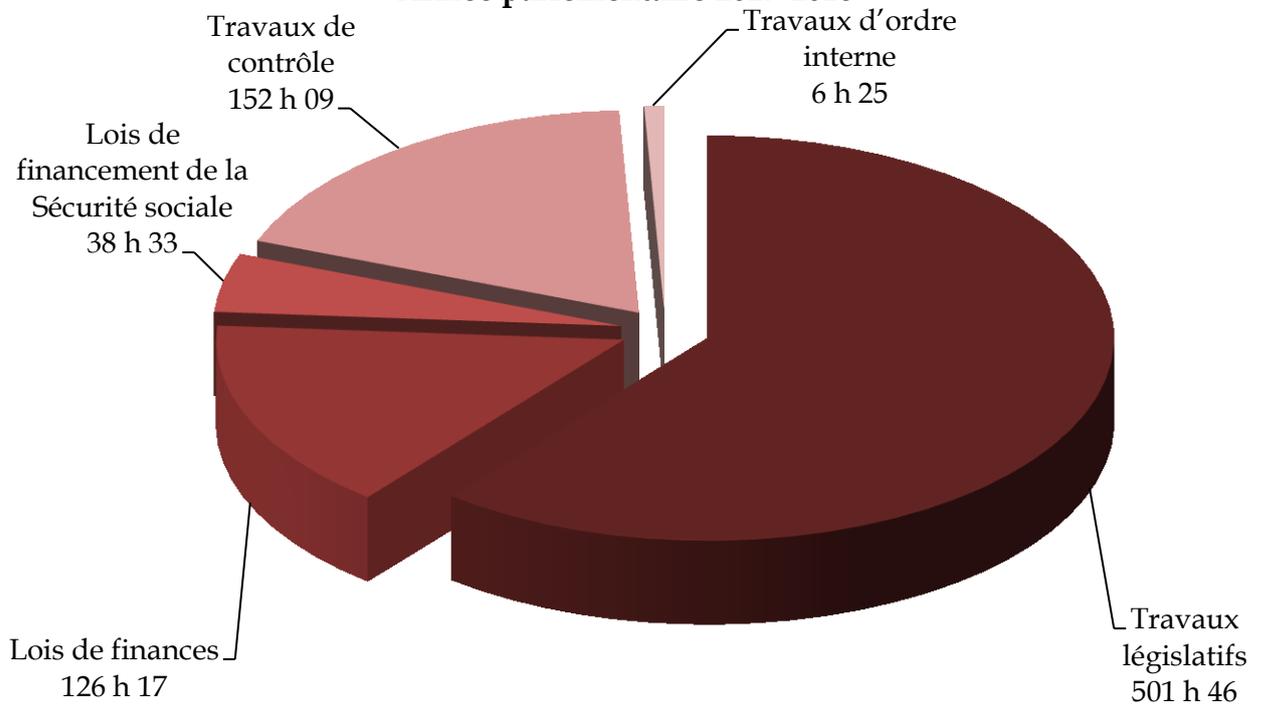
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2017-2018

I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

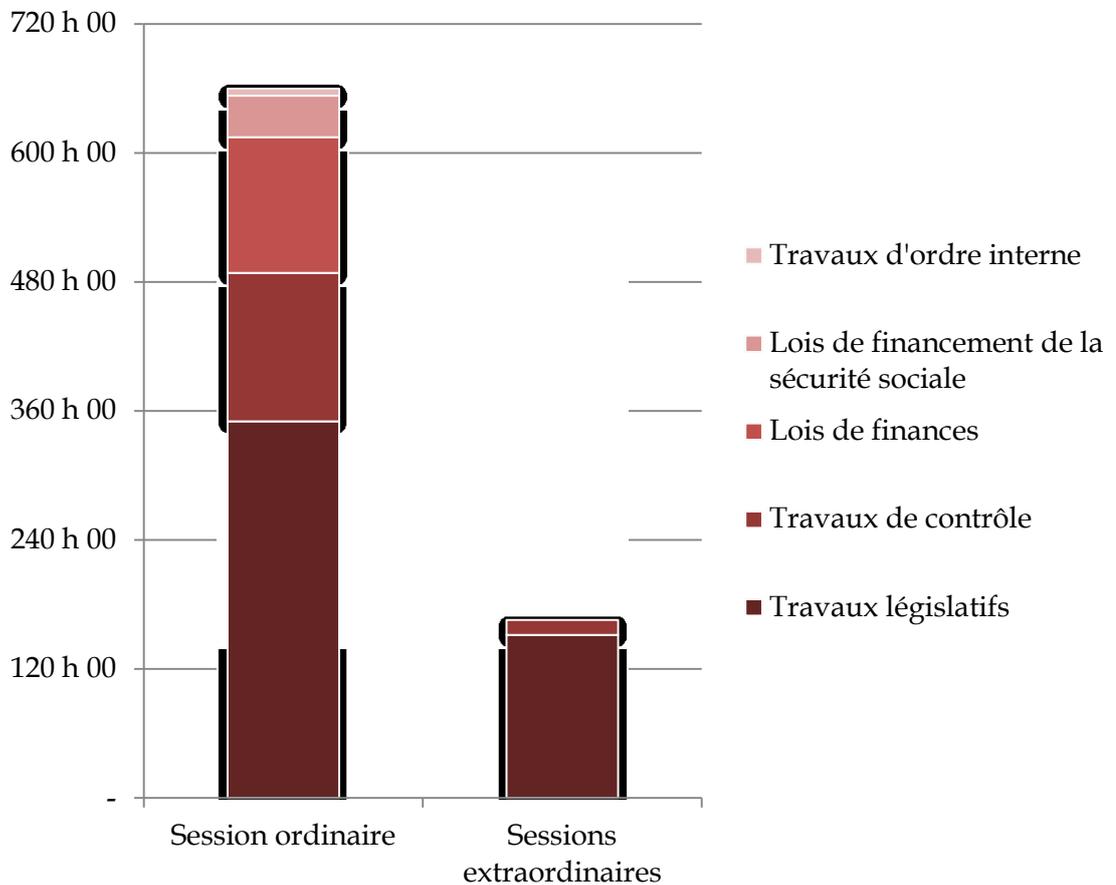
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

SESSIONS		Session ordinaire de 2017-2018	Sessions extraordinaires de 2017-2018	TOTAL
SEANCE	Semaines	33	6	39
	Jours	105	20	125
TRAVAUX LEGISLATIFS	OJ Gouv.	246 h 17	152 h 41	398 h 58
	OJ Sénat	102 h 47	-	102 h 47
	Sous-total	349 h 04	152 h 41	501 h 46
LOIS DE FINANCES	LFI (toutes lectures)	110 h 14	-	110 h 14
	Autres	16 h 03	-	16 h 03
	Sous-total	126 h 17	-	126 h 17
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS ¹	38 h 33	-	38 h 33
	LFSS rect.	-	-	-
	Sous-total	38 h 33	-	38 h 33
TRAVAUX DE CONTROLE	QO	24 h 54	8 h 50	33 h 45
	QOAD	-	-	-
	QAG	29 h 33	2 h 55	32 h 28
	Débats contrôle	69 h 18	-	69 h 18
	Déclarations et messages	4 h 20	1 h 09	5 h 30
	PPR 34-1	5 h 49	-	5 h 49
	PPR européenne	5 h 15	-	5 h 15
	Sous-total	139 h 12	12 h 56	152 h 09
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	Divers	6 h 25	-	6 h 25
TOTAL Général		659 h 34	165 h 37	825 h 12

Répartition des heures de séance par nature des travaux Année parlementaire 2017-2018



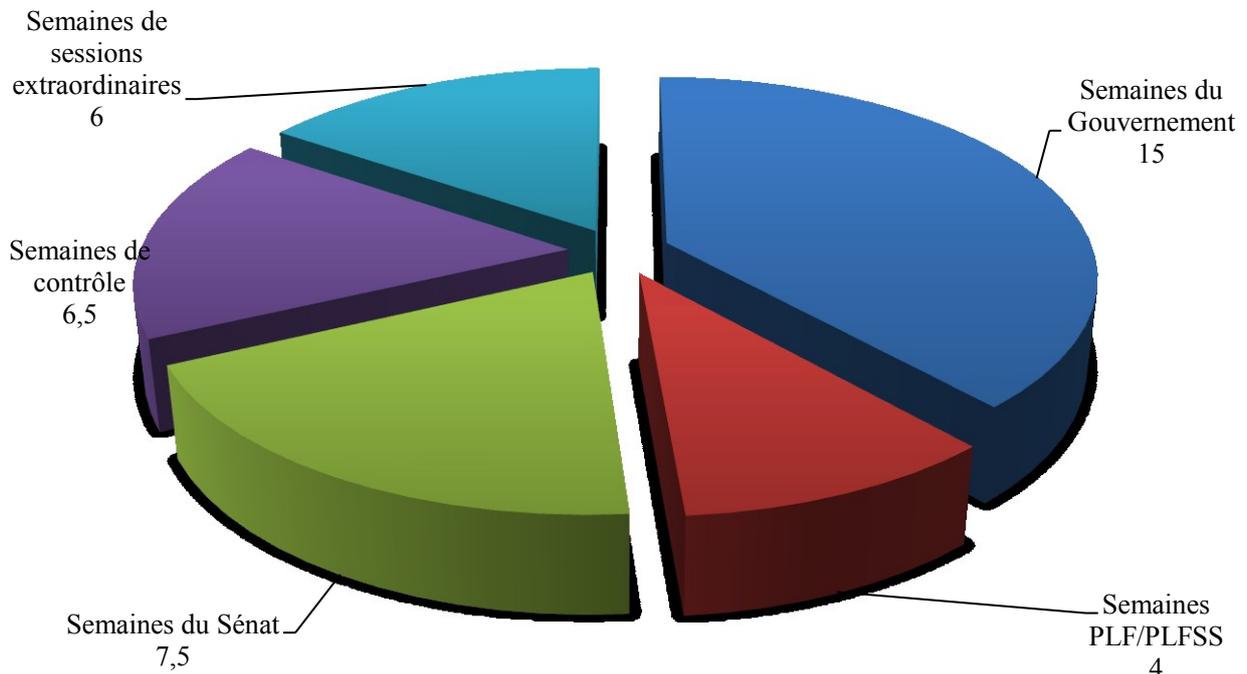
Activité par session



B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat en 2017-2018

Semaines de séance publique	2017-2018	2016-2017
Semaines de séance en session ordinaire	33	19
Semaines gouvernementales	19	12,5
• dont semaines du Gouvernement	15	10
• dont semaines PLE/PLFSS	4	2,5
Semaines sénatoriales	14	6,5
• dont semaines sénatoriales de contrôle	6,5	3,5
• dont semaines du Sénat	7,5	3
Semaines de séance en sessions extraordinaires	6	5



C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL

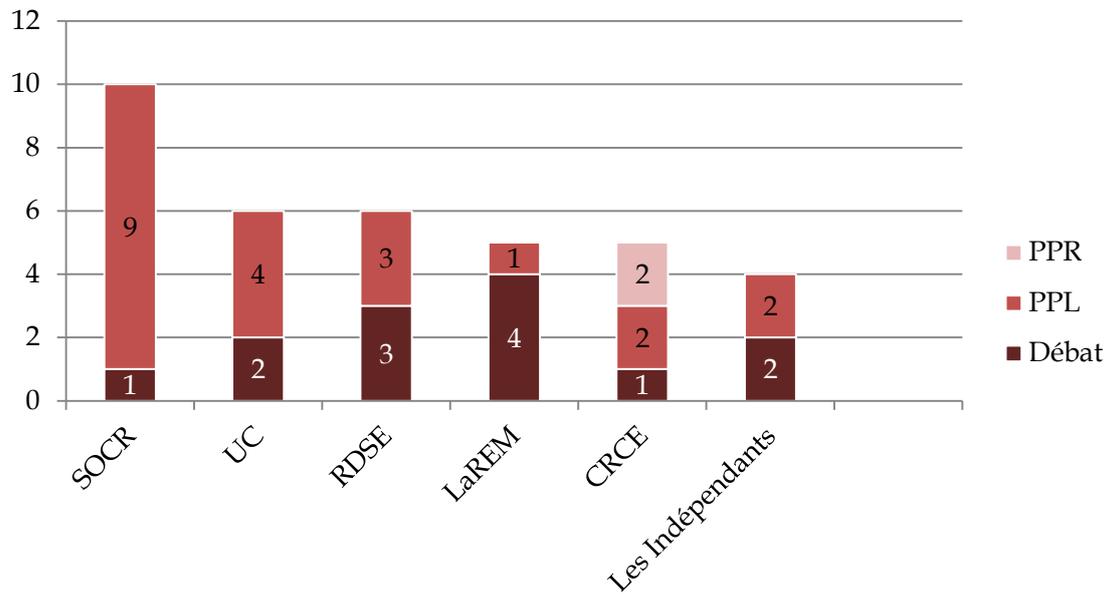
1. Ordre du jour des « espaces réservés »

Date	Groupe	Texte ou débat	Durée	Sort si texte
25.10.2017	Les Indépendants	Débat - Intelligence artificielle	2 h 07	
		Débat - Participation dans l'entreprise	1 h 39	
26.10.2017	UC	Débat - Logement social	1 h 59	
		PPL (S) - Obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable	0 h 59	Adoption
22.11.2017	RDSE	Débat - Représentation des communes déléguées	1 h 50	
		Débat - Énergies pour demain	1 h 49	
	Socialiste et républicain	Débat - Collectivités locales	2 h 00	
		PPL (AN) - Modalités de dépôt de candidature aux élections	1 h 43	Adoption
13.12.2017	CRCE	PPL (S) - Réhabiliter la police de proximité	2 h 07	Rejet
		PPR 34-1 - Développement du fret ferroviaire	1 h 27	Rejet
	LaREM	Débat - Retour des djihadistes en France	1 h 45	
		Débat - COP 23	1 h 54	
31.01.2018	UC	PPL (AN) - Don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants	1 h 18	Adoption définitive
		Débat - Véhicules autonomes	1 h 48	
01.02.2018	Socialiste et républicain	PPL (S) - Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques	2 h 50	Adoption
		PPL (S) - Caisse des Français de l'étranger	1 h 04	Adoption
21.02.2018	UC	PPL (S) - Régime d'ouverture des établissements privés hors contrat	4 h 01	Adoption

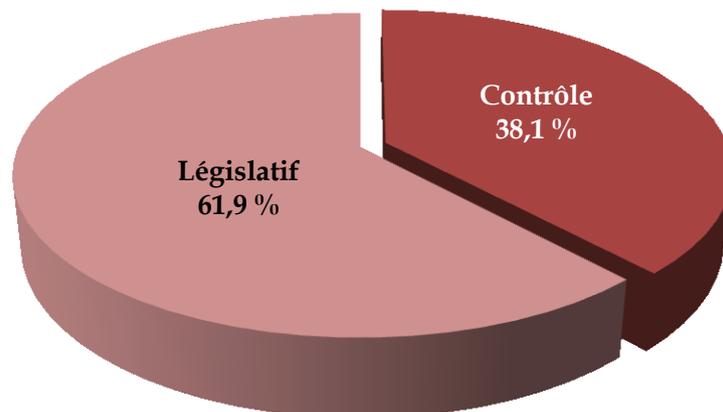
Date	Groupe	Texte ou débat	Durée	Sort si texte
22.02.2018	RDSE	PPL (S) - Prévention des conflits d'intérêts et mobilité des fonctionnaires	2 h 42	Adoption
		PPL (S) - Exécution des peines des auteurs de violences conjugales	1 h 20	Retrait par son auteure
07.03.2018	Socialiste et républicain	PPLO (S) - Qualité des études d'impact des projets de loi	2 h 09	Adoption
		PPL (S) - Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être	1 h 19	Renvoi en commission
	CRCE	PPL (AN) - Revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer	1 h 41	Retrait de l'ordre du jour après la discussion générale
		PPR 34-1 - Finance mondiale, harmonisation et justice fiscales	1 h 26	Rejet
08.03.2018	LaREM	PPL (S) - Simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce	2 h 01	Adoption
04.04.2018	Socialiste et républicain	PPL (S) - Tarification sociale de l'eau	1 h 32	Adoption
		PPL (AN) - Indivision successorale en outre-mer	2 h 26	Adoption
05.04.2018	RDSE	PPL (S) - Élection des conseillers métropolitains	2 h 46	Adoption
		Débat - Perspectives pour les études de médecine	1 h 13	
16.05.2018	Socialiste et républicain	PPL (S) - Indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte	1 h 30	Adoption
		PPL (S) - Poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy »	2 h 11	Rejet
16.05.2018	CRCE	PPL (AN) - Revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer (suite)	2 h 12	Rejet (vote unique)
		Débat - Droits du Parlement	1 h 35	

Date	Groupe	Texte ou débat	Durée	Sort si texte
17.05.2018	LaREM	Débat - Politique familiale en France	1 h 30	
		Débat - Politique de concurrence dans une économie mondialisée	1 h 25	
13.06.2018	Les Indépendants	PPL (AN) - Défibrillateur cardiaque	1 h 44	Adoption définitive
		PPL (S) - Utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	1 h 32	Adoption
14.06.2018	UC	PPL (S) - Formation pour les ministres des cultes	3 h 19	Adoption

Répartition par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



Répartition horaire par catégorie de sujets des points inscrits à l'ordre du jour



2. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques²

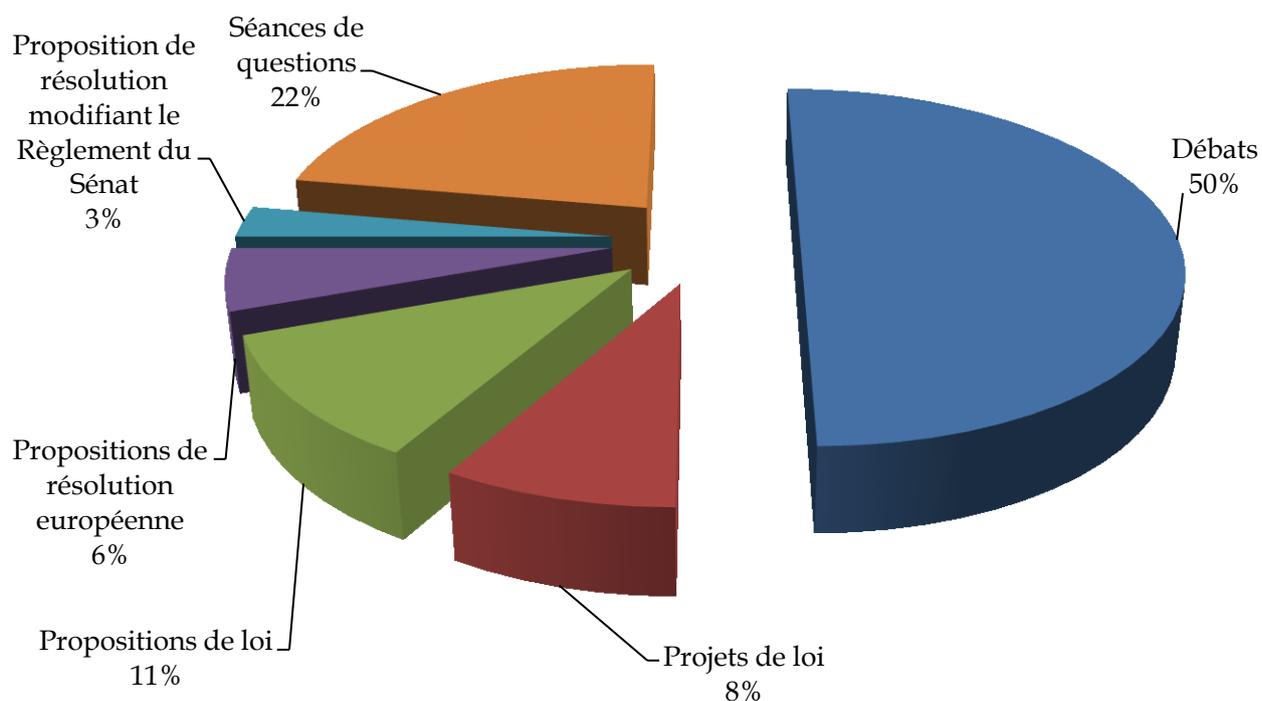
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Première semaine de contrôle				
24.10.2017	Questions orales	-	-	3 h 00
	Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale	-	Commission des affaires étrangères	2 h 02
	Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice et proposition de loi organique pour le redressement de la justice	M. Philippe BAS	Groupe Les Républicains, commission des lois	5 h 10
25.10.2017	Débat - Aménagement du territoire, plus que jamais une nécessité	-	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	2 h 07
26.10.2017	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 04
Deuxième semaine de contrôle				
21.11.2017	Questions orales	-	-	2 h 49
	Explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018	Gouvernement	Gouvernement	1 h 40
	Débat sur l'avenir de l'Institut français	-	Commissions des affaires étrangères et de la culture	2 h 03
	Débat - Politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens	-	Commission des affaires économiques	1 h 49
Troisième semaine de contrôle				
16.01.2018	Questions orales	-	-	3 h 01
	Débat - La situation de la SNCF et son avenir	-	Groupe Les Républicains	1 h 56
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 55
	Débat - L'état du service public dans les transports en région Ile-de-France	-	Groupe CRCE	1 h 53
17.01.2018	Débat sur les conclusions du rapport d'information « Une crise en quête de fin - Quand l'histoire bégaie »	-	Délégation à la prospective	1 h 46
	Débat sur la prise en charge des mineurs isolés	-	Groupe CRCE	1 h 56
Quatrième semaine de contrôle				

² Hors espaces réservés.

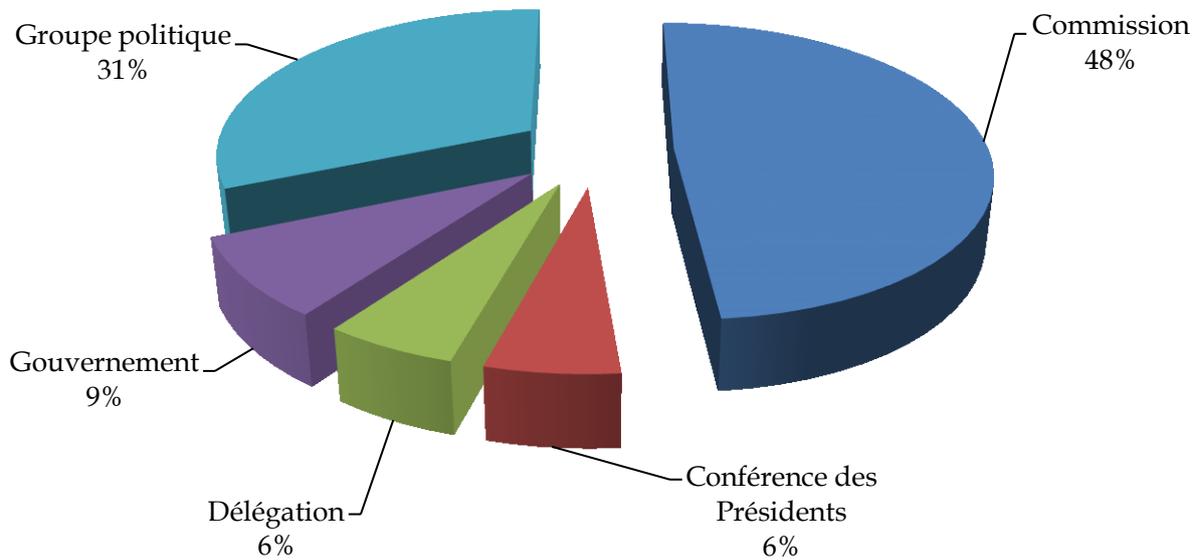
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
20.02.2018	Explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie	Gouvernement	Gouvernement	0 h 55
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 56
	Débat sur les conclusions du rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »	-	Délégation aux droits des femmes	1 h 49
	Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public	-	Commission de la culture et groupe Les Républicains	1 h 54
21.02.2018	Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part	MM. Pascal ALLIZARD et Didier MARIE	Commissions des affaires économiques, des affaires étrangères et des affaires européennes	3 h 10
Cinquième semaine de contrôle				
03.04.2018	Débat - Situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes	-	Commission des affaires sociales et groupe Les Républicains,	1 h 59
	Débat - Politique de fret ferroviaire	-	Groupe Les Républicains	1 h 48
	Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG	-	Groupe CRCE	1 h 20
05.04.2018	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 05
Sixième semaine de contrôle				
09.05.2018	Débat sur l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières	-	Commission des affaires européennes	1 h 28
	Débat sur l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle	-	Commission des affaires européennes	1 h 42
Septième semaine de contrôle				
05.06.2018	Explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire	Gouvernement	Gouvernement	0 h 56
	Débat sur le bilan de l'application des lois	-	Conférence des présidents	1 h 29
	Débat sur le transport fluvial	-	Groupe Les Républicains	1 h 27
	Débat - Conclusions du rapport « sécurité routière, mieux cibler pour plus d'efficacité »	-	Commissions de l'aménagement du territoire et du développement durable et des lois	1 h 55

Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
06.06.2018	Explications de vote sur la proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées (<i>législation en commission</i>)	M. Alain MILON	Groupe Les Républicains	0 h 44
	Explications de vote sur la proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1 ^{er} juillet 1964 (<i>législation en commission</i>)	MM. Dominique de LEGGE et Philippe MOUILLER	Groupe Les Républicains	0 h 44
	Proposition de résolution européenne en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires	M. Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Claude HAUT et Franck MONTAUGÉ	Commissions des affaires économiques et des affaires européennes	2 h 05
	Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs	M. Gérard LARCHER	Conférence des présidents	1 h 29
07.06.2018	Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise	MM. Claude NOUGEIN et Michel VASPART		3 h 42
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01

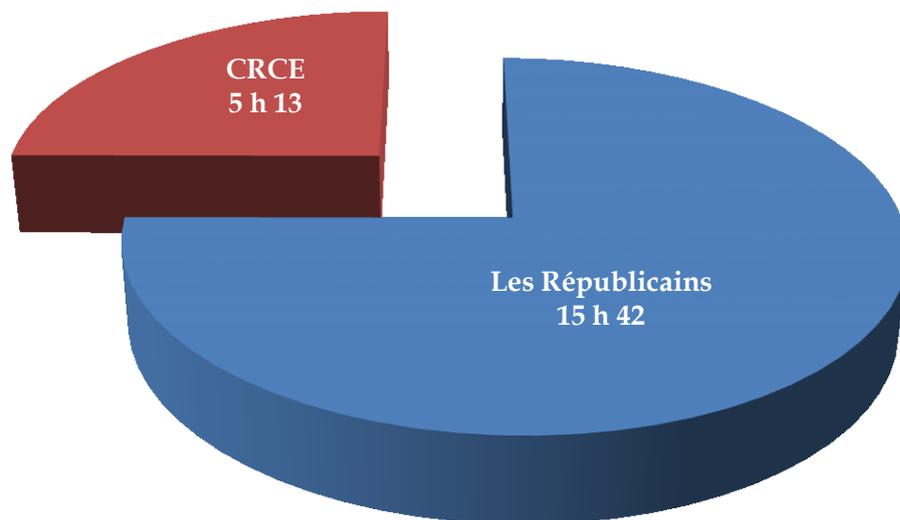
Semaines de contrôle 2017-2018 Nature des sujets (hors espaces réservés)



Semaines de contrôle 2017-2018
Répartition des sujets par type d'auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)



Semaines de contrôle 2017-2018
Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés)



3. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale³

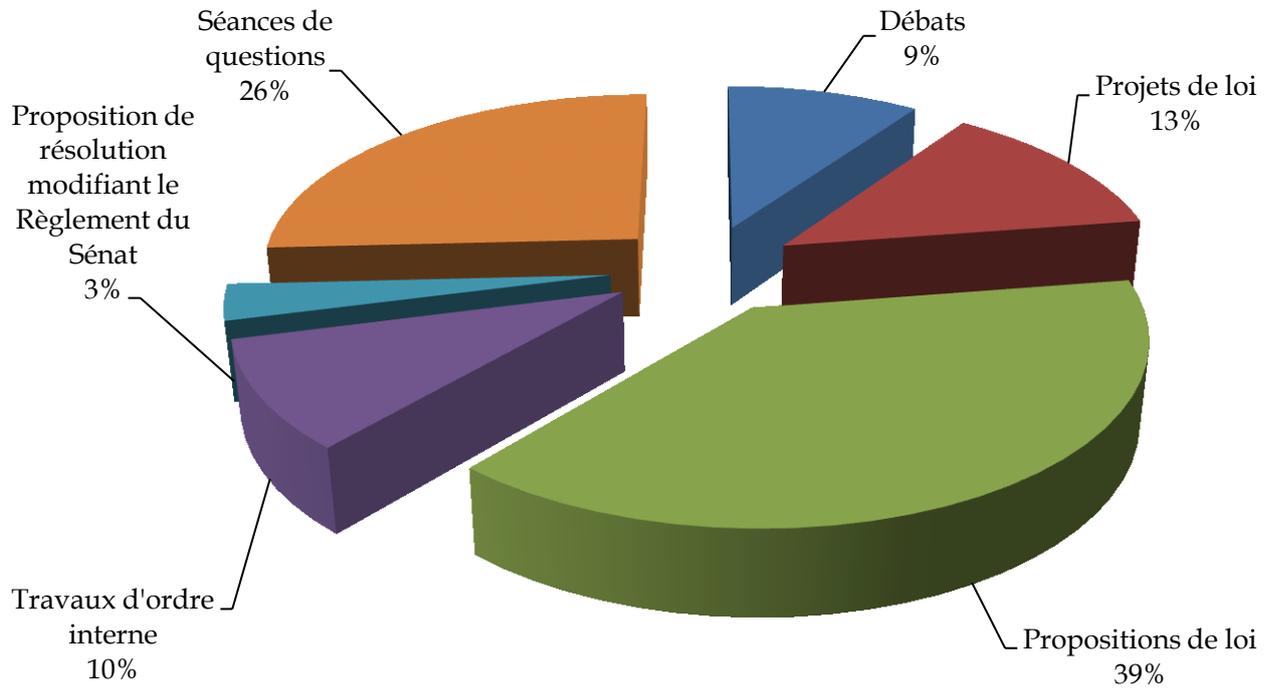
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Première semaine d'initiative				
02.10.2017	Élection du Président du Sénat	-	Conférence des présidents	1 h 43
04.10.2017	Constitution des instances du Sénat	-	Conférence des présidents	0 h 07
05.10.2017	Constitution des instances du Sénat	-	Conférence des présidents	0 h 02
Deuxième semaine d'initiative				
31.10.2017	Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage	M. Jean-Claude CARLE	Les Républicains	4 h 00
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 57
Troisième semaine d'initiative				
13.12.2017	Débat sur la COP 23	-	Les Républicains	1 h 54
14.12.2017	Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission	M. Gérard LARCHER	Président du Sénat	2 h 25
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01
	Second projet de loi de finances rectificative pour 2017	Gouvernement	Gouvernement	1 h 25
15.12.2017	Second projet de loi de finances rectificative pour 2017	Gouvernement	Gouvernement	8 h 30
Quatrième semaine d'initiative				
30.01.2018	Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux	M. Michel VASPART	Les Républicains	5 h 50
31.01.2018	Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public	MM. Bruno RETAILLEAU, Michel SAVIN	Les Républicains	1 h 37
01.02.2018	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 03

³ Hors espaces réservés.

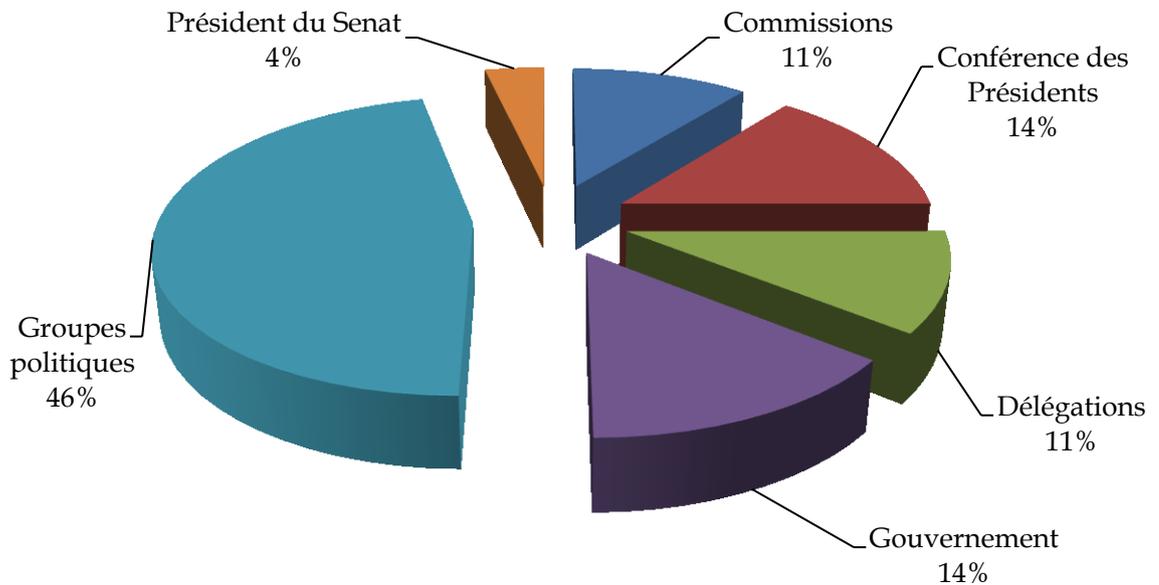
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
	Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (<i>deuxième lecture</i>)	Gouvernement	Gouvernement	1 h 08
Cinquième semaine d'initiative				
06.03.2018	Questions orales	-	-	2 h 46
	Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit	M. Patrick CHAIZE	Les Républicains	2 h 31
08.03.2018	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 06
Sixième semaine d'initiative				
27.03.2018	Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles	M. Philippe BAS et Mme Marie MERCIER	Les Républicains	4 h 21
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 09
28.03.2018	Proposition de résolution tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs	MM. Dominique de LEGGE, Christian MANABLE et Michel SAVIN	Commission de la culture et délégation sénatoriale aux collectivités territoriales	1 h 27
	Débat sur les scénarios du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1 ^{er} février 2018 au regard de l'avenir des lignes LGV et de l'aménagement du territoire	-	Les Républicains	1 h 57
	Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs	MM. Hervé MAUREY et Louis NÈGRE	UC et commission de l'aménagement du territoire	3 h 00
29.03.2018	Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs	MM. Hervé MAUREY et Louis NÈGRE	UC et commission de l'aménagement du territoire	4 h 45
Septième semaine d'initiative				
15.05.2018	Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1 ^{er} février 2018	-	Les Républicains	1 h 34
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 59
	Proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le <i>Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)</i>	Mme Jacky DEROMEDI	Les Républicains	1 h 28

Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Huitième semaine d'initiative				
12.06.2018	Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (<i>législation en commission</i>)	Assemblée nationale	Conférence des présidents	0 h 57
	Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale	MM. Philippe BAS, Bruno RETAILLEAU et Mathieu DARNAUD	Les Républicains	6 h 05
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 56
13.06.2018	Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale	MM. Philippe BAS, Bruno RETAILLEAU et Mathieu DARNAUD	Les Républicains	1 h 49
	Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs	MM. Rémy POINTEREAU et Martial BOURQUIN	Délégations sénatoriales aux collectivités territoriales et aux entreprises	2 h 39
14.06.2018	Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (<i>conclusions de la commission mixte paritaire</i>)	Gouvernement	Gouvernement	1 h 27
	Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs	MM. Rémy POINTEREAU et Martial BOURQUIN	Délégations sénatoriales aux collectivités territoriales et aux entreprises	5 h 12

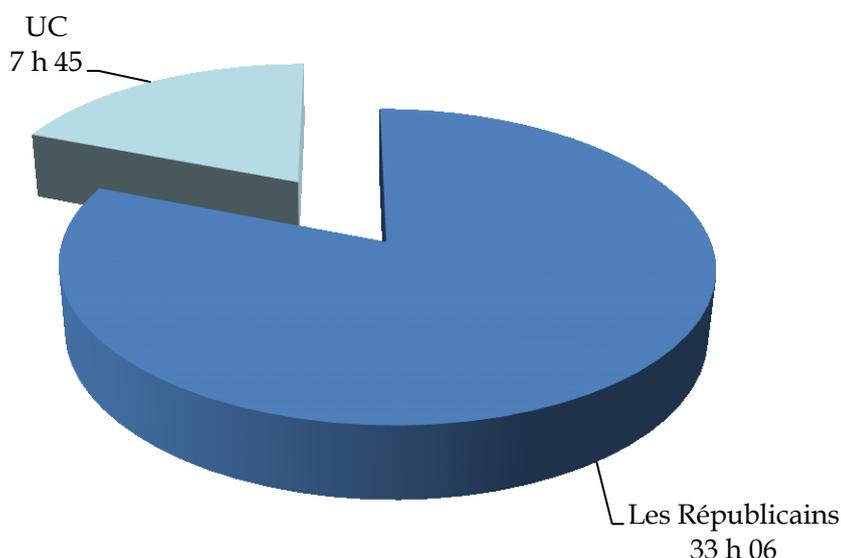
Semaines d'initiative 2017-2018 Nature des sujets



Semaines du Sénat 2017-2018 Répartition des sujets par type d'auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



Semaines du Sénat 2017-2018
Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés)



4. Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement⁴

Date d'examen	Sujet	Origine de la demande d'inscription	Temps de séance
08.02.2018	Présentation du rapport annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	0 h 53

5. « Superpriorité » gouvernementale⁵

Date de la séance	Semaine	Sujet	Auteur	Temps de séance
14.12.2017	Initiative	Première lecture du second projet de loi de finances rectificative pour 2017	Gouvernement	9 h 55
15.12.2017				

⁴ Hors divers interne

⁵ Examen dans les semaines réservées au Sénat des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale, ainsi que, hors des semaines réservées au contrôle, des textes transmis depuis six semaines au moins, des projets de loi relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger (article 48, alinéa 3 de la Constitution).

Date de la séance	Semaine	Sujet	Auteur	Temps de séance
01.02.2018	Initiative	Deuxième lecture du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations	Gouvernement	1 h 08
14.06.2018	Initiative	Lecture des conclusions de commission mixte paritaire sur le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire	Gouvernement	1 h 27

6. Discussion immédiate

a) Demande

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Origine de la demande de discussion immédiate	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>					
Néant					

b) Discussion

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Demande de discussion immédiate	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>					
Néant					

D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE⁶

Date	Objet	Durée
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>		
Néant		

E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE

	Session ordinaire	Sessions extraordinaires	Année parlementaire
Gouvernement	23,4 %	22,7 %	23,2 %
Commissions	17,3 %	16,8 %	17,2 %
Non pris en compte et intervenants divers	-	-	-
Sénateurs	59,2 %	60,5 %	59,5 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	14,2 %	14,1 %	14,2 %
<i>dont groupe socialiste et républicain</i>	14,1 %	15,9 %	14,4 %
<i>dont groupe UC</i>	6,4 %	6,8 %	6,4 %
<i>dont groupe du RDSE</i>	5,7 %	5,4 %	5,6 %
<i>dont groupe LaREM</i>	4,4 %	4,0 %	4,3 %
<i>dont groupe CRCE</i>	9,9 %	11,5 %	10,2 %
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	3,9 %	2,7 %	3,7 %
<i>dont NI</i>	0,7 %	0,1 %	0,6 %

⁶ Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'article 18 de la Constitution dispose que le Président de la République « peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote. » Avant 2008, le Président de la République ne pouvait adresser que des messages écrits au Parlement. Cette faculté a été utilisée pour la première fois par M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, le 22 juin 2009 à 15 heures.

II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

A. LES 21 PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

Les 21 projets de loi (hors conventions internationales)
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
par le Gouvernement au cours de l'année parlementaire 2017-2018

Date de dépôt	Projets de loi déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
04.10.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-496 du 6 avril 2017 portant extension des dispositions de l'article 45 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*
11.10.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-762 du 4 mai 2017 modifiant la partie législative du code du cinéma et de l'image animée*
25.10.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés*
22.11.2017	Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité
08.12.2017	Accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie (PJLO)
13.12.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1426 du 4 octobre 2017 relative à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques*
20.12.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1142 du 7 juillet 2017 portant simplification des obligations de dépôt des documents sociaux pour les sociétés établissant un document de référence*
20.12.2017	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette*
03.01.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés*
12.01.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et adaptant certaines dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*
12.01.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte et modifiant les conditions d'attribution de l'allocation pour adulte handicapé*
12.01.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1178 du 19 juillet 2017 relative à l'adaptation du code de la santé publique à Mayotte*
21.02.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1609 du 27 novembre 2017 relative à la prise en charge des dommages en cas de retrait d'agrément d'une entreprise d'assurance*

Date de dépôt	Projets de loi déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
28.02.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence
07.03.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2017-1717 du 20 décembre 2017 portant transposition de la directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées*
28.03.2018	Lutte contre la fraude
04.04.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2018-20 du 17 janvier 2018 relative au service de santé des armées et à l'Institution nationale des invalides*
20.04.2018	Renforcement de l'organisation des juridictions (PJLO)*
20.04.2018	Programmation 2018-2022 et réforme pour la justice*
16.05.2018	Ratification des ordonnances n° 2018-74 du 8 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris et n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris*
18.06.2018	Ratification des ordonnances n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie, n° 2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds et n° 2018-17 du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé*

* Ces textes, déposés sur le Bureau du Sénat pendant l'année parlementaire 2017-2018, n'ont pas été examinés par le Sénat au cours de cette même année.

B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT

1. Bilan législatif

a) Projets et propositions de loi déposés

Sessions	Projets de loi déposés			Propositions de loi		
	Déposés en 1 ^{er} lieu		Total	Déposées en 1 ^{er} lieu		Total
	À l'AN	Au Sénat		À l'AN	Au Sénat	
Session ordinaire	34	21	55	407	128	535
Sessions extraordinaires	6	0	6	54	29	83
TOTAL	40	21	61	461	157	618

b) Projets et propositions de loi définitivement adoptés (41)⁷ (Hors conventions)

Sessions	Lois issues de projets de loi déposés			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	5	17	22	1	6	7
Sessions extraordinaires	1	6	7	1	4	5
TOTAL	6	23	29	2	10	12

c) Projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinées au Sénat (29)

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs ⁸	nombre	durée
09.11.2017	5	0 h 04	-	-	-	5	0 h 04
20.12.2017	4	0 h 04	-	-	-	4	0 h 04
25.01.2018	4	0 h 05	-	-	-	4	0 h 05
15.02.2018	4	0 h 03	-	-	-	4	0 h 03
22.03.2018	3	0 h 02	-	-	-	3	0 h 02
19.04.2018	3	0 h 03	1	1 h 12	7	4	1 h 15
31.05.2018	2	0 h 02	-	-	-	2	0 h 02
28.06.2018	1	0 h 01	-	-	-	1	0 h 01
19.07.2018	1	0 h 01	-	-	-	1	0 h 01
26.07.2018	-	-	1	1 h 21	7	1	1 h 21
Total	27	0 h 25	2	2 h 33	14	29	2 h 58

⁷ 28 conventions définitivement adoptées soit un total de 69 textes définitivement adoptés.

⁸ Hors Gouvernement et commissions.

**Liste des conventions examinées par le Sénat
au cours de l'année parlementaire 2017-2018**

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
Session ordinaire 2017-2018			
S	09.11.2017	autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part	Simplifiée
S	09.11.2017	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse	Simplifiée
AN ⁹	09.11.2017	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	Simplifiée
AN ¹	09.11.2017	autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental	Simplifiée
S	09.11.2017	autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement	Simplifiée
S	20.12.2017	autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou	Simplifiée
S	20.12.2017	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie	Simplifiée
AN	20.12.2017	autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet	Simplifiée
S	20.12.2017	autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam	Simplifiée

⁹ Déposé en premier lieu au Sénat, puis retiré par le Premier ministre et déposé à l'Assemblée nationale

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
S	25.01.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	Simplifiée
AN	25.01.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	Simplifiée
S	25.01.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Équateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	Simplifiée
AN	25.01.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie	Simplifiée
S	15.02.2018	autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Simplifiée
S	22.03.2018	autorisant la ratification de l'accord instituant la Fondation internationale UE-ALC	Simplifiée

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
S	22.03.2018	autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F)	Simplifiée
AN	22.03.2018	autorisant la ratification du protocole n° 16 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	Simplifiée
S	19.04.2018	autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices	Normale
S	19.04.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	Simplifiée
S	19.04.2018	autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture	Simplifiée
AN	19.04.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la viabilité des routes nationales 20, 320 et 22 entre Tarascon-sur-Ariège et la frontière franco-andorrane	Simplifiée
S	31.05.2018	autorisant l'adhésion de la France à la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, et dans les Terres australes et antarctiques françaises	Simplifiée
S	31.05.2018	autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles	Simplifiée
S	28.06.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens	Simplifiée

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>			
S	19.07.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	Simplifiée
AN	26.07.2018	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière	Normale

Sur ces 29 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés au Sénat en 2017-2018, **21 ont été définitivement adoptés par le Parlement** (11 déposés à l'Assemblée nationale et 10 déposés au Sénat).

En tout, ce sont **28 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales qui ont été adoptés définitivement** pendant l'année 2017-2018.

Le Gouvernement avait engagé la procédure accélérée pour 6 d'entre eux.

Dépôt	Date d'examen par le Sénat	Convention	Procédure
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
S	09.11.2017	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse	Simplifiée
AN ¹⁰	09.11.2017	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	Simplifiée
AN ¹	09.11.2017	autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1 ^{er} octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part	Simplifiée
AN	15.02.2018	autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Simplifiée
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>			
Néant			

¹⁰ Déposé en premier lieu au Sénat, puis retiré par le Premier ministre et déposé à l'Assemblée nationale

2. Propositions de loi sénatoriales

a) Tableaux récapitulatifs

157 propositions de loi déposées par les sénateurs en 2017-2018

	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL
2017-2018	44	14	12	8	6	3	1	12 ¹¹	57	157

Propositions de loi examinées au Sénat en 2017-2018

SESSION ORDINAIRE										
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL examinées	7	7	0	3	0	1	0	10	28	10
<i>rejetées</i>	-	1	-	-	-	1	-	-	2	1
<i>renvoyée en commission</i>	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-
<i>retirée en cours de discussion</i>	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
<i>adoptées</i>	7	5	-	2	-	-	-	10	24	9
SESSIONS EXTRAORDINAIRES										

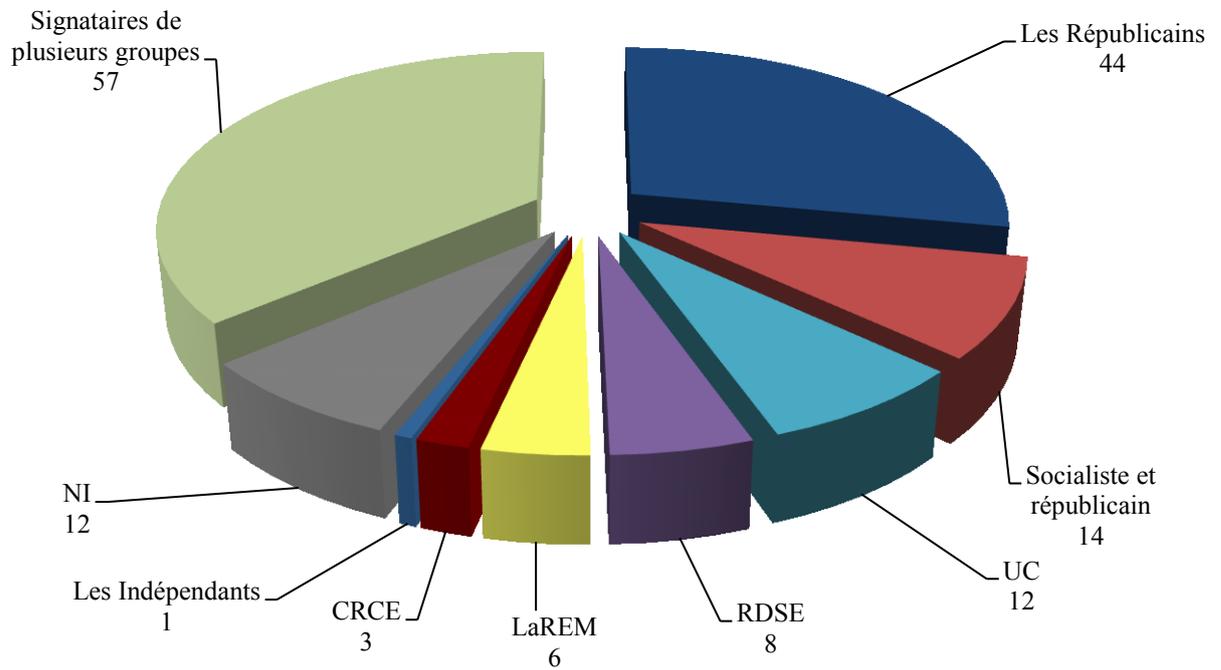
¹¹ Dont une proposition de loi référendaire déposée par un sénateur NI et un député.

SESSION ORDINAIRE										
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL examinées	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
<i>adoptées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
<i>ayant fait l'objet d'une question préalable</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2

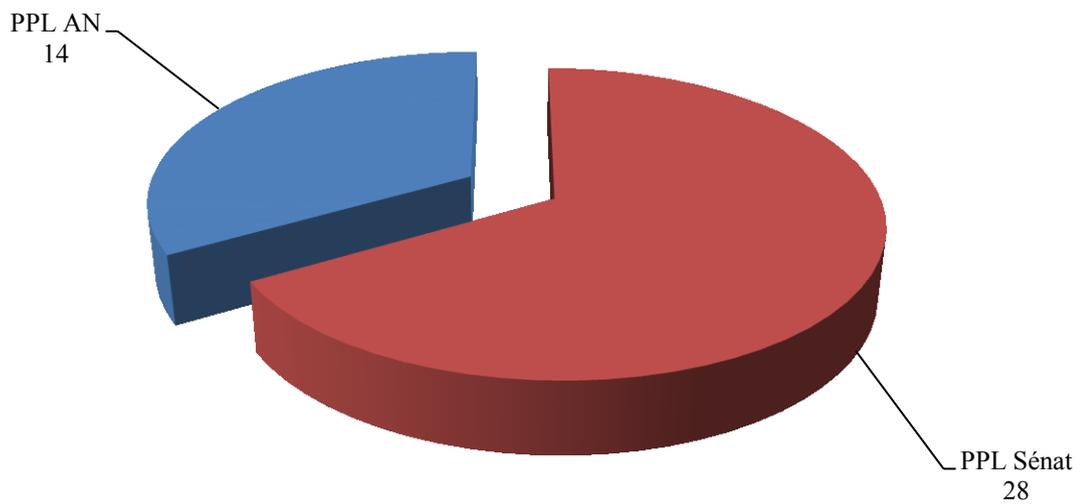
**Propositions de loi adoptées définitivement par le Parlement
lors de l'année parlementaire 2017-2018**

SESSION ORDINAIRE											
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL adoptées définitivement			1							1	6
SESSIONS EXTRAORDINAIRES											
PPL adoptées définitivement							1			1	4

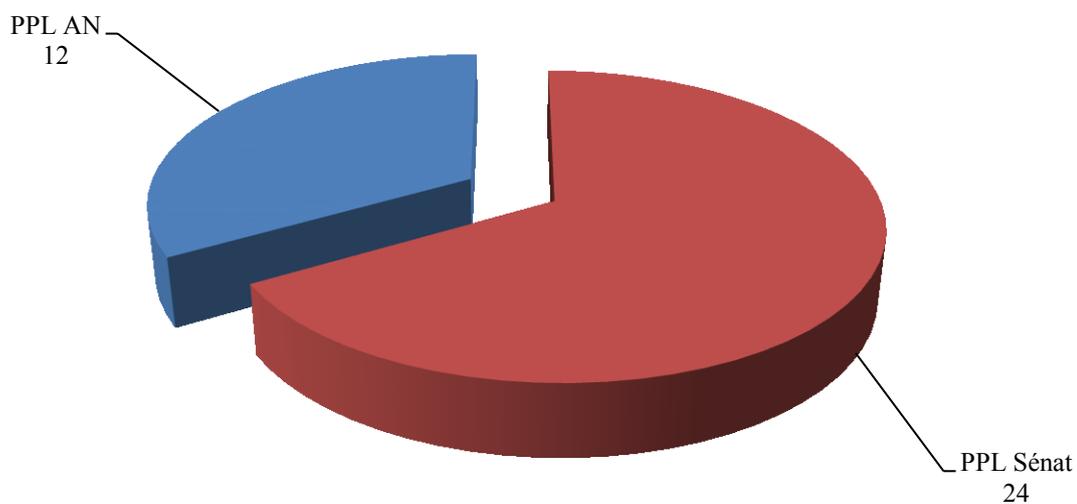
157 propositions de loi déposées au Sénat



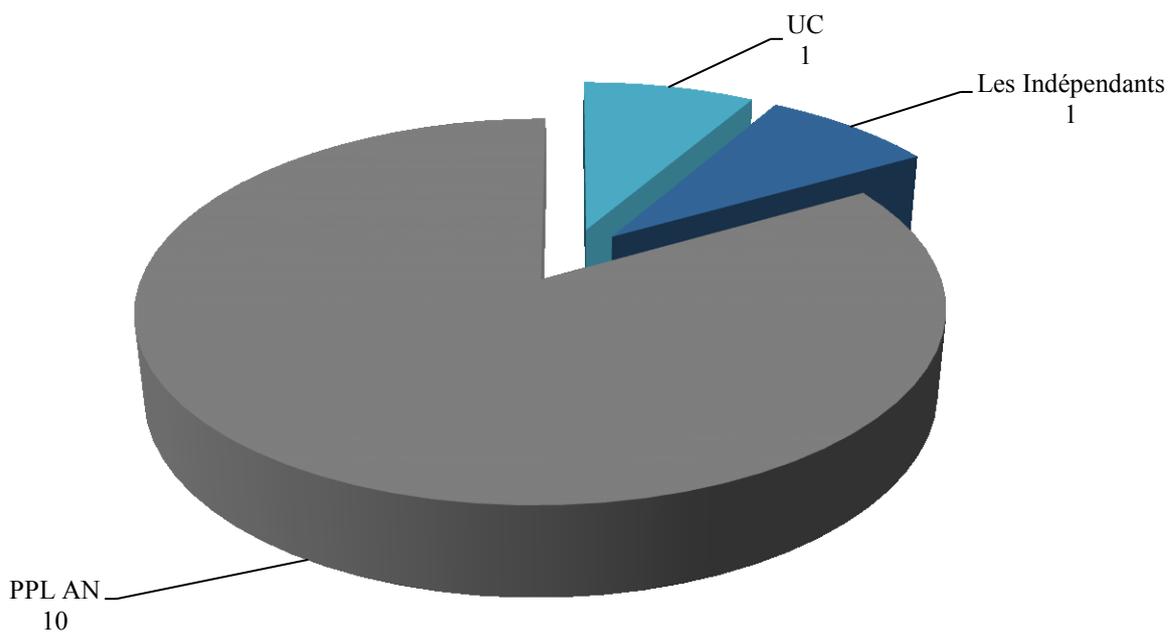
42 propositions de loi examinées par le Sénat



36 propositions de loi adoptées par le Sénat



12 propositions de loi définitivement adoptées



b) Propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées (2)

Objet	Premier signataire	Commission saisie	Promulgation
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
Visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat	Mme Françoise GATEL (UC)	Culture	Loi n° 2018-266 du 13 avril 2018
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>			
Relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)	Lois	Loi n° 2018-697 du 3 août 2018

c) Propositions de loi sénatoriales soumises pour avis au Conseil d'État

Date	Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<u>Année parlementaire 2016-2017</u>				
-	-	-	-	-

3. Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des projets ou propositions de loi

Total textes rejetés : 11
3 PPL AN rejetées en première lecture
8 PJJL rejetés en nouvelle lecture

Texte en discussion	Auteur	Stade de procédure	Mode de rejet	Date
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>				
Premier PLFR 2017	Gouvernement	Nouvelle lecture	Rejet de l'ensemble du texte	14.11.2017
PLFSS 2018	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	01.12.2017
PLF Fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	18.12.2017
PLF 2018	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	19.12.2017
Second PLFR 2017	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	20.12.2017
PPL (AN) Pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer	Mme Huguette BELLO (GDR)	Première lecture	Rejet par vote unique de l'ensemble du texte	16.05.2018
<u>Session extraordinaire 2017-2018</u>				
PPL (AN) Lutte la manipulation de l'information	M. Richard FERRAND (REM)	Première lecture	Question préalable	26.07.2018
PPLO (AN) La lutte contre la manipulation de l'information	M. Richard FERRAND (REM)	Première lecture	Question préalable	26.07.2018
PJJL Liberté de choisir son avenir professionnel	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	30.07.2018
PJJL Immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	31.07.2018
PJJL Équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	25.09.2018

C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES

1. Commissions spéciales

Date de création	Texte concerné	Initiative	Opposition
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>			
31.01.2018	Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance	Président du Sénat	-

2. Procédures accélérées

a) Procédures accélérées engagées (34)

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>	
11.10.2017	Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
18.10.2017	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse
02.11.2017	Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations
15.11.2017	Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024
22.11.2017	Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants
22.11.2017	Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité
27.11.2017	Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance
08.12.2017	Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie
13.12.2017	Projet de loi relatif à la protection des données personnelles
03.01.2018	Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen
11.01.2018	Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
12.01.2018	Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
31.01.2018	Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable
08.02.2018	Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense
20.02.2018	Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites
21.02.2018	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière
21.02.2018	Projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif
28.02.2018	Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence
14.03.2018	Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire
21.03.2018	Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes
26.03.2018	Proposition de loi relative à la lutte la manipulation de l'information
26.03.2018	Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information
28.03.2018	Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude
04.04.2018	Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
06.04.2018	Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination
20.04.2018	Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice
20.04.2018	Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions
27.04.2018	Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel
16.05.2018	Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire
16.05.2018	Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés
23.05.2018	Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017
23.05.2018	Projet de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
23.05.2018	Projet de loi organique pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace
18.06.2018	Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>	
-	-

b) Opposition à la procédure accélérée

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>				
-	-	-	-	-

3. Motions déposées au cours de l'année parlementaire 2017-2018

Nature de la motion	Session ordinaire	Sessions extraordinaires	TOTAL
Exception d'irrecevabilité (dont adoptées)	3 (1)	2 (0)	5 (1)
Question préalable (dont adoptées)	14 (4)	8 (5)	22 (9)
Renvoi en commission (dont adoptées)	6 (1)	1 (0)	7 (1)
Préjudicielle (dont adoptées)	-	-	-
Référendaire (dont adoptées)	-	-	-
TOTAL	23 (6)	11 (5)	34 (11)

a) Motions de procédure déposées

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
Session ordinaire 2017-2018				
07.11.2017	PJL - Fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures	Renvoi en commission	M. MASSON (NI)	Rejetée
08.11.2017	PJL - Programmation des finances publiques 2018-2022	Question préalable	M. SAVOLDELLI (CRCE)	Rejetée
13.11.2017	PLFSS 2018	Question préalable	Mme COHEN (CRCE)	Rejetée
14.11.2017	Premier PLFR 2017 (nouvelle lecture)	Question préalable	M. de MONTGOLFIER (Finances)	Rejetée
22.11.2017	PLF 2018	Question préalable	M. BOCQUET (CRCE)	Rejetée
30.11.2017	PLFSS 2018 (nouvelle lecture)	Question préalable	M. VANLERENBERGHE (Affaires sociales)	Adoptée
13.12.2017	PJL - Fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures (nouvelle lecture)	Question préalable	Mme LAMURE (Affaires économiques)	Adoptée
19.12.2017	PLF 2018 (nouvelle lecture)	Question préalable	M. de MONTGOLFIER (Finances)	Adoptée
20.12.2017	Second PLFR 2017 (nouvelle lecture)	Question préalable	M. de MONTGOLFIER (Finances)	Adopté
18.01.2018	PJL - Ordonnances relatives au renforcement du dialogue social	Renvoi en commission	Mme GRELET-CERTENAIS (SOCR)	Rejetée
22.01.2018	PJL - Ordonnances relatives au renforcement du dialogue social	Question préalable	M. WATRIN (CRCE)	Rejetée
06.02.2018	PJL - Orientation et réussite des étudiants	Exception d'irrecevabilité	Mme ASSASSI (CRCE)	Rejetée
23.02.2018	PPL (S) - Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être	Renvoi en commission	M. SUEUR (SOCR)	Adoptée
21.03.2018	PPL (S) - Transport ferroviaire de voyageurs	Question préalable	Mme ASSASSI (CRCE)	Rejetée
12.04.2018	PPL (AN) - Protection des savoir-faire et des informations commerciales	Question préalable	M. BOCQUET (CRCE)	Rejetée
17.04.2018	PPL (AN) - Protection des savoir-faire et des informations commerciales	Renvoi en commission	M. Jacques BIGOT (SOCR)	Rejetée
19.04.2018	PJL - Protection des données personnelles (nouvelle lecture)	Renvoi en commission d'un article	M. OUZOULIAS (CRCE)	Retirée
24.05.2018	PJL - Nouveau pacte ferroviaire	Question préalable	Mme ASSASSI (CRCE)	Rejetée
08.06.2018	PJL - Immigration, droit d'asile et intégration	Exception d'irrecevabilité	Mme ASSASSI (CRCE)	Rejetée
08.06.2018	PJL - Immigration, droit d'asile et intégration	Renvoi en commission	Mme ASSASSI (CRCE)	Retirée
12.06.2018	PPL (S) - Équilibre territorial et vitalité de la démocratie locale	Question préalable	M. de BELENET (LaREM)	Rejetée
18.06.2018	PJL - Immigration, droit d'asile et intégration	Question préalable	M. SUEUR (SOCR)	Rejetée

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
27.06.2018	PJL - Relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire	Exception d'irrecevabilité partielle	M. RAISON (Affaires économiques)	Adoptée
Sessions extraordinaires 2017-2018				
04.07.2018	PJL - Liberté de choisir son avenir professionnel	Question préalable	Mme COHEN (CRCE)	Rejetée
10.07.2018	PJL - Liberté de choisir son avenir professionnel	Renvoi en commission	M. KANNER (SOCR)	Rejetée
09.07.2018	PJL - Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	Question préalable	M. GAY (CRCE)	Rejetée
04.07.2018	PPL (AN) - Utilisation encadrée du portable dans les écoles et collèges	Question préalable	M. LOZACH (SOCR)	Rejetée
17.07.2018	PPLO - Lutte contre la manipulation de l'information	Question préalable	M. FRASSA (Lois)	Adoptée
17.07.2018	PPLO - Lutte contre la manipulation de l'information	Exception d'irrecevabilité	M. KANNER (SOCR)	Rejetée
18.07.2018	PPL - Lutte contre la manipulation de l'information	Question préalable	Mme MORIN-DESAILLY (Culture)	Adoptée
18.07.2018	PPL - Lutte contre la manipulation de l'information	Exception d'irrecevabilité	M. KANNER (SOCR)	Rejetée
26.07.2018	PJL - Liberté de choisir son avenir professionnel (nouvelle lecture)	Question préalable	M. FORISSIER (Affaires sociales)	Adoptée
31.07.2018	PJL - Immigration, droit d'asile et intégration (nouvelle lecture)	Question préalable	M. BUFFET (Lois)	Adoptée
20.09.2018	PJL - Relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire (nouvelle lecture)	Question préalable	Mme LOISIER et M. RAISON (Affaires économiques)	Adoptée

**Récapitulation des motions déposées lors des différentes lectures
et adoptées au cours de l'année parlementaire 2017-2018**

		Exceptions d'irrecevabilité		Questions préalables		Renvois en commission		Total	
		déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées
1 ^{ère} lecture	PJL	3	1	8	-	4	-	15	1
	PPL (AN)	2	-	5	2	1	-	8	2
	PPL (S)	-	-	1	-	1	1	2	1
2 ^{ème} lecture	PJL	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle lecture	PJL	-	-	8	7	1	-	9	7
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	-	-	-	-	-	-	-	-
PPR		-	-	-	-	-	-	-	-
Total		5	1	22	9	7	1	34	11

b) Motions référendaires

Date de discussion	Texte en discussion	Premiers signataires	Décision du Sénat	Suite éventuelle à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>				
Néant				

4. Modalités d'adoption des lois

a) Tableau récapitulatif

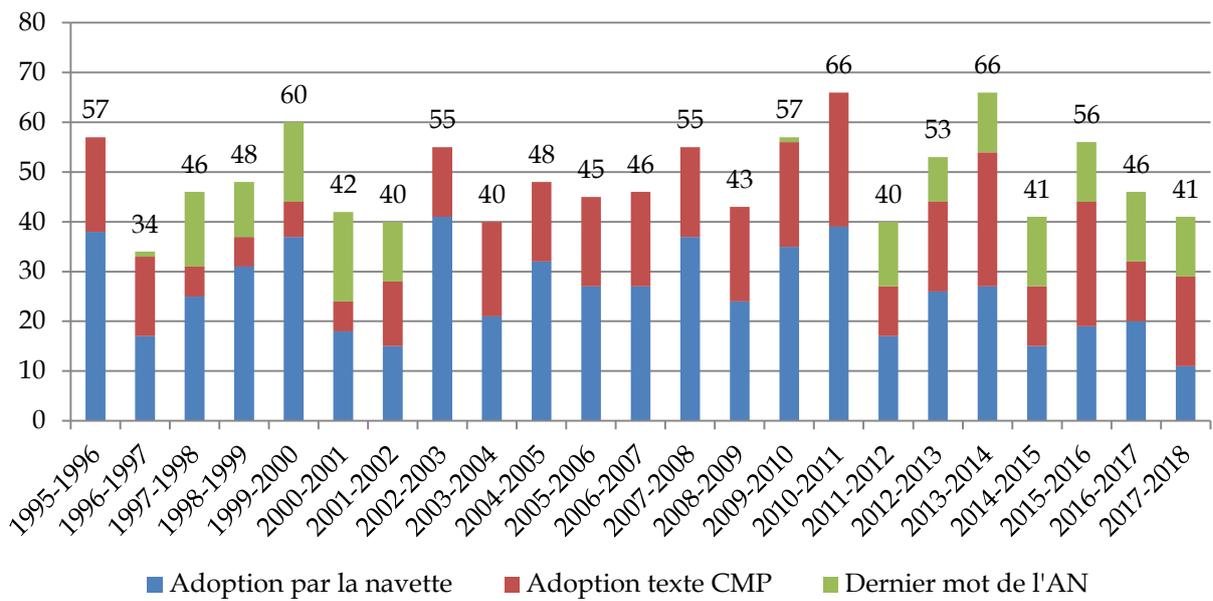
Adoptions définitives du 1 ^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	Sur rapport CMP	Nouvelle lecture	Décision définitive à l'A.N.	Total
Projets de loi hors conventions	SÉNAT premier dépôt	1		-	5	-	-	6
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	1	1	-	9	1	11	23
Propositions de loi	SÉNAT premier dépôt	2		-	-	-	-	2
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	3	2	-	4	-	1	10
Total hors conventions		7	3	-	18	1	12	41
Conventions	SÉNAT premier dépôt	17	-	-	-	-	-	17
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	11	-	-	-	-	-	11
Total conventions		28	-	-	-	-	-	28
Total tous textes		35	3	-	18	1	12	69

b)

c) Comparaisons pluriannuelles

Année	Total des textes définitivement adoptés (hors conventions)	Adoption par la navette	Adoption textes commission mixte paritaire	Dernier mot de l'Assemblée nationale
1995-1996	57	38	19	(0 %)
1996-1997	34	17	16	1 (2,9 %)
1997-1998	46	25	6	15 (32 %)
1998-1999	48	31	6	11 (22 %)
1999-2000	53	37	7	16 (30 %)
2000-2001	42	18	6	18 (43 %)
2001-2002	40	15	13	12 (30 %)
2002-2003	55	41	14	- (0 %)
2003-2004	40	21	19	- (0 %)
2004-2005	48	32	16	(0 %)
2005-2006	45	27	18	- (0 %)
2006-2007	46	27	19	- (0 %)
2007-2008	55	37	18	- (0 %)
2008-2009	43	24	19	- (0 %)
2009-2010	57	35	21	1 (1,7 %)
2010-2011	66	39	27	- (0 %)
2011-2012	40	17	10	13 (32,5 %)
2012-2013	53	26	18	9 (17 %)
2013-2014	66	27	27	12 (18,2%)
2014-2015	41	15	12	14 (34,1 %)
2015-2016	56	19	25	12 (21,4 %)
2016-2017	46	20	12	14 (30,4 %)
2017-2018	41	11	18	12 (29,3 %)

Modalités d'adoption des lois (hors conventions)



5. Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Amendements ¹²		Résultat du vote
				retenus	exclus	
Année parlementaire 2017-2018						
16.05.2018	PPL (AN) – Revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer	Première	Ensemble du texte modifié par un amendement du Gouvernement	1	3	Rejet

¹² Article 42, alinéa 7, du Règlement du Sénat.

6. Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>						
18.04.2018	PPL (AN) - Protection des savoir-faire et des informations commerciales	Commission des lois	Article 1 ^{er}	Favorable	1	1
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>						
Néant						

7. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif

Sessions	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP		Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusions	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN
Session ordinaire	12	2	14	9	-	-	9
Sessions extraordinaires	3	1	4	4	-	1	3
Total année 2017-2018	15	3	18	13	-	1	12

b) Liste des textes adoptés définitivement en 2017-2018 ayant fait l'objet d'une commission mixte paritaire

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Examen du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	Décision ¹³		
			de l'AN	du Sénat	
Session ordinaire 2017-2018					
PJL (S) Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme	09.10.2017 Accord	-	11.10.2017	18.10.2017 Adoption définitive	-
PLFR pour 2017	10.11.2017 Échec	-	13.11.2017	14.11.2017 Rejeté	14.11.2017
PJL (AN) Recherche et exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels	21.11.2017 Échec	-	01.12.2017	18.12.2017 Rejeté	19.12.2017
PLFSS pour 2018	22.11.2017 Échec	-	29.11.2017	01.12.2017 Rejeté	04.12.2017
PJL (AN) Ordonnance ordres des professions de santé	05.12.2017 Accord	-	18.12.2018	20.12.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Ordonnances profession de physicien médical et reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé	05.12.2017 Échec	-	18.12.2017	25.01.2018 Modifié	15.02.2018
PJL (S) Ordonnance création de l'établissement public Paris La Défense	06.12.2017 Accord	-	14.12.2018	18.12.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) programmation des finances publiques pour 2018 à 2022	13.12.2017 Échec	-	15.12.2018	19.12.2018 Modifié	21.12.2018
PLF pour 2018	13.12.2017 Échec	-	15.12.2018	19.12.2018 Rejeté	21.12.2018
Second PLFR pour 2017	18.12.2017 Échec	-	19.12.2018	20.12.2018 Rejeté	21.12.2018
PPL (AN) Compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations	18.12.2017 Accord	-	21.12.2017 Adoption définitive	20.12.2017	-
PJL (AN) Ordonnances évaluation environnementale et réforme des procédures destinées à assurer l'information du public	20.12.2017 Accord	2	07.12.2017	15.02.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Ordonnances prises sur le fondement de la loi du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social	31.01.2018 Accord	-	06.02.2018	14.02.2018 Adoption définitive	-

¹³ En cas d'échec de CMP, les dates indiquent l'examen en nouvelle lecture.

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Examen du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	Décision ¹³		
			de l'AN	du Sénat	
PJL (S) Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité	05.02.2018 Accord	-	15.02.2018 Adoption définitive	14.02.2018	-
PJL (AN) Orientation et à la réussite des étudiants	13.02.2018 Accord	-	15.02.2018	15.02.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	20.02.2018 Accord	-	14.03.2018	15.03.2018 Adoption définitive	-
PJL (S) Ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations	14.03.2018 Accord	-	22.03.2018	11.04.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) État au service d'une société de confiance	05.04.2018 Échec	-	26.06.2018	25.07.2018 Modifié	31.07.2018
PJL (AN) Protection des données personnelles	06.04.2018 Échec	-	12.04.2018	19.04.2018 Modifié	14.05.2018
PJL (AN) Élection des représentants au Parlement européen	18.04.2018 Accord	-	14.05.2018	23.05.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur	19.04.2018 Échec	-	05.07.2018	25.07.2018 <i>Adoption définitive</i>	-
PPL (AN) Mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes	17.05.2018 Échec	-	05.07.2018	26.07.2018 Modifié	31.07.2018
PPL (AN) Transposition de la directive sur la protection des savoir-faire	24.05.2018 Accord	2	14.06.2018	21.06.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Nouveau pacte ferroviaire	11.06.2018 Accord	-	13.06.2018	14.06.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Programmation militaire pour 2019 à 2025	19.06.2018 Accord	-	27.06.2018	28.06.2018 Adoption définitive	-
Sessions extraordinaires 2017-2018					
PJL (S) Ordonnance étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence	04.07.2018 Accord	-	13.07.2018 Adoption définitive	12.07.2018	-
PPL (AN) Présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement	04.07.2018 Accord	-	23.07.2018	26.07.2018 Adoption définitive	-
PJL (AN) Immigration maîtrisée et droit d'asile effectif	04.07.2018 Échec	-	26.07.2018	31.07.2018 Rejeté	01.08.2018
PJL (AN) Liberté de choisir son avenir professionnel	16.07.2018 Échec	-	25.07.2018	30.07.2018 Rejeté	01.08.2018-

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Examen du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	Décision ¹³		
			de l'AN	du Sénat	
PPL (AN) Encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire	18.07.2018 Accord	-	30.07.2018 Adoption définitive	26.07.2018	-
PJL (AN) Lutte contre les violences sexuelles et sexistes	23.07.2018 Accord	1	31.07.2018	01.08.2018 Adoption définitive	-

8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>			
Néant			

9. Délibérations législatives du Sénat

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP en premier lieu	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	sur rapport CMP	lecture après CMP	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	lecture après CMP		1ère lecture	sur rapport CMP	lecture après CMP	
Session ordinaire 2017-2018															
Projets de loi A.N.	-	12 ¹			7		19			4	1			4	47 ²
Projets de loi Sénat	22 ²				3			1			1	1			271
Propositions de loi A.N.		1			1		8					1			11
Propositions de loi Sénat	25														25
Total <i>(Non compris 20 résolutions : 2 au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 16 résolutions européennes [2 avec débat] dont 4 d'entre elles portant avis motivé et 2 résolutions modifiant le Règlement du Sénat)</i>	47²	13¹			11		27	1		4	2	1		4	110³

¹ Dont 10 conventions (10 selon la procédure d'examen simplifié)

² Dont 17 conventions (16 selon la procédure d'examen simplifié)

³ Dont 27 conventions (26 selon la procédure d'examen simplifié)

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	sur rapport CMP	lecture après CMP	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	lecture après CMP	en premier lieu	1ère lecture	sur rapport CMP	lecture après CMP	
Sessions extraordinaires 2017-2018															
Projets de loi A.N.		2 ¹				1	3			2	1			3	9 ¹
Projets de loi Sénat	2 ²										1				3 ²
Propositions de loi A.N.		1			1		1			1	1	2			7
Propositions de loi Sénat															
Total <i>(Non compris 3 résolutions dont 3 résolutions européennes sans débat)</i>	2²	3¹			1	1	2			3	3	2		3	22³
Total <i>(Non compris 28 : 4 résolutions au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 24 résolutions européennes [1 avec débat], 6 d'entre elles portant avis motivé)</i>	49⁴	16⁵			12	1	31	1		7	5	3		7	132⁶

¹ Dont 1 convention (0 selon la procédure d'examen simplifié)

² Dont 2 conventions (1 selon la procédure d'examen simplifié)

³ Dont 3 conventions (1 selon la procédure d'examen simplifié)

⁴ Dont 19 conventions (17 selon la procédure d'examen simplifié)

⁵ Dont 11 conventions (10 selon la procédure d'examen simplifié)

⁶ Dont 30 conventions (27 selon la procédure d'examen simplifié)

10. Adoptions définitives

Lieu de l'adoption définitive	Nature des textes Lieu du 1 ^{er} dépôt	Lecture			Sur rapport CMP	Nouvelle lecture	Décision définitive A.N.	Total
		1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}				
<i>Session ordinaire 2016-2017</i>								
SENAT	Projets de loi A.N.	11			7			18
	Projets de loi Sénat				4			4
	Propositions de loi A.N.	2			1			3
	Propositions de loi Sénat							
	Total Sénat (dont 10 conventions)	13			12			25
ASSEMBLEE NATIONALE	Projets de loi A.N.				1		8	9
	Projets de loi Sénat	14						14
	Propositions de loi A.N.		2		1			3
	Propositions de loi Sénat	1						1
	Total A.N. (dont 6 conventions)	15	2		2		8	27
	Total session (dont 15 conventions)	28	2		14		8	52

Lieu de l'adoption définitive	Nature des textes Lieu du 1 ^{er} dépôt	Lecture			Sur rapport CMP	Nouvelle lecture	Décision définitive A.N.	Total
		1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}				
<i>Session extraordinaire 2016-2017</i>								
SENAT	Projets de loi A.N.	2				1		3
	Projets de loi Sénat							
	Propositions de loi A.N.	1			1			2
	Propositions de loi Sénat							
	Total Sénat (dont 4 conventions)	3			1	1		5
ASSEMBLEE NATIONALE	Projets de loi A.N.				1		3	4
	Projets de loi Sénat	4			1			5
	Propositions de loi A.N.				1		1	2
	Propositions de loi Sénat	1						1
	Total A.N. (dont 2 conventions)	5			3		4	12
Total session (dont 6 conventions)		8			4	1	4	17
Total année parlementaire (dont 21 conventions)		36	2		18	1	12	69

D. AMENDEMENTS

1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle)

Année parlementaire	Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16
2013-2014	17
2014-2015	15
2015-2016	16
2016-2017	15
2017-2018	16

2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2017-2018

Texte ²³	Durée de la discussion des articles	Nombre amdts déposés	Nombre amdts examinés	Nombre amdts adoptés	Taux d'adoption	« Braquet » (Amdts examinés/heure)
PJL Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	59 h 38	1 155	988	188	19,0 %	16,6
PJL Équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire	38 h 22	788	682	91	13,3 %	17,8
PJL Liberté de choisir son avenir professionnel	33 h 54	769	643	169	26,3 %	19,0
PJL Immigration maîtrisée et droit d'asile effectif	28 h 27	578	535	78	14,6 %	18,8
PLFSS pour 2018	31 h 11	594	490	198	40,4 %	15,7
PJL Nouveau pacte ferroviaire	22 h 40	269	248	44	17,7 %	10,9
Second PLFR 2017	8 h 18	255	244	84	34,4 %	29,4
PJL Orientation et réussite des étudiants	11 h 49	206	186	45	24,2 %	15,7
PJL Ordonnances dialogue social	11 h 10	198	183	41	22,4 %	16,4
PJL État au service d'une société de confiance	13 h 20	225	172	51	29,7 %	12,9
PJL Programmation militaire pour les années 2019 à 2025	11 h 00	157	146	52	35,6 %	13,3
PJL Protection des données personnelles	8 h 57	155	144	48	33,3 %	16,1
PJL Fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures	7 h 55	134	115	42	36,5 %	14,5

²³ Hors projet de loi de finances ; sauf mention particulière, il s'agit de la première lecture.

Texte²³	Durée de la discussion des articles	Nombre amdts déposés	Nombre amdts examinés	Nombre amdts adoptés	Taux d'adoption	« Braquet » (Amdts examinés/heure)
PJL Lutte contre les violences sexuelles et sexistes	10 h 01	143	109	41	37,6 %	10,9
PJL Lutte contre la fraude	6 h 36	117	107	22	20,6 %	16,2
PPL Protection du secret des affaires	5 h 00	88	88	12	13,6 %	17,6

E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS PAR LE PARLEMENT (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)

	Textes définitivement adoptés	Accroissement du texte en nombre de caractères (en %)	Nombre initial d'articles	Nombre final d'articles	Accroissement du texte en nombre d'articles (en %)
1	<i>PJL (AN) Modernisant le système de santé*</i>	0,00	1	1	0,00
2	<i>PJL (S) Sécurité intérieure*</i>	70,74	11	21	90,91
3	<i>PLFR (AN) 2017_1 (DM)</i>	6,63	7	7	0,00
4	<i>PLFSS 2018 (DM)</i>	23,17	58	79	36,21
5	<i>PJL (S) Paris La Défense*</i>	7101,63	1	7	600,00
6	<i>PJL (AN) Fin des hydrocarbures (DM)*</i>	326,27	8	28	250,00
7	<i>PJL (AN) Ordonnances professions de santé*</i>	4673,26	1	10	900,00
8	<i>PJL (AN) Programmation finances publiques 2018-2022 (DM)*</i>	10,34	30	37	23,33
9	<i>PLF (AN) 2018 (DM)</i>	61,03	65	179	175,38
10	<i>PLFR (AN) 2017_2 (DM)</i>	54,88	38	98	157,89
11	<i>PPL (AN) GEMAPI</i>	47,95	7	8	14,29
12	<i>PPL (AN) Dépôt des candidatures</i>	567,54	4	10	150,00
13	<i>PPL (AN) Don jours de repos handicap</i>	21,88	2	3	50,00
14	<i>PJL (AN) Dialogue social*</i>	6704,26	1	25	2400,00
15	<i>PJL (AN) Évaluation environnementale*</i>	3336,88	1	5	400,00
16	<i>PJL (AN) Qualification professions de santé (DM)*</i>	0,00	2	2	0,00
17	<i>PJL (AN) Réussite des étudiants*</i>	113,89	6	16	166,67
18	<i>PJL (S) DADUE sécurité</i>	19,75	24	25	4,17
19	<i>PPL (AN) Asile européen</i>	370,27	2	4	100,00
20	<i>PJL (AN) JO de 2024*</i>	61,18	18	30	66,67
21	<i>PJLO (S) Souveraineté Nouvelle-Calédonie*</i>	55,17	6	10	66,67
22	<i>PPL (S) Ouverture établissements privés hors contrat</i>	134,12	3	4	33,33
23	<i>PJL (S) Réforme droit des contrats</i>	4866,25	1	16	1500,00
24	<i>PJL (AN) Protection des données personnelles (DM)*</i>	35,83	24	37	54,17
25	<i>PJL (AN) Élection au Parlement européen*</i>	102,38	7	9	28,57
26	<i>PPL (AN) Défibrillateur cardiaque</i>	-50,05	4	2	-50,00
27	<i>PJL (AN) Pacte ferroviaire*</i>	733,72	8	36	350,00
28	<i>PPL (AN) Secret des affaires*</i>	68,76	2	5	150,00
29	<i>PJL (AN) Programmation militaire 2019-2025*</i>	26,04	43	66	53,49
30	<i>PJL (AN) Règlement des comptes pour 2017*</i>	0,00	7	7	0,00
31	<i>PJL (S) Sanctions en matière de concurrence en Polynésie*</i>	2134,45	1	4	300,00

	Textes définitivement adoptés	Accroissement du texte en nombre de caractères (en %)	Nombre initial d'articles	Nombre final d'articles	Accroissement du texte en nombre d'articles (en %)
32	<i>PJL (AN) Services de paiement marché intérieur*</i>	193,47	6	8	33,33
33	<i>PPL (AN) Rodéos motorisés*</i>	86,17	1	2	100,00
34	<i>PPL (AN) Nominations OEP*</i>	19,76	78	86	10,26
35	<i>PPL (AN) Téléphone portable *</i>	723,88	1	4	300,00
36	<i>PPL (S) Caméras sécurité publique</i>	189,45	3	3	0,00
37	<i>PPL (AN) Compétence eau et assainissement* (DM)</i>	176,96	3	4	33,33
38	<i>PJL (AN) Société de confiance* (DM)</i>	95,15	41	75	82,93
39	<i>PJL (AN) Avenir professionnel* (DM)</i>	49,05	66	116	75,76
40	<i>PJL (AN) Immigration* (DM)</i>	55,12	41	72	75,61
41	<i>PJL (AN) Violences sexistes*</i>	304,91	5	20	300,00
	MOYENNE TOTALE PONDEREE	55,61	638	1 181	85,11

* Indique que la procédure accélérée a été engagée par le Gouvernement

(S) Indique un dépôt du texte au Sénat, (AN) un dépôt à l'Assemblée nationale

(PEC) Indique que le texte a été adopté par le Sénat selon la nouvelle procédure d'examen en commission définie à l'article 47 ter du Règlement du Sénat

(DM) Indique que le texte a été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale ("dernier mot")

F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{RE} LECTURE)

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1360

G. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution)

a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution

Date	N° et objet	Premier signataire	Groupe
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
06.11.2017	N° 64 - « Américains accidentels »	Mme Jacky DEROMEDI	Les Républicains
21.12.2017	N° 201 - Régime de retraite des sapeurs-pompiers volontaires	M. Roland COURTEAU	SOCR
29.01.2018	N° 255 - Normes réglementaires relatives aux équipements sportifs	MM. Dominique de LEGGE, Christian MANABLE et Michel SAVIN	-
02.02.2018	N° 271 - Finance mondiale, harmonisation et justice fiscales	MM. Éric BOCQUET et Pascal SAVOLDELLI	CRCE
03.04.2018	N° 393 - Démarches par Internet pour les personnes nées avant 1950	M. Jean Louis MASSON	NI
<u>Session extraordinaire 2017-2018</u>			
20.09.2018	N° 723 - Pastoralisme	Mme Sophie PRIMAS	Les Républicains

b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat

Date	N° et objet	Premier(s) signataire(s)	Groupe
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
20.11.2017	N°98 - Procédure de législation en commission	M. Gérard LARCHER	Les Républicains
05.02.2018	N° 272 - Délégation de vote lors des scrutins publics	M. Jean Louis MASSON et Mme Christine HERZOG	NI
15.03.2018	N° 364 - Déontologie et prévention des conflits d'intérêts	M. Gérard LARCHER	Les Républicains
<u>Session extraordinaire 2017-2018</u>			
Néant			

c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête

Date	N° et objet	Premier signataire	Groupe	Commission saisie
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>				
10.10.2017	N° 19 – Inflation législative	M. Alain MARC	Indépendants	Lois
10.10.2017	N° 20 – Suppression de la réserve parlementaire	M. Alain MARC	Indépendants	Finances
12.10.2017	N° 25 – État de la sécurité alimentaire	Mme Nathalie GOULET	UC	Affaires économiques
16.10.2017	N° 27 – Contrats cadres entre le ministère de la Défense et Microsoft	Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM	Les Républicains	Affaires étrangères
01.11.2017	N° 61 – Fraude fiscale et sociale	Mme Nathalie GOULET	UC	Finances
07.11.2017	N° 65 – Politique vaccinale en France	M. Yves DÉTRAIGNE	UC	Affaires sociales
21.11.2017	N° 101 – Retour des djihadistes français	Mme Sylvie GOY-CHAVENT	UC	Lois
04.12.2017	N° 125 – État des forces de sécurité intérieure	M. Bruno RETAILLEAU	Les Républicains	Lois
11.01.2018	N° 210 – Organisation et moyens des services de l'État face à la menace terroriste	Mme Sylvie GOY-CHAVENT	UC	Lois
21.03.2018	N° 371 – Conséquences des mutations de la Haute fonction publique	M. Pierre-Yves COLLOMBAT	CRCE	Lois
<u>Session extraordinaire 2017-2018</u>				
12.07.2018	N° 663 – ONG et migrants en mer Méditerranée	M. Stéphane RAVIER	NI	Lois

2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution)

a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (2)

N° et objet	Premier signataire	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>		
N° 255 – Normes réglementaires relatives aux équipements sportifs	MM. Dominique de LEGGE (Les Républicains), Christian MANABLE (SOCR) et Michel SAVIN (Les Républicains)	28.03.2018

N° et objet	Premier signataire	Date d'examen et d'adoption en séance publique
N° 64 - « Américains accidentels »	Mme Jacky DEROMEDI (Les Républicains)	15.05.2018
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>		
Néant		

b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (2)

N°, objet et date de dépôt	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date et résultat de la discussion
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
N° 98 - Procédure de législation en commission	M. Gérard LARCHER (Les Républicains)	Commission des lois M. Philippe BAS	14.12.2017 Adoption
N° 364 - Déontologie et prévention des conflits d'intérêts	M. Gérard LARCHER (Les Républicains)	Commission des lois M. Philippe BAS	06.06.2018 Adoption
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>			
Néant			

c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (-)

N°, objet et date de dépôt	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date et résultat du rapport de la commission saisie
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>			
Néant			

H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Date	Objet de la saisine	Suite
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>		
-	-	-

III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A. DÉBATS

1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Durée	
			Déclaration	Débat
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>				
11.10.2017	Avenir de l'Union européenne	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	0 h 36	1 h 40
18.04.2018	Projet de programme de stabilité pour 2018-2022	MM. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie et des finances, et Gérard DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics	0 h 31	1 h 32
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>				
12.07.2018	Orientation des finances publiques ²⁴	M. Gérard DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics, et Mme Delphine GÉNY-STÉPHANN, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	0 h 22	2 h 30

²⁴ Débat commun avec la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017.

2. Débats préalables ou consécutifs aux réunions du Conseil européen

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>			
12.12.2017	Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	2 h 06
21.03.2018	Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	2 h 45
26.06.2018	Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	2 h 44
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>			
Néant			

3. Interventions des forces armées à l'étranger

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée	
			Déclaration	Débat
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>				
16.04.2018	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie, en application de l'article 35, alinéa 2, de la Constitution	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	0 h 18	1 h 40
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>				
Néant				

4. Débats d'initiative sénatoriale

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>				
24.10.2017	Revue stratégique de défense et de sécurité nationale	Commission des affaires étrangères	Mme Florence PARLY, ministre des armées	2 h 02
25.10.2017	Intelligence artificielle, enjeux économiques et cadres légaux	Groupe Les Indépendants	M. Mounir MAHJOUBI, secrétaire d'État chargé du numérique	2 h 05
25.10.2017	Aménagement du territoire, plus que jamais une nécessité	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	M. Jacques MÉZARD, ministre de la cohésion des territoires	2 h 07
25.10.2017	Participation dans l'entreprise, outil de croissance et perspectives	Groupe Les Indépendants	M. Benjamin GRIVEAUX, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 39
26.10.2017	Logement social, sur quels territoires, comment et pour qui demain ?	Groupe UC	M. Julien DENORMANDIE, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires	1 h 59
21.11.2017	Politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens	Commission des affaires économiques	M. Jacques MÉZARD, ministre de la cohésion des territoires	1 h 49
21.11.2017	L'avenir de l'Institut français	Commissions de la culture et des affaires étrangères	M. Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	2 h 03
22.11.2017	Quelles énergies pour demain ?	Groupe RDSE	M. Sébastien LECORNU, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 49
22.11.2017	Représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles	Groupe RDSE	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur	1 h 46

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée
22.11.2017	Les collectivités locales	Groupe SOCR	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur	1 h 59
13.12.2017	Le retour des djihadistes en France	Groupe LaREM	Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice	1 h 44
13.12.2017	La COP 23	Groupe LaREM	Mme Brune POIRSON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 54
16.01.2018	La situation de la SNCF et son avenir	Groupe Les Républicains	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 55
16.01.2018	L'État du service public dans les transports en région Ile-de-France	Groupe CRCE	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 53
17.01.2018	La prise en charge des mineurs isolés	Groupe CRCE	Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice	1 h 56
17.01.2018	Conclusions du rapport d'information « Une crise en quête de fin - Quand l'histoire bégaie »	Délégation à la prospective	Mme Delphine GÉNY-STEPHANN, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 43
31.01.2018	Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux	Groupe UC	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 48
20.02.2018	L'avenir de l'audiovisuel public	Commission de la culture et groupe Les Républicains	Mme Françoise NYSSSEN, ministre de la culture	1 h 54
20.02.2018	Conclusions du rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »	Délégation aux droits des femmes	Mme Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes	1 h 49

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée
28.03.2018	Les scénarios du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1 ^{er} février 2018 au regard de l'avenir des lignes LGV et de l'aménagement du territoire	Groupe Les Républicains	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 56
03.04.2018	La constitutionnalisation de l'IVG	Groupe CRCE	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé	1 h 20
03.04.2018	La politique de fret ferroviaire en France	Groupe Les Républicains	Mme Brune POIRSON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 48
03.04.2018	Situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes	Commission des affaires sociales et groupe Les Républicains	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé	1 h 59
05.04.2018	Quelles perspectives pour les études de médecine ?	Groupe RDSE	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé	1 h 13
09.05.2018	L'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle	Commission des affaires européennes	Mme Delphine GÉNY-STEPHANN, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 28
09.05.2018	L'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières	Commission des affaires européennes	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	1 h 41
15.05.2018	Les infrastructures routières à la suite de la présentation du Rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1 ^{er} février 2018	Groupe Les Républicains	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 34
16.05.2018	L'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif	Groupe CRCE	Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice	1 h 35

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée
17.05.2018	La politique de concurrence dans une économie mondialisée	Groupe LaREM	Mme Delphine GÉNY-STEPHANN, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 25
17.05.2018	Comment repenser la politique familiale en France ?	Groupe LaREM	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé	1 h 29
05.06.2018	Sécurité routière, mieux cibler pour plus d'efficacité	Commissions de l'aménagement du territoire et du développement durable et des lois	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur	1 h 55
05.06.2018	Bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	M. Christophe CASTANER, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement	1 h 27
05.06.2018	Transport fluvial	Groupe Les Républicains	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 26
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>				
Néant				

B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Questions d'actualité au Gouvernement

	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	Communiste républicain citoyen et écologiste	RDSE	Les Indépendants	NI	La République En Marche	TOTAL
Nombre de questions posées	121	69	50	35	52	35	9	52	423
Temps théorique des auteurs	4 h 02	2 h 18	1 h 40	1 h 10	1 h 44	1 h 10	18'	1 h 44	14 h 06
Temps utilisé	4 h 18'05''	2 h 28'23''	1 h 42'20''	1 h 13'34''	1 h 47'48''	1 h 13'58''	19'21''	1 h 45'34''	14 h 49'00''
Écart	+ 16'03''	+ 10'23''	+ 2'20''	+ 3'34''	+ 3'48''	+ 3'58''	+ 1'21''	+ 1'34''	+ 43'00''
Réponses des ministres :									
- ministres compétents	38	34	16	15	25	14	2	39	183
- autres ministres	83	35	34	20	27	21	7	13	240
Temps utilisé par les ministres	4 h 44'23''	2 h 39'05''	1 h 57'49''	1 h 25'11''	2 h 00'33''	1 h 16'09''	18'24''	2 h 07'16''	16 h 28'50'' ²⁵
Écart	+ 42'23''	+ 21'05'' ¹	+ 17'49''	+ 15'11''	+ 16'33''	+ 6'09''	+ 24''	+ 23'16''	+ 2 h 22'50'' ¹

Total auteurs et ministres : 31 h 17'53¹

Total théorique : 28 h 12'

Dépassement total : 3 h 05'53''¹

²⁵ Dont 3 secondes exceptionnelles de réplique du ministre.

2. Questions orales

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	158	121
Socialiste et républicain	99	83
UC	60	47
La République En Marche	13	9
RDSE	17	14
CRCE	25	20
Les Indépendants	12	9
Non-inscrits	9	6
Totaux	393	309

3. Questions écrites

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Réponses
Les Républicains	2 343 (41,99 %)	1694 (43,16 %)
Socialiste et républicain	909 (16,29 %)	695 (17,71 %)
UC	640 (11,47 %)	486 (12,38 %)
RDSE	268 (4,80 %)	167 (4,25 %)
CRCE	255 (4,57 %)	167 (4,25 %)
LaREM	109 (1,95 %)	41 (1,04 %)
Les Indépendants République et Territoires	162 (2,90 %)	91 (2,32 %)
NI	894 (16,02 %)	584 (14,88 %)
Total	5 580	3 925

C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées
et/ou ayant connu un aboutissement en 2017-2018

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
29	17.10.2017	Création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh	73 quinquies, al. 3	Mme Nathalie GOULET (UC)	Lois	Rejetée par la commission des affaires européennes le 17.11.2017
37	19.10.2017	Règlement « Comitologie » (COM (2017) 85 final)	73 quater	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 24.11.2017
79	09.11.2017	Proposition de règlement relatif à l'ENISA, Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013, et relatif à la certification des technologies de l'information et des communications en matière de cybersécurité (règlement sur la cybersécurité) - COM(2017) 477 final	73 octies	M. René DANESI et Mme Laurence HARRIBEY (Aff. eur)	Affaires étrangères	Devenue résolution du Sénat le 06.12.2017
80	09.11.2017	Proposition de règlement concernant un cadre applicable à la libre circulation des données à caractère non personnel dans l'Union européenne - COM(2017) 495 final	73 octies	M. Simon SUTOUR (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 05.12.2017

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
116	27.11.2017	Filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne	73 quater	MM. Jean BIZET et Franck MENONVILLE (Aff. eur)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 07.01.2018
148	07.12.2017	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel - COM (2017) 660 final	73 octies	MM. Claude KERN et Michel RAISON (Aff. eur)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 10.01.2018
229	18.01.2018	Directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part	73 quater	MM. Pascal ALLIZARD et Didier MARIE (Aff. eur)	Affaires économiques	Adoptée en Séance publique le 21.02.2018
268	01.02.2018	Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 (COM (2017) 650 final)	73 quater	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 27.03.2018
269	01.02.2018	Réforme de l'Initiative citoyenne européenne (COM (2017) 482 final)	73 quater	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 27.03.2018
327	21.02.2018	Proposition de directive concernant certains aspects des contrats de vente de biens, Texte E 12508 - COM (2017) 637 final	73 quater	M. André GATTOLIN et Mme Colette MÉLOT (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 27.03.2018
333	27.02.2018	En vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part	73 quinquies, al. 3	M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 27.04.2018
361	15.03.2018	Régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe	73 quinquies, al. 3	Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UC)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 22.05.2018

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
363	15.03.2018	Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'évaluation des technologies de la santé et modifiant la directive 2011/24/UE, Texte E12773 - COM (2018) 51 final	73 octies	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY (Aff. eur)	Affaires sociales	Devenue résolution du Sénat le 03.04.2018
409	06.04.2018	Demandant l'application, par le Gouvernement, de l'article 32 du règlement (UE) n°1305/2013	73 quinques, al. 3	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)	N/A	Retirée par son auteure le 19.04.2018
430	16.04.2018	En faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires	73 quater	M. Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Claude HAUT et Franck MONTAUGÉ (Aff. eur)	Affaires économiques	Adoptée en Séance publique le 06.06.2018
448	18.04.2018	Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques	73 quinques al. 2	M. Albéric de MONTGOLFIER (Finances)	commission des finances	Devenue résolution du Sénat le 22.05.2018
452	19.04.2018	Demandant la renégociation, par le Gouvernement, des articles 31 et 32 du règlement (UE) n°1305/2013	73 quinques, al. 3	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 22.06.2018

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
454	20.04.2018	Convergence sociale dans l'Union européenne	73 quater	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY (Aff. eur)	Affaires sociales	Devenue résolution du Sénat le 26.05.2018
455	20.04.2018	Pour une cybersécurité robuste en Europe	73 quater	M. René DANESI et Mme Laurence HARRIBEY (Aff. eur)	Affaires étrangères	Devenue résolution du Sénat le 26.05.2018
529	31.05.2018	Détachement des travailleurs	73 quater	Mme Fabienne KELLER et M. Didier MARIE (Aff. eur)	Affaires sociales	Devenue résolution du Sénat le 06.07.2018
556	07.06.2018	Modalités de mise à jour du règlement sur les produits cosmétiques	73 quater	M. Jean-Pierre LELEUX (Aff. eur)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 13.07.2018
557	07.06.2018	Mécanisme de protection civile de l'Union européenne	73 quater	MM. Jacques BIGOT et André REICHARDT (Aff. eur)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 13.07.2018
576	15.06.2018	Calcul à haute performance	73 quater	MM. André GATTOLIN, Claude KERN, Pierre OUZOULIAS et Cyril PELLEVAL (Aff. eur)	Affaires économiques	Devenue résolution du Sénat le 20.07.2018
580	19/06/2018	Pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale	73 quinquies al. 3	MM. Jean-Marc BOYER (Les Républicains), Ronan DANTEC (RDSE), Bernard DELCROS (UC), Mme Laurence HARRIBEY (SOCR), MM. Olivier HENNO (UC), Benoît HURÉ (Les Républicains),	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution du Sénat le 02/07/2018

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
				Patrice JOLY (SOCR), Louis-Jean de NICOLAÏ (Les Républicains), Georges PATIENT (LaREM), Mme Angèle PRÉVILLE (SOCR), MM. Jean-François RAPIN (Les Républicains) et André REICHARDT (Les Républicains)		
588	20/06/2018	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046)	73 quinquies al. 2	M. François PILLET (Lois)	Lois	Devenue résolution du Sénat le 10/07/2018
739	27/09/2018	Responsabilisation partielle des hébergeurs	73 quinquies al. 3	Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UC)	N/A	Non encore examinée par la commission des affaires européennes

D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président de la commission	Rapporteur de la commission
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>					
17 janvier 2018	Groupe Les Républicains	oui	L'état des forces de sécurité intérieure	M. Michel BOUTANT (socr)	M. François GROSDIDIER (Les Républicains)
7 février 2018	Groupe Union centriste	oui	L'organisation et les moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'État Islamique	M. Bernard CAZEAU (LaREM)	Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)
11 avril 2018	Groupe Communiste républicain citoyen et écologiste	oui	Les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République	M. Vincent DELAHAYE (UC)	M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>					
Néant					

E. MISSIONS D'INFORMATION

1. Missions d'information

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage des groupes (Art. 6 bis du Règlement)	Objet	Président de la mission	Rapporteur de la mission
<u>Session ordinaire 2017-2018</u>					
22 novembre 2017	Groupe Socialiste et républicain	oui	Alstom et la stratégie industrielle du pays	M. Alain CHATILLON (Les Républicains)	M. Martial BOURQUIN (SOCR)
14 mars 2018	Groupe LaREM	oui	La réinsertion des mineurs enfermés	Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)	M. Michel AMIEL (LaREM)
11 avril 2018	Groupe RDSE	oui	Le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir	Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)	M. Joël LABBÉ (RDSE)
27 juin 2018	Groupe Les Indépendants - République et Territoires	oui	La pénurie de médicaments et de vaccins	M. Yves DAUDIGNY (SOCR)	M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)
<u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u>					
Néant					

2. Missions d'information disposant des prérogatives d'une commission d'enquête

Date de la décision de création	Auteur de l'initiative	Objet	Président de la commission	Rapporteurs de la commission
<u>Année parlementaire 2017-2018</u>				
Néant				

F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT

Session parlementaire \ Type de rapports	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2008-2009	37	14	22	73
2009-2010	49	23	24	96
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100

1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 35 rapports)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
1	Rapport annuel du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (article L. 4111-1 du code de la défense)	Rapport annuel (en deux parties)	09.10.2017 (22.02.2007)
3	Rapport sur le contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France (article 1 ^{er} de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État)	Rapport triennal	17.10.2017 (04.10.2013)
4	Rapport sur la mise en œuvre de la garantie en faveur du Crédit immobilier de France (article 108 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012)	Rapport annuel	26.10.2017 (25.11.2014)
6	Rapport sur le bilan d'application provisoire du contrat d'entreprise 2013-2017 entre l'État et La Poste (article 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom)	Rapport triennal	30.10.2017 (22.11.2016)
8	Rapport d'activité du Fonds d'intervention régional (FIR) pour l'exercice 2016 (article L. 1435-10 du code de la santé publique)	Rapport annuel	10.11.2017 (28.10.2014)
9	Rapport relatif aux contribuables quittant le territoire national (article 29 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012)	Rapport annuel	10.11.2017 (12.02.2014)
10	Rapport sur le financement des établissements de santé (article L. 162-23-14 du code de la sécurité sociale - loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - anciennement article L. 162-22-19 du code de la sécurité sociale)	Rapport annuel	27.11.2017 (18.10.2016)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
16	Rapport relatif au coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux (article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	Rapport annuel	01.12.2017 Premier rapport
17	Rapport annuel relatif à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (article 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ; article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles)	Rapport annuel	01.12.2017 1 ^{er} rapport
18	Rapport sur le dernier exercice connu relatif à l'écart entre le montant des recettes réellement perçues et le montant théoriquement attendu en matière de taxe sur la valeur ajoutée (article 25 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014)	Rapport annuel	01.12.2017 (06.01.2016)
28	VII ^{ème} rapport d'évaluation de la loi CMU 2016 (article 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle)	Rapport bisannuel	15.12.2017 (15.01.2004)
34	11 ^{ème} rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire intitulé « <i>la revue annuelle de la condition militaire, édition novembre 2017</i> » (article. L. 4111-1 du code de la défense)	Rapport annuel (en deux parties)	20.12.2017 (22.02.2007)
37	Rapport sur l'établissement de la liste des ayants droit auxquels restituer les œuvres spoliées et sur l'intégration aux collections nationales des œuvres répertoriées « Musées Nationaux Récupération » (article 68 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine)	Rapport annuel avant le 15 octobre	26.12.2017 1 ^{er} rapport
42	Rapport d'information au Parlement pour l'année 2016 présentant certains dispositifs mis en place par la France dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale internationale (article 136 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011)	Rapport annuel	26.01.2018 (30.11.2016)
48	Rapport au Parlement sur les nouveaux indicateurs de richesse 2017 (Loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques)	Rapport annuel	15.02.2018 Premier rapport
49	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement des dossiers transmis à la Direction générale des Finances publiques par l'autorité judiciaire (articles L. 82 C et L. 101 du livre des procédures fiscales)	Non précisé	15.02.2018 (05/05/2017)
51	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l' emploi de la langue française (article 22 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française)	Rapport annuel remis avant le 15 septembre	12.03.2018 (01.01.1999)]
53	Rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif pour 2017 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2018 (article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles)	Rapport annuel	26.03.2018 (02.03.2017)
57	Projet de programme de stabilité pour 2018-2022 , accompagné de l'avis du Haut conseil des finances publiques sur ce programme (article 14 de la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014)	Rapport annuel	13.04.2018 (20.04.2012)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
58	Programme national de réforme (article 14 de la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014)	Rapport annuel	13.04.2018 (20.04.2012)
63	Rapport sur la surveillance biologique du territoire dans le domaine végétal pour l'année 2016 (article L. 251-1 du code rural et de la pêche maritime)	Rapport annuel	25.04.2018 (31.03.2017)
66	Rapport sur le réseau conventionnel de la France en matière d'échange de renseignements pour 2015 (article 31 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009 de finances rectificative pour 2009)	Rapport annuel	11.05.2018 (20.12.2016)
67	Rapport sur le réseau conventionnel de la France en matière d'échange de renseignements pour 2016 (article 31 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009 de finances rectificative pour 2009)	Rapport annuel	11.05.2018 (20.12.2016)
68	Rapport sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé pour 2017 (article L. 862-7 du code de la sécurité sociale)	Rapport annuel avant le 15 septembre	17.05.2018 (20.10.2009)
69	Rapport relatif à l'exécution et au contrôle des contrats de concession d'autoroutes et d'ouvrages d'art pour l'année 2016 (article L. 119-8 du code de la voirie routière)	Rapport annuel	17.05.2018 (21.07.2011)
70	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les emprunts structurés des collectivités territoriales et organismes publics (article 32 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires)	Rapport annuel	18.05.2018 (22.12.2015)
71	Rapport au Parlement sur les recompositions hospitalières au titre de l'année 2017 (article 17 de la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires)	Rapport annuel	24.05.2018 (05.07.2013)
78	12 ^{ème} rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire , intitulé « <i>la vie des militaires et de leur famille selon le lieu d'affectation</i> » (article L. 4111-1 du code de la défense)	Rapport annuel (en deux parties)	17.07.2018 (22.02.2007)
79	Rapport du conseil supérieur de l' Agence France-Presse au Parlement (article 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'agence France-Presse)	Rapport annuel	20.07.2018
81	Quatorzième rapport annuel au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration - année 2016 (article L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers)	Rapport annuel	25.07.2018 (29.01.2009)
84	Rapport sur l' autonomie financière des collectivités territoriales au titre de l'année 2014 (article LO 1114-4 du code général des collectivités territoriales)	Rapport annuel	30.07.2018 (21.07.2011)
85	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'état semestriel des sommes restant dues par l'État aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale au 31 décembre 2017 (article LO 111-10-1 du code de la sécurité sociale)	Rapport semestriel remis avant fin janvier et avant fin juillet	31.07.2018 (21.10.2011)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
93	Rapport du Gouvernement au Parlement pour l'année 2017 présentant certains dispositifs mis en place par la France dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale internationale (article 136 loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011)	Rapport annuel	14.09.2018 (30.11.2016)
98	Rapport sur le contrat d'objectifs et de moyens de l' Agence française de développement 2017-2019 (article 1 ^{er} loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État)	Rapport annuel	20.09.2018 (28.03.2011)
100	Rapport au titre de l'année 2017 sur l'application de la circulaire du 21 juin 2013 relative au traitement des déclarations rectificatives des contribuables détenant des avoirs à l'étranger	Rapport annuel	27.09.2018 Premier rapport

2. Liste des rapports uniques déposés sur le Bureau du Sénat
(total : 56 rapports)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
2	Projet de convention entre l'État, la Caisse des dépôts et consignations et Bpifrance relative à l'action « Fonds à l'internationalisation des PME » du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	11.10.2017
5	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de couverture en très haut débit en Ardèche et Drôme, accompagné de l'avis du Commissariat général à l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	30.10.2017
7	Avenant au contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France pour la période 2016-2020 (article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)	08.11.2017
11	Avenant n° 3 à la convention du 16 juin 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche (ANR) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Équipements d'excellence ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	28.11.2017
12	Avenant n° 5 à la convention du 23 septembre 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche (ANR) relative au programme d'investissements d'avenir (action « initiatives d'excellence ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	28.11.2017
13	Trois projets de décisions de redéploiement de crédits entre différentes actions du programme d'investissements d'avenir (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	28.11.2017
14	Rapport d'évaluation de l'expérimentation du chèque énergie (article L. 124-1 du code de l'énergie)	01.12.2017

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
15	Rapport sur les bases et les périmètres de calcul des taux de pauvreté des populations des outre-mer et des populations hexagonales et sur les modalités d'intégration du produit intérieur brut des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie dans le calcul du produit intérieur brut français (article 148 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique)	01.12.2017
19	Rapport sur les résultats de l'examen de la situation économique et financière de la société VALE SA (article 123 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016)	01.12.2017
20	Projet de décision de redéploiement de crédits entre différentes actions du programme d'investissements d'avenir (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	05.12.2017
21	Convention entre l'État et l'Agence nationale de la recherche (ANR) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Grandes universités de recherche ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.12.2017
22	Convention entre l'État et l'Agence nationale de la recherche (ANR) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Équipements structurants pour la recherche ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.12.2017
23	Convention entre l'État et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) relative à l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » du programme d'investissements d'avenir (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.12.2017
24	Avenant n° 4 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Rénovation thermique des logements privés ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.12.2017
25	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de construction de la gare nouvelle SNCF de Bry-Villiers-Champigny, accompagné de l'avis du Commissariat général à l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	15.12.2017
26	Cinq projets de conventions entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relatives aux actions suivantes : « Accélération du développement des écosystèmes d'innovation performants », « Nano 2017 », « Adaptation et qualification de la main d'œuvre », « Sociétés universitaires et de recherche » et « French Tech » du programme d'investissement d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	15.12.2017
27	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme	15.12.2017
29	Trois projets de conventions entre l'État et Bpifrance relatives aux actions suivantes : « Fonds national post-maturation « Frontier Venture » », « Fonds National d'Amorçage n° 2 (FNA 2) » et « Fonds « Multicap Croissance » n° 2 (MC2) » du programme d'investissement d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	18.12.2017

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
31	Convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à l'action « Territoires d'innovation pédagogique » du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	20.12.2017
32	Convention entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative à l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » - volet « nucléaire de demain » - du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	20.12.2017
33	Avenant n° 1 à la convention du 31 janvier 2012 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « recherche dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	20.12.2017
35	Avenant n° 6 à la convention du 29 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.12.2017
36	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet Haute Performance Grande Vitesse Sud Est, accompagné de l'avis du Commissariat général à l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	22.12.2017
38	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement	09.01.2018
39	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018	17.01.2018
40	Rapport au Parlement sur les effets des contributions exceptionnelles et additionnelles à l'impôt sur les sociétés instituées par la loi de finances rectificative pour 2017 (article 1 ^{er} de la loi n° 2017-1640 du 1 ^{er} décembre 2017 de finances rectificative pour 2017)	18.01.2018
43	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017	29.01.2018
44	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018	29.01.2018
45	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les retombées financières du Centre Spatial Guyanais (CSG) pour les collectivités territoriales de Guyane (article 145 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017)	05.02.2018
46	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de restructuration de l'offre de soins publique dans le Nord Essonne, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	13.02.2018
47	Rapport au Parlement sur les expérimentations en télémédecine (article 36 de la loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014)	14.02.2018

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
50	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de restructuration et d'extension du bâtiment principal du site de Saint-Pierre du CHU de La Réunion (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	15.02.2018
52	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants	15.03.2018
54	Convention entre l'État et Bpifrance relative à l'action « Adaptation et qualification de la main d'œuvre », volet - « French Tech ticket et diversité », du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	26.03.2018
55	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	11.04.2018
56	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité	11.04.2018
59	Rapport de contre-expertise d'évaluation socio-économique du projet de modernisation et territorialisation du CHRU de Brest, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012)	16.04.2018
61	Décision n° 2018-FTA-01 visant à redéployer 4 M€ de l'action « Fonds national pour la société numérique » - volet subventions et avances remboursables vers l'action « Quartiers numériques » « French Tech » confiée à la Caisse des dépôts et consignations, et avenant n° 2 à la convention du 5 décembre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à cette action du programme d'investissements d'avenir (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	19.04.2018
62	Mise en œuvre du tiers-payant généralisable (article 63 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018)	20.04.2018
64	Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement aux fins de prévention des inondations (article 7 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations)	03.05.2018
65	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de restructuration de l'offre de soins publique dans le Nord Essonne, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	07.05.2018
72	Rapport d'évaluation sur l'expérimentation de l'emploi des caméras mobiles par les agents de police municipale (article 114 de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale)	13.06.2018
74	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles	26.06.2018

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
75	Avenant n° 2 à la convention du 19 septembre 2014 entre l'État et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives relative au programme d'investissements d'avenir (action « Calcul intensif ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	02.07.2018
76	Rapport portant sur les modalités de financement des indemnités compensatoires de handicaps naturels, des mesures agroenvironnementales et climatiques, des aides au maintien, et des aides à la conversion en agriculture biologique pour les années 2019 et 2020 (article 122 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	02.07.2018
77	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation des arts visuels (article 45 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine)	12.07.2018
80	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'impact de la hausse de la TVA sur les activités équinées (article 71 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017)	25.07.2018
82	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire	26.07.2018
83	Rapport sur la politique de dividende de l'État actionnaire et sur l'opportunité de faire évoluer le statut de l'Agence des participations de l'État (article 178 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	30.07.2018
87	Avenant n° 1 à la convention du 28 décembre 2016 entre l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations relative à l'action « Développement de l'économie numérique » du programme d'investissements d'avenir (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	31.08.2018
88	Rapport sur le financement public dont bénéficie Business France (article 141 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	13.09.2018
89	Avenant n° 2 à la convention du 23 décembre 2013 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir, action « Capital risque-capital développement technologique » (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	13.09.2018
90	Avenant n° 3 à la convention entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Financement des entreprises sobres : prêts verts ») (article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	14.09.2018
91	Rapport sur l'accès aux droits et aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité (article 64 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018)	14.09.2018
94	Rapport relatif aux modalités d'évaluation et à la sécurisation de la qualification des locaux industriels (article 103 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	14.09.2018
99	Rapport relatif au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune (article 7 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	24.09.2018

3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le Bureau du Sénat (Article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 9 rapports)

N°	Année parlementaire 2017-2018	Date de dépôt
30	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République	19.12.2017 (28 mois après sa promulgation)
41	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	22.01.2018 (48 mois après sa promulgation)
60	Rapport relatif à l'application de la loi organique n° 2017-1338 et de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique	16.04.2018 (7 mois après sa promulgation)
73	Rapport relatif à l'application de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme	15.06.2018 (8 mois après sa promulgation)
86	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018	16.08.2018 (8 mois après sa promulgation)
92	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique	14.09.2018 (19 mois après sa promulgation)
95	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017	19.09.2018 (9 mois après sa promulgation)
96	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2018-187 du 20 mars 2018 permettant une bonne application du régime d'asile européen	19.09.2018 (6 mois après sa promulgation)
97	Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité	19.09.2018 (7 mois après sa promulgation)

G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution

Année parlementaire 2017-2018

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance	Date avis commission ou audition	Date JO
1	Président	Mme Dominique LE GULUDEC	Haute autorité de santé	Art. L. 161-42 du code de la sécurité sociale	Affaires sociales	Favorable (26 voix pour, 0 voix contre, 1 bulletin blanc)	13.10.2017	08.11.2017	16.11.2017	17.11.2017
2	Membre	Mme Dominique LOTTIN	Conseil constitutionnel	Art. 56 de la Constitution	Lois	Favorable (39 voix pour, 1 voix contre, 1 bulletin blanc)	-	25.10.2017	25.10.2017	26.10.2017
3	Directeur général	M. Éric LOMBARD	Caisse des dépôts et consignations	Art. R. 518-2 du code monétaire et financier et décret n° 59-587 du 29 avril 1959 (art. 1 ^{er})	Finances	Favorable (20 voix pour, 1 voix contre, 4 bulletins blancs)	16.11.2017	28.11.2017	29.11.2017	30.11.2017

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance	Date avis commission ou audition	Date JO
4	Directeur général	M. Jean BASSÈRES	Pôle Emploi	Loi organique n° 2010-837 et loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010	Affaires sociales	Favorable (29 voix pour, 0 voix contre, 3 bulletins blancs)	27.11.2017	05.12.2017	06.12.2017	06.12.2017
5	Président	M. Antoine PETIT	CNRS	Art. 3-1 du décret n°82-993 du 24 novembre 1982	Culture	Favorable (16 voix pour, aucune contre)	03.01.2018	17.01.2018	17.01.2018	18.01.2018
6	Directeur général	M. Nicolas DUFOURCQ	Bpifrance	Art. 518-2 du code monétaire et financier et art. 1 ^{er} du décret n° 59-587 du 29 avril 1959	Finances	Favorable (35 voix pour, 0 contre et 3 bulletins blancs)	20.01.2018	31.01.2018	31.01.2018	06.02.2018
7	Président	Mme Chantal JOUANNO	Commission nationale du débat public	Art. L. 121-3 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (29 voix pour, 1 contre et 3 bulletins blancs ou nuls)	23.02.2018	07.03.2018	07.03.2018	09.03.2018

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance	Date avis commission ou audition	Date JO
8	Président du conseil d'amin.	M. Arnaud LEROY	ADEME	Art. R. 131-6 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (22 voix pour, 1 contre et 4 bulletins blancs ou nuls)	23.02.2018	07.03.2018	07.03.2018	09.03.2018
9	Président du conseil d'amin.	M. Christophe BÉCHU	Agence de financement des infrastructures de transport de France	Art. R. 1512-13 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (24 voix pour, 4 contre et 2 bulletins blancs et nuls)	05.03.2018	27.03.2018	28.03.2018	27.03.2018
10	Président	M. Gilles LEBLANC	Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires	Art. L. 6361-1 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (13 voix pour, 6 contre et 5 bulletins blancs et nuls)	06.03.2018	20.03.2018	21.03.2018	22.03.2018
11	Administrateur général	M. François JACQ	Commissariat à l'énergie atomique	Art. L. 332-3 du code de la recherche	Affaires économiques	Favorable (19 voix pour, 1 contre et 1 bulletin blanc)	06.04.2018	17.04.2018	17.04.2018	18.04.2018
12	Président du directoire	Mme Élisabeth AYRAULT	Compagnie nationale du Rhône	Art. 1 ^{er} de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980	Affaires économiques	Favorable (21 voix pour, 1 voix contre)	13.06.2018	21.06.2018	27.06.2018	28.06.2018

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance	Date avis commission ou audition	Date JO
13	Médiateur	M. Jean-Raphaël ALVENTOSA	Médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques	Art. 28 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique	Lois	Favorable (12 voix pour, 1 bulletin blanc)	19.07.2018	26.07.2018	31.07.2018	01.08.2018
14	Président	M. Bernard DOROSZCZUK	Autorité de sûreté nucléaire	Art. L. 592-2 du code de l'environnement	Affaires économiques	Favorable (31 voix pour, 3 bulletins blancs)	26.09.2018	10.10.2018	10.10.2018	11.10.2018

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs

Année parlementaire 2017-2018

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
1	Président du conseil d'administration	M. François TOUJAS	Établissement français du sang	Art. L. 1222-5 et R. 1222-8 du code de la santé publique	Affaires sociales	22.09.2017	11.10.2017	12.10.2017
2	Président du conseil d'administration	Mme Marie-Caroline BONNET-GALZY	Agence nationale de la santé publique	Art. L. 1413-9 et R. 1413-5 du code de la santé publique	Affaires sociales	07.11.2017	21.11.2017	24.11.2017
3	Directeur général	Mme Anne COURRÈGES	Agence de la biomédecine	Art. L. 1418-3 et R. 1418-15 du code de la santé publique	Affaires sociales	19.12.2017	16.01.2018	17.01.2018
4	Directeur	Mme Katia JULIENNE	Haute autorité de santé	Art. L. 1451-1 du code de la santé publique et L. 161-37 du code de la sécurité sociale	Affaires sociales	01.02.2018 ²⁶	14.03.2018	
5	Président du directoire	M. Thierry DALLARD	Société du Grand Paris	Art. 8 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010	Aménagement du territoire et développement durable	30.03.2018	10.04.2018	11.04.2018
6	Président du conseil d'administration	Mme Sophie CAILLAT-ZUCMAN	Agence de la biomédecine	Art. L. 1418-3 et R. 1418-6 du code de la santé publique	Affaires sociales	10.04.2018	30.05.2018	31.05.2018

²⁶ Saisine du président du Sénat par Mme Dominique LE GULUDEC, présidente de la Haute autorité de santé.

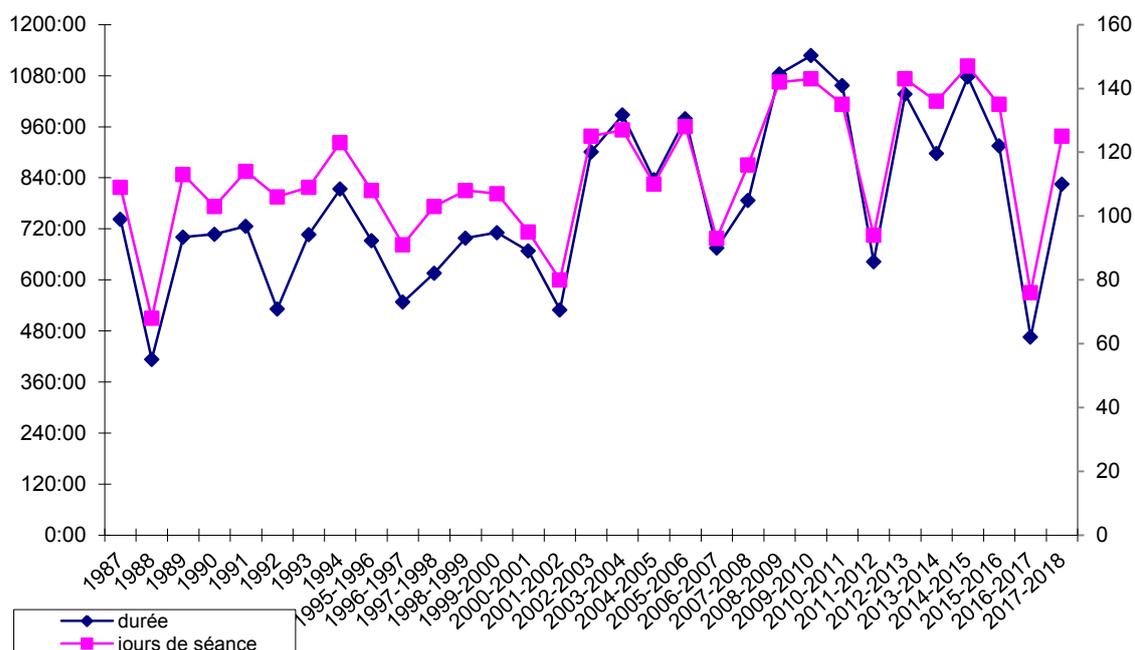
IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 60 ANS DU SÉNAT

1. Nombre et durée des séances

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1958			2	5 h 00			2	5 h 00
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	92 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	20 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	78 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	85 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	87 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	58 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	81 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	59 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	22 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	06 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	44 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	00 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	64 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	24 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	95 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	97 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	75 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	12 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	94 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	10 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	74 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	77 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	72 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	28 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	46 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	70 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	60 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	28 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	42 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	13 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	00 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	07 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	26 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	31 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	06 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	13 h 30
1995* ²⁷	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	71 h 30

²⁷ Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaire et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	1127 h 03
2010-2011	125	996 h 23	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	126	942 h 30	21	134 h 20	147	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12



2. Projets et propositions de loi déposés

ANNÉES	PROJETS DE LOI			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21 %	206	31
1960	85	26	23 %	165	30
1961	65	41	39 %	160	41
1962	51	11	18 %	85	28
1963	109	8	7 %	286	28
1964	91	9	9 %	119	19
1965	79	5	6 %	80	20
1966	88	10	10 %	134	18
1967	56	6	10 %	323	42
1968	90	5	5 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20 %	196	53
1971	83	10	11 %	155	43
1972	71	27	27 %	217	48
1973	57	13	18 %	558	57
1974	49	28	36 %	227	82
1975	73	59	45 %	89	52
1976	87	31	26 %	167	66
1977	73	46	39 %	429	128
1978	60	36	37 %	469	130
1979	101	15	13 %	300	108
1980	48	17	26 %	286	121
1981	51	32	38 %	412	136
1982	83	42	33 %	147	107
1983	65	46	41 %	82	76
1984	74	37	34 %	99	76
1985	90	20	18 %	142	89
1986	41	34	45 %	362	153
1987	58	31	35 %	272	108
1988	37	27	42 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat*	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72 %	211	83
1999-2000	30	49	62 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	78,5 %	222	61
2002-2003	55	37	40 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	46,9 %	209	100
2005-2006	63	53	45,2 %	338	104
2006-2007	34	71	64,7 %	275	65
2007-2008	51	45	44,9 %	425	88
2008-2009	77	59	36,0 %	323	137
2009-2010	76	43	56,6 %	346	130
2010-2011	52	38	42 %	391	166
2011-2012	84	46	54,7 %	374	193
2012-2013	120	31	20,7 %	491	146
2013-2014	57	35	28,1 %	272	124
2014-2015	51	63	53,8 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	93	70,8 %	229	119
2017-2018	55	31	34,4 %	457	157

3. Déclarations d'urgence et procédures accélérées

ANNÉES	DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions)	NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)	NOMBRE D'URGENCES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)
1959	0	51	0,00%
1960	3	69	4,35%
1961	1	86	1,16%
1962	2	50	4,00%
1963	10	68	14,71%
1964	7	95	7,37%
1965	3	60	5,00%

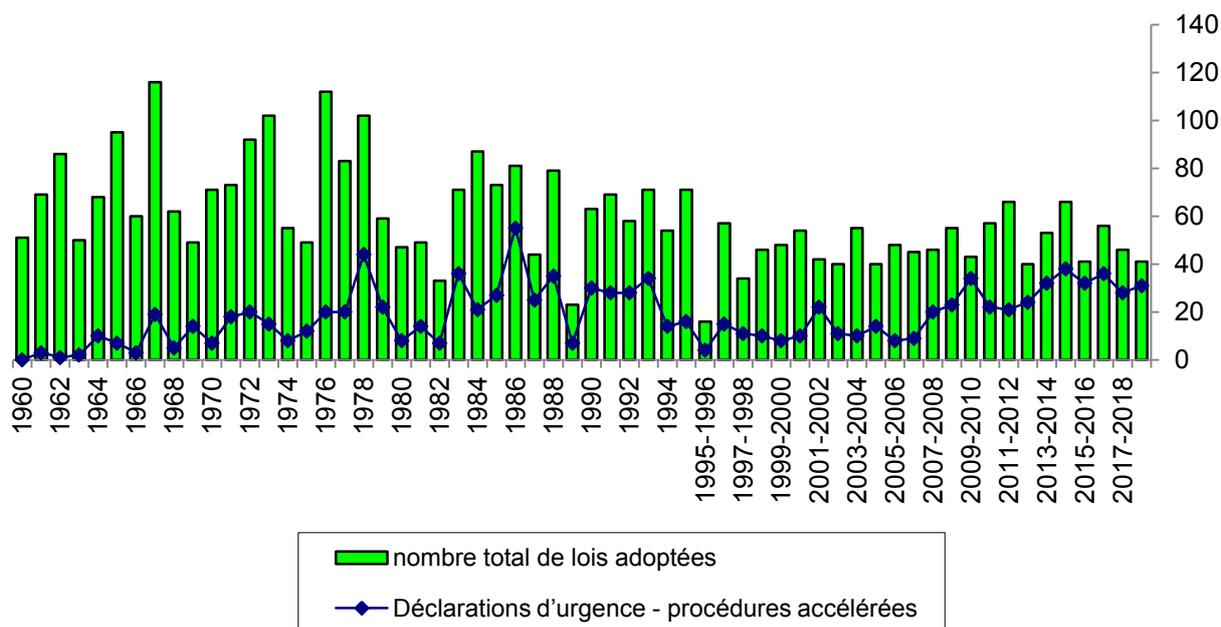
* Ce pourcentage prend en compte les projets de loi déposés hors conventions internationales.

ANNÉES	DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions)	NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)	NOMBRE D'URGENCES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)
1966	19	116	16,38%
1967	5	62	8,06%
1968	14	49	28,57%
1969	7	71	9,86%
1970	18	73	24,66%
1971	20	92	21,74%
1972	15	102	14,71%
1973	8	55	14,55%
1974	12	49	24,49%
1975	20	112	17,86%
1976	20	83	24,10%
1977	44	102	43,14%
1978	22	59	37,29%
1979	8	47	17,02%
1980	14	49	28,57%
1981	7	33	21,21%
1982	36	71	50,70%
1983	21	87	24,14%
1984	27	73	36,99%
1985	55	81	67,90%
1986	25	44	56,82%
1987	35	79	44,30%
1988	7	23	30,43%
1989	30	63	47,62%
1990	28	69	40,58%
1991	28	58	48,28%
1992	34	71	47,89%
1993	14	54	25,93%
1994	16	71	22,54%
1995*	4	16	25,00%

* Janvier à septembre.

ANNÉES	DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions)	NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)	NOMBRE D'URGENTES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32%
1996-1997	11	34	32,35%
1997-1998	10	46	21,74%
1998-1999	8	48	16,67%
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009*	34	43	79,07 %
2009-2010	22	57	38,6 %
2010-2011	21	66	31,8 %
2011-2012	24	40	60,0 %
2012-2013	32	53	60,4 %
2013-2014	38	66	57,6 %
2014-2015	32	41	78,0 %
2015-2016	39	56	69,6 %
2016-2017	28	46	60,9 %
2017-2018	31	41	75,6 %

* À compter du 1^{er} mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.



4. Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés

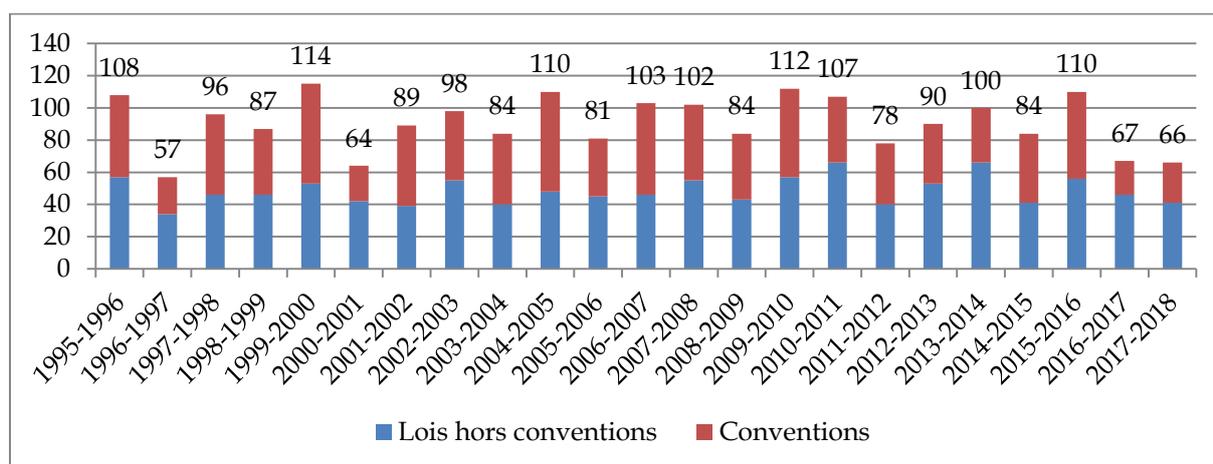
ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	163	2 185	952

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	46	41	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	114	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	39	50	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	57	55	112	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816

Nombre de lois adoptées définitivement



5. Modalités d'adoption des lois (hors conventions)

3 612 lois ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2018.
859 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 442 textes.

a) Tableau récapitulatif

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995*	16	7	9	0	9

* Janvier à septembre.

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	54	31	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	57	35	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
TOTAL	3 612	2 311	859	442	1 309

b) Les commissions mixtes paritaires réussies

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (66 %)	
Année	Pourcentage de réussites par rapport au total des CMP
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
995*	100 %

* Janvier à septembre.

Année	Pourcentage de réussites par rapport au total des CMP
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
Moyenne	66 %

c) Les lois adoptées par accord entre les deux assemblées (soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire)

Depuis 1959, près de 9 lois sur 10 (88 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %
1995*	100 %

*Janvier à septembre.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,3 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83 %
2013-2014	81,81 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,58 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
Moyenne	87,76 %

d) Le dernier mot donné à l'Assemblée nationale

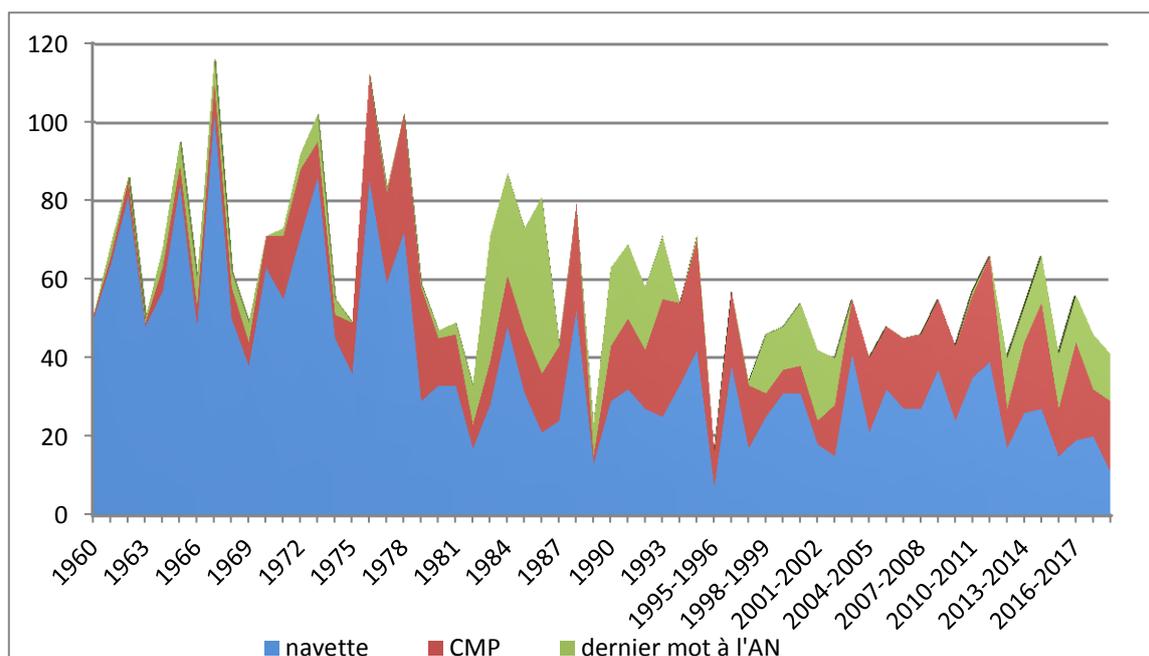
Depuis 1959, une loi sur neuf (12 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

Année	Pourcentage derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995*	0,00 %

*Janvier à septembre.

Année	Pourcentage derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,85 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,7 %
2010-2011	0,0 %
2011-2012	17 %
2012-2013	32,5 %
2013-2014	18,2 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27 %
Moyenne	12,24 %

MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS



6. Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970

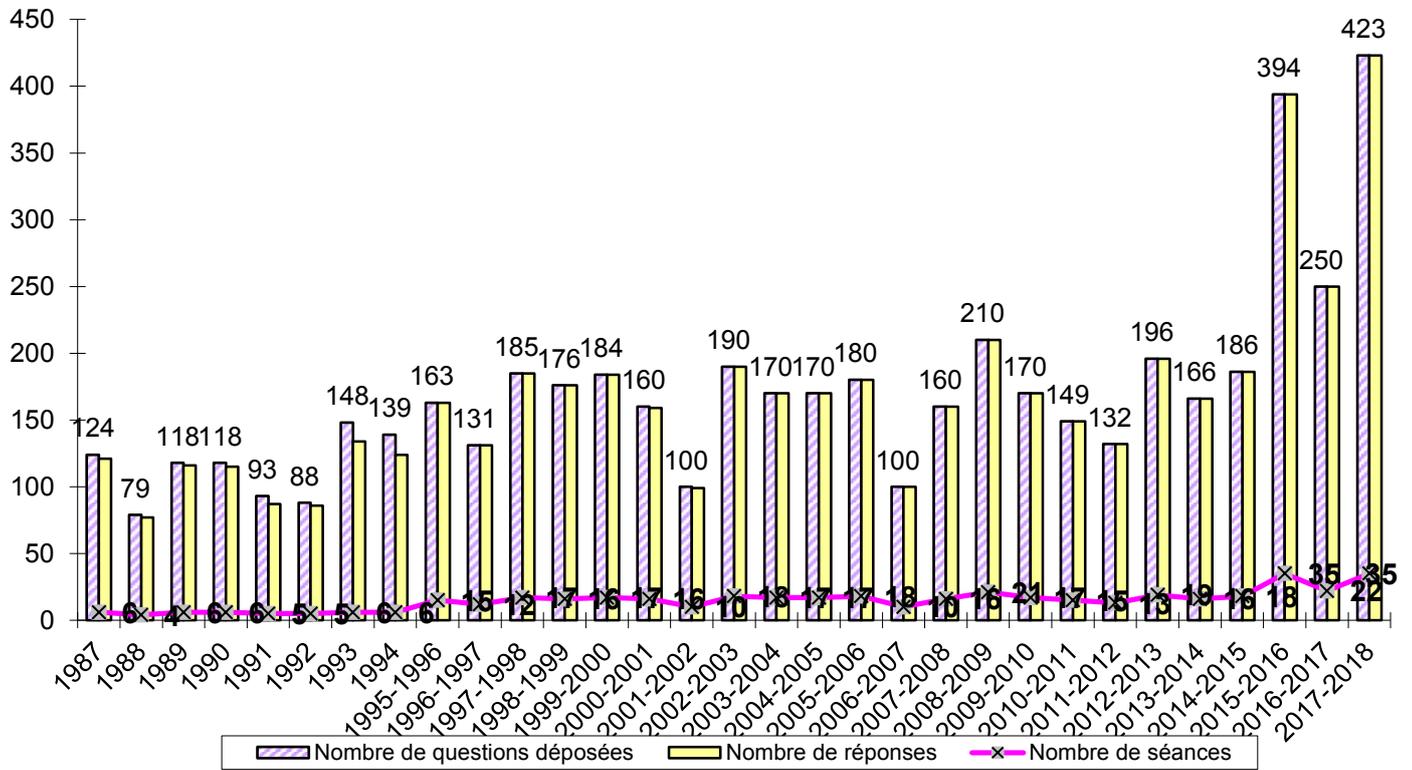
ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE
1970-1971	68 %	80 %
1971-1972	75 %	
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	
1981	57 %	49,6 %
1982	45 %	
1983	44 %	
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	88,5 %
1987	88 %	
1988	58 %	57,4 %
1989	60 %	
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	
1993	91 %	86,5 %
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	
1995-1996	87 %	
1996-1997	88 %	52,6 %
1997-1998	46 %	
1998-1999	54 %	
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE
2001-2002	65 %	
2002-2003	92 %	92 %
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	

7. Questions d'actualité au Gouvernement

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17

QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT



8. Questions orales avec débat

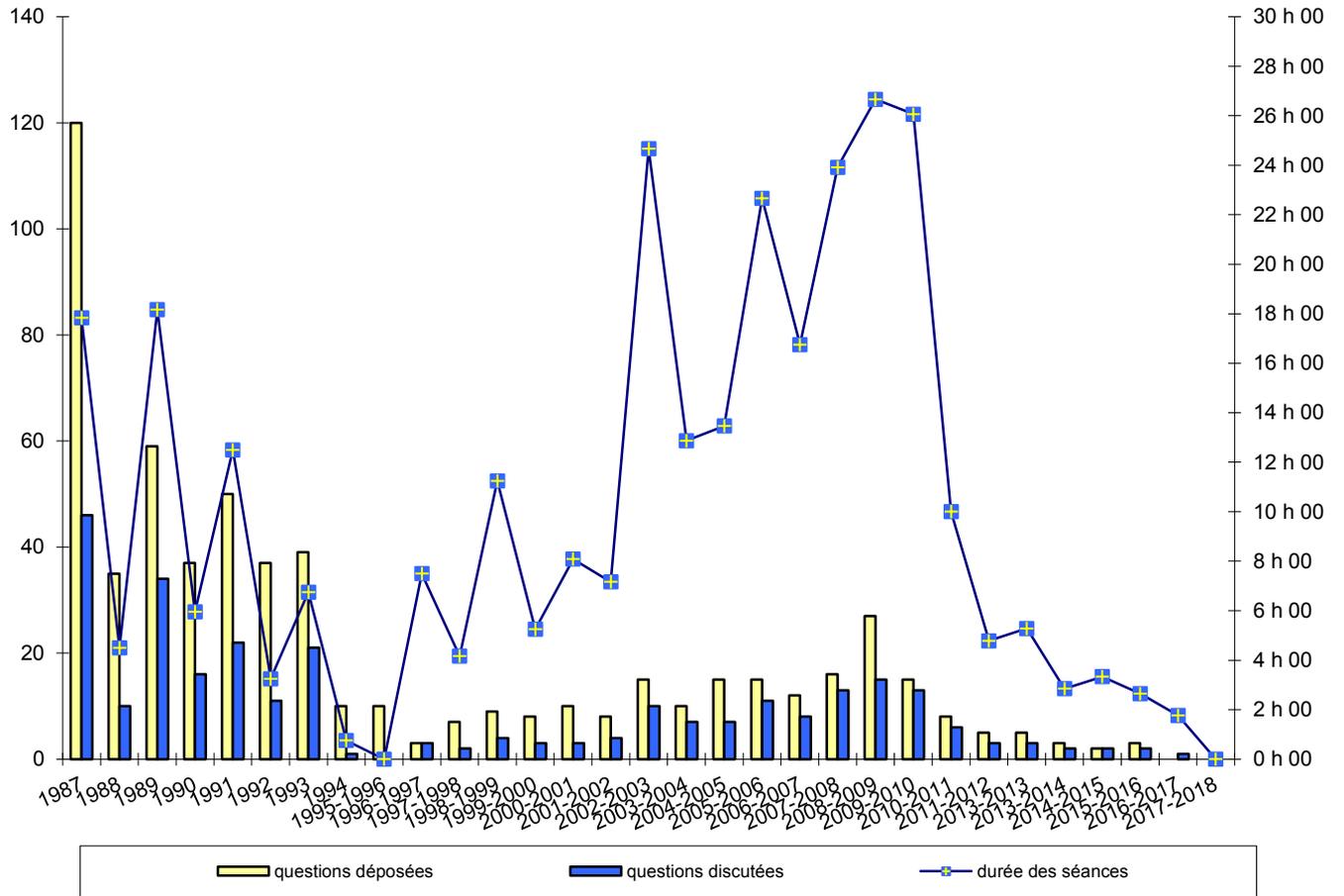
ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	NOMBRE DE DÉBATS ¹	DURÉE DES SÉANCES
1959	41	24	12	
1960	33	10	7	
1961	42	26	11	
1962	39	17		
1963	44	33		
1964	66	54		
1965	38	19		
1966	58	35	19	33 h 00
1967	52	28	14	25 h 45
1968	44	10	8	12 h 20
1969	25	14	13	
1970	58	40	27	46 h 40
1971	46	29	20	37 h 40
1972	85	59	42	48 h 20
1973	95	64	42	62 h 30
1974	89	39	26	33 h 40
1975	94	69	46	61 h 50
1976	84	66	62	52 h 05
1977	127	76	44	66 h 20
1978	147	85	35	65 h 35
1979	170	106	34	69 h 55
1980	161	39	15	78 h 40
1981	122	42	17	21 h 25
1982	61	39	20	20 h 20
1983	100	47	17	21 h 55
1984	124	89	31	37 h 15
1985	116	76	26	31 h 20
1986	94	30	8	9 h 50
1987	120	46	6	17 h 50
1988	35	10	5	4 h 30
1989	59	34	8	18 h 10
1990	37	16	4	5 h 57
1991	50	22	7	12 h 30
1992	37	11	2	3 h 15
1993	39	21	4	6 h 45
1994	10	1	1	0 h 45
1995*	2	-	-	-

* Janvier à septembre.

¹ La possibilité de joindre la discussion de plusieurs questions orales avec débat ayant été supprimée par la résolution du 21 novembre 1995, cette colonne n'a plus de raison d'être dans la suite du tableau.

ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	8	-	-
1996-1997	3	3	7 h 30
1997-1998	7	2	4 h 10
1998-1999	9	4	11 h 15
1999-2000	8	3	5 h 15
2000-2001	10	3	8 h 05
2001-2002	8	4	7 h 10
2002-2003	15	10	24 h 40
2003-2004	11	8	16 h 20
2004-2005	15	7	13 h 28
2005-2006	15	11	22 h 40
2006-2007	12	8*	16 h 45
2007-2008	16	13	23 h 55
2008-2009	27	15	26 h 40
2009-2010	15	13	26 h 04
2010-2011	8	6	10 h 00
2011-2012	5	3	4 h 53
2012-2013	5	3	5 h 17
2013-2014	3	2	2 h 51
2014-2015	2	2	3 h 20
2015-2016	3	2	2 h 39
2016-2017	0	1	1 h 46
2017-2018	0	0	-

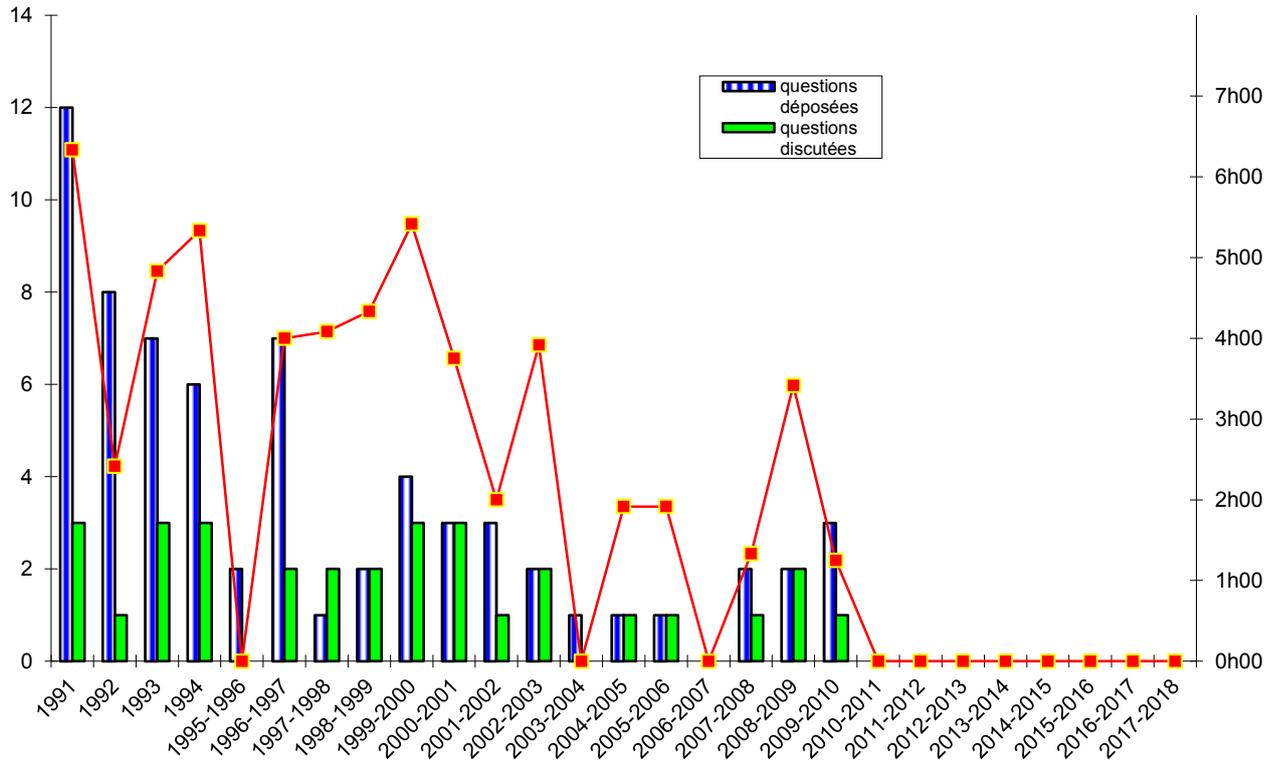
**Compte non tenu de la question orale avec débat de M. Pierre LAFFITTE (RDSE) sur la transition énergétique et le plan climat, jointe le 13.12.06 à un débat de contrôle sur les énergies renouvelables.*



9. Questions orales avec débat européennes

ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	DURÉE DES SÉANCES
1991	12	3	6 h 20
1992	8	1	2 h 25
1993	7	3	4 h 50
1994	6	3	5 h 20
1995*	2	0	-
1995-1996	7	2	4 h 00
1996-1997	1	2	4 h 05
1997-1998	2	2	3 h 40
1998-1999	2	2	4 h 20
1999-2000	4	3	5 h 25
2000-2001	3	3	3 h 45
2001-2002	3	1	2 h 00
2002-2003	2	2	3 h 55
2003-2004	1	0	-
2004-2005	1	1	1 h 55
2005-2006	1	1	1 h 55
2006-2007	0	0	-
2007-2008	2	1	1 h 20
2008-2009	2	2	3 h 25
2009-2010	3	1	1 h 15
2010-2011	0	0	-
2011-2012	0	0	-
2012-2013	0	0	-
2013-2014	0	0	-
2014-2015	0	0	-
2015-2016	0	0	-
2016-2017	0	0	-
2017-2018	0	0	-

Questions orales avec débat européennes



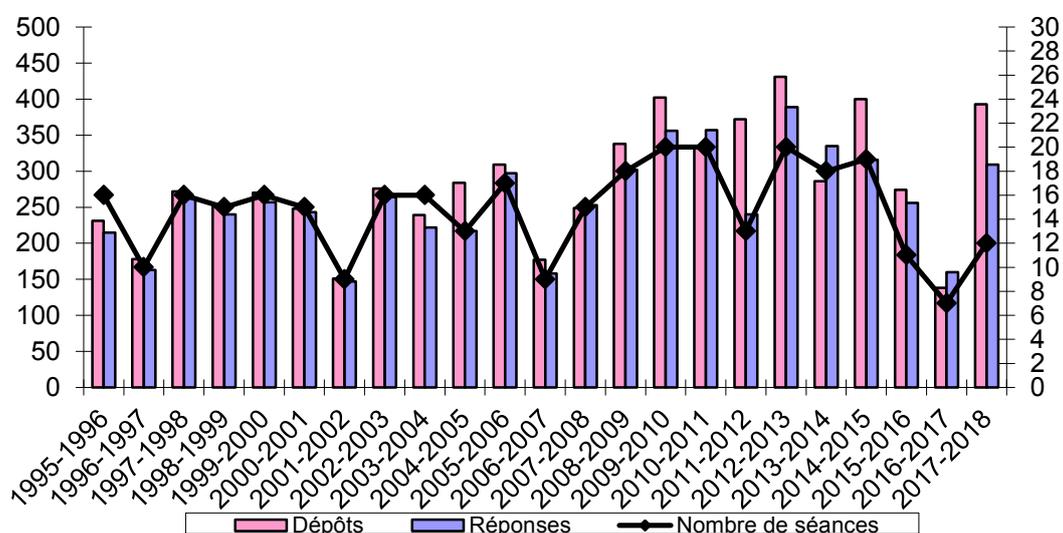
10. Questions orales

Années	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Durée des séances
<u>Années parlementaires</u>				
1959-1960	157	157		
1960-1961	120	120		
1961-1962	101	101		
1962-1963	86	86		
1963-1964	75	75		
1964-1965	75	75		
1965-1966	70	45		
1966-1967	61	42		
1967-1968	70	52		
1968-1969	58	30		
1969-1970	112	96		22 h 40
1970-1971	106	86		13 h 55
1971-1972	112	92		19 h 55

<u>Années civiles</u>				
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995*	13	8	1	1 h 20

* Janvier à septembre

Années parlementaires	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Durée des séances
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34



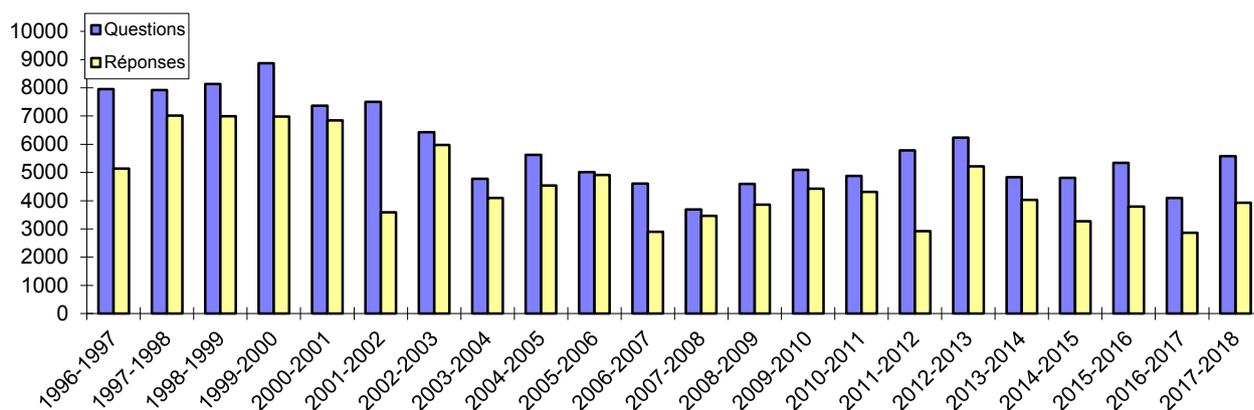
11. Questions écrites

Années	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
<u>Années parlementaires</u>			
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
<u>Années civiles</u>			
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995*	2 976	3 041	913

* Janvier à septembre.

Années	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel avant la session
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	7 013	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	8 875	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 126

Questions écrites



12. Débats d'orientation des finances publiques

Jeudi 14 juin 1990

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(40 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la Commission des Finances,

15 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées,

Cinq heures pour les groupes)

Début : 15 h 15

Suspension : 20 h

Reprise : 22 h 25

Fin : 1 h 40

Durée : 8 h

dont Gouvernement : 2 h 30

Commissions : 1 h 45

Président et rapporteur général de la commission des finances64'

Président de la commission des affaires sociales23'

Président de la commission des lois18'

Groupes : 3 h 35

Divers : 10'

Mercredi 22 mai 1996

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Cinq heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 05	
<u>Suspension</u> :	19 h 45	
<u>Reprise</u> :	22 h 00	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	8 h 30	
dont <u>Gouvernement</u> :	2 h 15	
<u>Commissions</u> :	1 h 47	
	Président et rapporteur général de la commission des finances	52'
	Président de la commission des affaires économiques.....	13'
	Président de la commission des affaires sociales	11'
	Président de la commission des lois	9'
	Président de la commission des Affaires étrangères	12'
<u>Groupes</u> :	4 h 20	
<u>Divers</u> :	8'	

Jeudi 25 juin 1998

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 05	
<u>Suspension</u> :	12 h 50	
<u>Reprise</u> :	15 h 45	
<u>Fin</u> :	19 h 15	
<u>Durée</u> :	6 h 15	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 15	
<u>Commissions</u> :	1 h 50	
	Rapporteur général de la commission des finances	25'
	Président de la commission des finances	35'
	Président de la commission des affaires économiques.....	8'
	Président de la commission des affaires culturelles	11'
	Président de la commission des affaires sociales	16'
	Président de la commission des affaires étrangères	15'
<u>Groupes</u> :	3 h 10	

Mardi 22 juin 1999

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 35	
<u>Suspension</u> :	19 h 45	
<u>Reprise</u> :	21 h 50	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	6 h 10	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 55	
<u>Commissions</u> :	1 h 40	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 37
	Président de la commission des finances	0 h 15
	Président de la commission des affaires économiques.....	0 h 11
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 13
	Président de la commission des affaires culturelles	0 h 12
	Président de la commission des affaires étrangères	0 h 12
<u>Groupes</u> :	2 h 30	
<u>Divers</u> :	0 h 05	

Mardi 6 juin 2000

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 45	
<u>Suspension</u> :	19 h 50	
<u>Reprise</u> :	22 h 05	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	6 h 50	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 35	
<u>Commissions</u> :	1 h 30	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 29
	Président de la commission des finances	0 h 19
	Président de la commission des affaires économiques.....	0 h 17
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 12
	Président de la commission des affaires étrangères	0 h 12
<u>Groupes</u> :	3 h 40	
<u>Divers</u> :	0 h 05	

Mardi 19 et mercredi 20 juin 2001

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Quatre heures pour les groupes)

- Mardi 19 juin 2001

Début : 19 h 00

Suspension : 20 h 10

Reprise : 22 h 40

Fin : 1 h 00

Durée : 3 h 30

dont Gouvernement : 1 h 00

Commissions : 1 h 20

Rapporteur général de la commission des finances0 h 45

Président de la commission des finances0 h 11

Président de la commission des affaires économiques.....0 h 14

Président de la commission des affaires sociales0 h 09

Groupes : 1 h 10

Mercredi 20 juin 2001

Début : 10 h 00

Fin : 12 h 05

Durée : 2 h 05

dont Groupes : 1 h 30

Commissions : 0 h 10

Rapporteur général de la commission des finances0 h 10

Gouvernement : 0 h 25

- Récapitulation

Durée : 5 h 35

dont Gouvernement : 1 h 25

Commissions : 1 h 30

Rapporteur général de la commission des finances0 h 55

Président de la commission des finances0 h 10

Président de la commission des affaires économiques.....0 h 14

Président de la commission des affaires sociales0 h 09

Groupes : 2 h 40

Jeudi 26 juin 2003

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18	
<u>Fin</u> :	20 h 48	
<u>Durée</u> :	4 h 30	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 52	
<u>Commissions</u> :	0 h 57	
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 27	
Président de la commission des finances	0 h 20	
Président de la commission des affaires sociales	0 h 10	
<u>Groupes</u> :	2 h 41	

Jeudi 8 juillet 2004

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35	
<u>Fin</u> :	12 h 45	
<u>Durée</u> :	3 h 10	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 50	
<u>Commissions</u> :	0 h 39	
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 20	
Président de la commission des finances	0 h 19	
<u>Groupes</u> :	1 h 41	

Jeudi 6 juillet 2005

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 30	
<u>Fin</u> :	20 h 30	
<u>Durée</u> :	5 h 00	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 12	
<u>Commissions</u> :	1 h 38	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 20
	Président de la commission des finances	0 h 21
	Président de la commission des Affaires culturelles	0 h 15
	Président de la commission des Affaires économiques.....	0 h 12
	Président de la commission des Affaires étrangères	0 h 09
	Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 12
	Président de la commission des lois	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 10	

Jeudi 29 juin 2006

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques et des finances sociales :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35	
<u>Fin</u> :	18 h 55	
<u>Durée</u> :	5 h 50	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 33	
<u>Commissions</u> :	1 h 31	
	Président de la commission des finances	0 h 19
	Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 13
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 24
	Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 26
	Président de la commission des Affaires économiques.....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 46 (14 orateurs)	

Mardi 24 juillet 2007

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 05	
<u>Fin</u> :	19 h 40	
<u>Durée</u> :	6 h 05	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 37	
<u>Commissions</u> :	1 h 28	
	Président de la commission des Finances.....	0 h 18
	Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 16
	Rapporteur général de la commission des Finances.....	0 h 24
	Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 30
<u>Groupes</u> :	3 h 00 (13 orateurs)	

Mercredi 16 juillet 2008

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;

5 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 00	
<u>Fin</u> :	15 h 55	
<u>Durée</u> :	3 h 50	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 56	
<u>Commissions</u> :	1 h 16	
	Président de la commission des Finances.....	0 h 17
	Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 11
	Rapporteur général de la commission des Finances.....	0 h 20
	Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 21
	Président de la commission des Affaires culturelles	0 h 07
<u>Groupes</u> :	1 h 38 (8 orateurs)	

Jeudi 16 juillet 2009

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010 :

(10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des finances ;
10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
5 minutes pour le temps réservé à chacun des présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Deux heures pour les groupes)

Début : 16 h 40
Fin : 20 h 25
Durée : 3 h 45
dont Gouvernement : 0 h 48
Commissions : 1 h 06

Président de la commission des finances0 h 24
Président de la commission des affaires sociales0 h 12
Rapporteur général de la commission des affaires sociales0 h 21
Président de la commission de la culture0 h 09
Groupes : 1 h 51 (9 orateurs)

Jeudi 8 juillet 2010

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote en application de l'article 50-1 de la constitution sur l'orientation des finances publiques pour 2011

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes ;
Scrutin public ordinaire sur la déclaration)

Début : 15 h 35
Fin : 19 h 20
Durée : 3 h 45
dont Gouvernement : 1 h 09
Commissions : 0 h 51

Rapporteur général de la commission des finances0 h 15
Rapporteur général de la commission des affaires sociales0 h 14
Président de la commission des finances0 h 14
Président de la commission des affaires sociales0 h 08
Groupes : 1 h 39 (9 orateurs)
Scrutin public ordinaire (aucune explication de vote admise) : 0 h 06

Jeudi 7 juillet 2011

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes pour le président de la commission des finances (la présidente de la commission des affaires sociales est intervenue en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18	
<u>Fin</u> :	18 h 58	
<u>Durée</u> :	2 h 40	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 28	
<u>Commissions</u> :	0 h 43	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 18
	Présidente de la commission des affaires sociales en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 10
	Président de la commission des finances	0 h 15
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (7 orateurs)	

Jeudi 17 juillet 2012

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et la présidente de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 38	
<u>Fin</u> :	21 h 13	
<u>Durée</u> :	3 h 35	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 31	
<u>Commissions</u> :	1 h 06	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 24
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 13
	Président de la commission des finances	0 h 17
	Présidente de la commission des affaires sociales	0 h 12
<u>Groupes</u> :	1 h 58 (9 orateurs)	

Jeudi 4 juillet 2013

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques.

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	18 h 59	
<u>Fin</u> :	22 h 08	
<u>Durée</u> :	3 h 09	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 45	
<u>Commissions</u> :	0 h 48	
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 14	
Rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 12	
Président de la commission des finances	0 h 12	
Présidente de la commission des affaires sociales	0 h 10	
<u>Groupes</u> :	1 h 36 (8 orateurs)	

Mardi 15 juillet 2014

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013

(20 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	14 h 39	
<u>Fin</u> :	18 h 04 ²⁸	
<u>Durée</u> :	3 h 25	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 29	
<u>Commissions</u> :	0 h 59	
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 21	
Rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 14	
Président de la commission des finances	0 h 14	
Présidente de la commission des affaires sociales	0 h 10	
<u>Groupes</u> :	1 h 57 (10 orateurs)	

²⁸ Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

Jeudi 9 juillet 2015

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	14 h 32	
<u>Fin</u> :	17 h 39 ¹	
<u>Durée</u> :	3 h 05	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 48	
<u>Commissions</u> :	0 h 26	
Rapporteur général de la commission des finances		0 h 11
Rapporteur général de la commission des affaires sociales		0 h 08
Présidente de la commission des finances.....		0 h 07
<u>Groupes</u> :	1 h 33 (11 orateurs)	

Jeudi 7 juillet 2016

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	16 h 32	
<u>Fin</u> :	18 h 56 ¹	
<u>Durée</u> :	2 h 24	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 32	
<u>Commissions</u> :	0 h 23	
Rapporteur général de la commission des finances		0 h 10
Rapporteur général de la commission des affaires sociales		0 h 08
Présidente de la commission des finances.....		0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (10 orateurs)	

Jeudi 20 juillet 2017

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour la présidente de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	16 h 30
<u>Fin</u> :	19 h 35 ²⁹ (suspension de 10 minutes)
<u>Durée</u> :	2 h 54
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 43
<u>Commissions</u> :	0 h 28
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 09
Rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 08
Présidente de la commission des finances.....	0 h 06
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 34 (10 orateurs)

Jeudi 12 juillet 2018

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	15 h 30
<u>Fin</u> :	17 h 50 ²
<u>Durée</u> :	2 h 19
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 42
<u>Commissions</u> :	0 h 32
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 11
Rapporteur général de la commission des affaires sociales	0 h 10
Président de la commission des finances	0 h 05
Président de la commission des affaires sociales	0 h 06
<u>Groupes</u> :	1 h 04 (9 orateurs)

²⁹ Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

13. Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire

I - ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Jours de séance publique	101	124	123	125	75	122	118	126	121	60	105
Heures de séance publique :	664 h 35	950 h 05	984 h 41	996 h 23	512 h 48	866 h 28	787 h 58	941 h 30	847 h 57	381 h 14	659 h 34
- travaux législatifs	415 h 35	628 h 35	647 h 17	689 h 23	225 h 01	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54
- travaux de contrôle	103 h 30	155 h 10	172 h 01	160 h 45	84 h 18	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13
- projet de loi de finances (1 ^{ère} lecture)	130 h 15	134 h 25	151 h 10	140 h 18	123 h 53	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55
Heures de séance de soir et nuit :	159 h 35 (24,0 %)	243 h 30 (25,6 %)	218 h 48 (22,2 %)	249 h 58 (25,1 %)	116 h 15 (22,7 %)	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)

II - ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

*A) DÉCLARATIONS D'URGENCE ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES**

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Procédures accélérées	20	32	12	18	30	31	41	36	38	34	34

** Déclarations d'urgence avant le 1^{er} mars 2009.*

B) COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Commissions mixtes paritaires (dont accord)	12 (12)	14 (14)	20 (19)	20 (20)	21 (9)	22 (15)	29 (21)	21 (9)	32 (19)	19 (10)	25 (14)

C) TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Textes de loi adoptés :											
- hors conventions	45	30	48	50	36	39	53	30	43	40	30
. dont lois issues de propositions de loi	13	8	20	17	19	15	23	11	24	21	7
- conventions	39	34	33	36	32	34	30	35	46	15	23

D) MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES (hors conventions)

	Session ordinaire 2006-07	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Adoption par la navette	72	51	62	68	15	20	23	14	15	17	7
- dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	14	8	8	18	4	10	8	8	9	5	4
Adoption textes commissions mixtes paritaires	12	13	13	18	8	13	21	9	19	10	14
Dernier mot de l'Assemblée nationale	-	-	1	-	13	6	9	7	9	13	8

E) STATISTIQUES RELATIVES AUX AMENDEMENTS

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Amendements déposés	4 410	8 021	7 098	7 971	2 482	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316
Origine des amendements déposés											
- Gouvernement	237	612	386	470	194	343	407	746	709	183	354
- Commissions	1 156	1 302	630	768	349	552	851	811	908	279	537
- Groupes	3 017	6 107	6 082	6 733	1 939	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425
Amendements adoptés par le Sénat	1 534	2 274	1 546	1 625	908	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	91 %	94 %	-	³⁰	34 %	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %

³⁰ 86 % sur l'ensemble de l'année parlementaire

F) ESPACES RESERVES

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Nombre de semaines comprenant des espaces réservés ³¹	9	8	9	9	5	10	8	9	9	6	9
Heures de débat :	48 h 30	48 h 35	69 h 58	102 h 47	50 h 55	104 h 57	99 h 18	89 h 36	66 h 06	40 h 04	75 h 45
- dont travaux législatifs	26 h 25	34 h 35	55 h 36	91 h 25	48 h 54	95 h 39	95 h 15	61 h 10	54 h 27	30 h 25	45 h 04
- dont travaux de contrôle	21 h 50	12 h 45	14 h 22	11 h 22	2 h 01	9 h 18	4 h 03	28 h 26	11 h 39	9 h 39	30 h 40
- dont travaux d'ordre interne	0 h 15	1 h 15	-	-	-	-	-	-	-	-	-

³¹ Avant la session ordinaire 2008-2009, nombre de séances mensuelles.

G) DIVERS

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	35 (50,0 %)	48 (33,9 %)	33 (46 %)	32 (44,4 %)	35 (50,7 %)	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	82	108	98	129	141	113	100	68	132	92	128
Motions de procédure (dont adoptées)	37 (2)	39 (1)	48 (6)	44 (4)	38 (16)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)
Motion de référendum	-	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-
Procédures de vote bloqué	1	2	2	1	-	3	2	-	-	-	1

* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

III - CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A) DÉBATS

1) Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement

Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
8	8	4	3 **	1	3	2	1	3	3	2

* Auxquels il convient d'ajouter une déclaration non suivie de débat, mais d'un droit de réponse ** - Dont 1 débat préalable au Conseil européen

2) Demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger

Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
5	1	-	-	1	1	1	1	-	-

3) Débats sur les travaux du Sénat et débats d'initiative sénatoriale

Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
-	15	23	24*	11**	40	36	30	24	21	33

* Dont 2 débats préalables au Conseil européen ** Dont 3 débats préalables au Conseil européen

B) QUESTIONS ORALES DISCUTÉES EN SÉANCE PUBLIQUE

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Questions d'actualité au Gouvernement											
Nombre de séances	16	18	14	14	11	16	14	15	32	18	30
Dépassement total	44'20''	1 h 23'35''	36'40''	1 h 01'28''	1 h 11'00''	2 h 08'27''	1 h 42'19''	51'58 ''	2 h 39'10 ''	1 h 17'44 ''	2 h 32'13''
Dépassement sénateurs	12'49''	29'25''	13'53''	22'38''	31'40''	27'58''	20'01''	5'16''	26'55''	18'11''	36'42''
Dépassement ministres	31'31''	54'10''	22'47''	38'50''	39'20''	1 h 40'29''	1 h 22'18''	46'42''	2 h 12'15''	59'33''	1 h 55'31''
Moyenne des ministres présents	14	13	12	12,9	12	16	14	14	17	15	15
(Présence Premier ministre)	(7 fois)	(12 fois)	(8 fois)	(6 fois)	(3 fois)	(6 fois)	(6 fois)	(7 fois)	(25 fois)	(13 fois)	(27 fois)

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Questions cribles thématiques											
Nombre de séances	-	-	13	16	6	15	12	11	-	-	-
Dépassement total	-	-	19'32''	1 h 03'51	25'00''	1 h 18'01''	27'14''	16'36''	-	-	-
Dépassement sénateurs	-	-	0'10''	21'12''	10'10''	27'34''	-04'57''	- 06'08''	-	-	-
Dépassement ministres	-	-	19'22''	42'39''	14'50''	50'27''	32'11''	22'44''	-	-	-
Questions orales avec débat											
Nombre de séances	13	15	13	6	3	12	2	2	2	1	-
Questions orales											
Nombre de questions	236	267	303	320	184	348	302	279	233	135	233

C) QUESTIONS ÉCRITES POSÉES PAR LES SÉNATEURS ET RÉPONSES

Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
2 975 (2 444)	3 652 (2 994)	3 977 (3 212)	3 937 (3 199)	3 617 (2 669)	5 052 (3 872)	3 965 (3 140)	3 870 (2 303)	4 575 (2 699)	2 680 (2 688)	4 530 (2 596)

D) LE DÉBAT EUROPÉEN

	Session ordinaire 2007-08	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18
Questions orales avec débat portant sur des sujets européens	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de propositions de résolution déposées sur les propositions d'actes communautaires (88-4 C°)	14	8	3	18	15	25	25	27	14	16	21
Nombre de résolutions adoptées (88-4 C°) (dont en séance publique)	9 (-)	11 (-)	3 (1)	10 (2)	11 (-)	15 (1)	24 (1)	24 (3)	18 (1)	15 (1)	16 (2)

IV - SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2011-2012

	2011 - 2012 03.07 - 31.07.12	2011 - 2012 11.09 - 30.09.12	2012 - 2013 02.07 - 25.07.13	2012 - 2013 04 et 10.09 - 19.09.13	2013 - 2014 01.07 - 24.07.14	2013 - 2014 16 et 24.09.14	2014 - 2015 01.07 - 23.07.15	2014 - 2015 15.09 - 30.09.15	2015 - 2016 01.07 - 21.07.16	2015 - 2016 27.09 - 30.09.16	2016 - 2017 04.07 - 03.08.17	2017 - 2018 01.07 - 31.07.18	2017 - 2018 25.09 - 30.09.18
Jours de séance publique	13	6	12	9	18	2	12	9	11	14	16	19	1
Heures de séance publique	84 h 05	45 h 54	95 h 56	73 h 53	109 h 09	3 h 30	62 h 39	72 h 41	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07
- dont travaux législatifs	59 h 50	42 h 28	81 h 37	67 h 08	99 h 27	-	52 h 40	67 h 30	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12
- dont travaux de contrôle	23 h 41	3 h 26	13 h 58	6 h 45	9 h 42	3 h 30	9 h 59	5 h 11	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56
Heures de séance du soir et de nuit	2 h 29	2 h 26	20 h 18	21 h 41	26 h 58	-	9 h 31	25 h 35	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-

14. Liste des 62 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**
Président : M. MASTEAU
Rapporteur : M. PELLENC
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**
Président et rapporteur : M. GROS
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V^e Plan en matière d'équipement sanitaire et social**
Président : M. GRAND
Rapporteur : M. CHAUVIN
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MIGNOT
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MONORY
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. GIRAULT
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**
Président : M. MIROUDOT
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**
Président : M. VALLON
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**
Président : M. GIRAULT
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**
Président : M. PELLETIER
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**
Président : M. BOURGES
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**
Président : M. FOSSET
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**
Président : M. de MONTALEMBERT
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**
Président : M. PINTAT
Rapporteur : M. PASQUA

(19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**

Président : M. RAUSCH

Rapporteur : M. de ROHAN

- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**

Président : M. TAITTINGER

Rapporteur : M. MASSON

- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**

Président : M. de VILLEPIN

Rapporteur : M. CHINAUD

- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**

Président : M. Louis BOYER

Rapporteur : M. LANIER

(23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. ARTHUIS

(24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**

Président : M. BLIN

Rapporteur : M. BOURDIN

(25) Commission de contrôle sur **Air France**

Président : M. CARTIGNY

Rapporteur : M. VINÇON

- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**

Président : M. MASSON

Rapporteur : M. de VILLEPIN

- (27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**
Président : M. GRUILLOT
Rapporteur : M. DAUNAY
- (28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**
Président : M. LAURENT
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**
Président : M. VALADE
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**
Président : M. GOURNAC
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**
Président : M. GOUTEYRON
Rapporteur : M. GRIGNON

- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**
Président : M. COURTOIS
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires** en France
Président : M. HYEST
Rapporteur : M. CABANEL
- (39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs
Président : M. DÉRIOT
Rapporteur : M. BIZET
- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation
Président : M. DENEUX
Rapporteur : M. MARTIN
- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs
Président : M. SCHOSTECK
Rapporteur : M. CARLE
- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**
Présidente : Mme OLIN
Rapporteur : M. PLASAIT
- (43) Commission d'enquête sur **la maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir
Président : M. P. BLANC
Rapporteur : M. JUILHARD
- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**
Président : M. G. OTHILY (RDSE)
Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)

- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la **gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** – Droit de tirage du groupe CRC-SPG³²
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)
- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales – Droit de tirage du groupe CRC¹
Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)
- (47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)
Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)
- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE³³
Président : M. Alain MILON (UMP)
Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)
- (49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)
Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)
- (50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC¹
Président : M. François PILLET (UMP)
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)
- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine** pour la **mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste¹
Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)
Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

³² En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

³³ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) - M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** - Droit de tirage du groupe RDSE³⁴

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MEZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage** en France et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage - Droit de tirage du groupe Les Républicains³⁵

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

³⁴ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

³⁵ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes** et des **marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste** après la **chute de l'État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations de la Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement des institutions de la République** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

15. Liste des 66 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires
Président : M. COUDE DU FORESTO
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité
Président : M. CAILLAVET
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir
Président : M. BRACONNIER
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2^{ème} bilan)
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1986 : (8) Mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer
Président : M. HURIET
Rapporteur : M. DESCOURS

- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**
Président : M. CHERIOUX
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3^{ème} bilan)**
Président : M. PASQUA
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**
Président : M. P. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**
Président : M. de CATUELAN
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND

- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
Président : Mme OLIN
Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
Président : M. DELEVOYE
Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
Président : Mme HEINIS
Rapporteur : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**
Président : M. BADRÉ
Rapporteur : M. FERRAND
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
Président : M. J. BLANC
Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
Président : M. PELLETIER
Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)
- (26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années
Président : M. TÜRK (NI)
Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)

- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)
- 2007 : (28) Mission d'information sur le **fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**
Président : M. CARLE (UMP)
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver
Président : M. SIDO (UMP)
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)
- (30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)
- 2008 : (31) Mission d'information sur les **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**
Président : M. DEMUYNCK (UMP)
Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)
- (32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales
Président : M. BELOT (UMP)
Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)
- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**
Président : M. S. LARCHER (App. SOC)
Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)
- (34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**
Président : Mme LE TEXIER (SOC)
Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** - Droit de tirage du groupe UC³⁶
Président : M. BRAYE (UMP)
Rapporteur : M. SOULAGE (UC)
- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**
Président : M. RETAILLEAU (NI)
Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)
- (37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. BOURQUIN (SOC)
Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)
- (38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**
Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)
Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)
- (39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP¹
Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)
- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)
- (41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. François PATRIAT (SOC)
Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)
- (42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »
Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)
- (43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE³⁷
Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)
Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

³⁶ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

³⁷ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011
Président : M. Louis NÈGRE (UMP)
Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)
- (45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP¹
Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)
Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)
- (46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)
- (47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** - Droit de tirage du groupe UCR¹
Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)
Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)
- (48) Mission commune d'information sur la **filière viande** en France et en Europe - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)
Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)
- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** - Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)
Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)
- (50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la République - Droit de tirage du groupe UMP³⁸
Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)
Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)
- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Michel SAVIN (UMP)
Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

³⁸ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour **l'Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de **l'Internet** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

(54) Mission commune d'information sur **l'accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

(55) Mission commune d'information sur la réalité de **l'impact** sur **l'emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur **l'organisation**, la **place** et le **financement** de **l'Islam** en **France** et de ses **lieux** de **culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC³⁹¹

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de **l'accord** de mars 2016 entre **l'Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise** en **œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen¹

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (Communiste républicain et citoyen)

³⁹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Mission d'information sur l'**intérêt** et les **formes possibles** de **mise en place d'un revenu de base en France** – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie** des **mineurs en France** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain⁴⁰

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion** des **mineurs enfermés** – Droit de tirage du groupe LaREM¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement** de l'**herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie** de **médicaments** et de **vaccins** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

⁴⁰ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2017-2018

1. Dates des réunions de la Conférence des Présidents

DATE	HEURE
Jeudi 5 octobre 2017	17 h 00
Mardi 24 octobre 2017	18 h 00
Mercredi 8 novembre 2017	19 h 00
Mercredi 13 décembre 2017	18 h 30
Mercredi 31 janvier 2018	19 h 00
Mardi 6 février 2018	16 h 20
Mercredi 21 février 2018	19 h 00
Mercredi 7 mars 2018	18 h 45
Mardi 13 mars 2018	17 h 45
Mercredi 4 avril 2018	19 h 00
Mercredi 16 mai 2018	19 h 30
Mercredi 20 juin 2018	19 h 30
Mercredi 25 juillet 2018	19 h 30
Mardi 25 septembre 2018	19 h 30

2. Date des espaces réservés et des séances de questions

Octobre 2017

mardi 10 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 17 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 24 octobre	Questions orales
mercredi 25 octobre	Espace réservé au groupe Les Indépendants
jeudi 26 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 26 octobre	Espace réservé au groupe UC
mardi 31 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement

Novembre 2017

jeudi 9 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 14 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 21 novembre	Questions orales
mercredi 22 novembre	Espace réservé au groupe RDSE
mercredi 22 novembre	Espace réservé au groupe socialiste et républicain
jeudi 23 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 28 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement

Décembre 2017

mardi 5 décembre	Questions orales
mercredi 13 décembre	Espace réservé au groupe CRCE
mercredi 13 décembre	Espace réservé au groupe LaREM
jeudi 14 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 19 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement

Janvier 2018

mardi 16 janvier	Questions orales
mardi 16 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 23 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 31 janvier	Espace réservé au groupe UC

Février 2018

jeudi 1 ^{er} février	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 1 ^{er} février	Espace réservé au groupe socialiste et républicain
mardi 6 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 13 février	Questions orales
jeudi 15 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 20 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 21 février	Espace réservé au groupe UC
jeudi 22 février	Espace réservé au groupe RDSE

Mars 2018

mardi 6 mars	Questions orales
mercredi 7 mars	Espace réservé au groupe socialiste et républicain
mercredi 7 mars	Espace réservé au groupe CRCE
jeudi 8 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 8 mars	Espace réservé au groupe LaREM
mardi 13 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 20 mars	Questions orales
jeudi 22 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 27 mars	Questions d'actualité au Gouvernement

Avril 2018

mercredi 4 avril	Espace réservé au groupe socialiste et républicain
jeudi 5 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 5 avril	Espace réservé au groupe RDSE
mardi 10 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 19 avril	Questions d'actualité au Gouvernement

Mai 2018

mardi 15 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 16 mai	Espace réservé au groupe socialiste et républicain
mercredi 16 mai	Espace réservé au groupe CRCE
jeudi 17 mai	Espace réservé au groupe LaREM
mardi 22 mai	Questions orales
jeudi 24 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 29 mai	Questions d'actualité au Gouvernement

Juin 2018

jeudi 7 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 12 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 13 juin	Espace réservé au groupe Les Indépendants
jeudi 14 juin	Espace réservé au groupe UC
mardi 19 juin	Questions orales
jeudi 21 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 26 juin	Questions d'actualité au Gouvernement

Juillet 2018

mardi 3 juillet

Questions orales

jeudi 5 juillet

Questions d'actualité au Gouvernement

mardi 10 juillet

Questions d'actualité au Gouvernement

jeudi 19 juillet

Questions d'actualité au Gouvernement

mardi 24 juillet

Questions orales

mardi 24 juillet

Questions d'actualité au Gouvernement

mardi 31 juillet

Questions orales

Septembre 2018

mardi 25 septembre

Questions d'actualité au Gouvernement

3. Calendrier de la session 2018-2018

CALENDRIER DE LA SESSION 2017-2018
(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)
adopté par la Conférence des Présidents le 24 octobre 2017

Octobre 2017		Novembre 2017		Décembre 2017		Janvier 2018		Février 2018		Mars 2018		Avril 2018		Mai 2018		Juin 2018	
dim 01		mer 01	Toussaint	ven 01		lun 01	Jour de l'An	jeu 01		jeu 01		dim 01		mar 01	Fête du travail	ven 01	
lun 02		jeu 02		sam 02		mar 02		ven 02		ven 02		lun 02	L. de Pâques	mer 02		sam 02	
mar 03		ven 03		dim 03		mer 03		sam 03		sam 03		mar 03		jeu 03		dim 03	
mer 04		sam 04		lun 04		jeu 04		dim 04		dim 04		mer 04		ven 04		lun 04	
jeu 05	CP	dim 05		mar 05	OO	ven 05		lun 05		lun 05		jeu 05		sam 05		mar 05	
ven 06		lun 06		mer 06		sam 06		mar 06	OAG CP	mar 06	OO	ven 06		dim 06		mer 06	
sam 07		mer 07		jeu 07	Bureau	dim 07		mer 07		mer 07		sam 07		lun 07		jeu 07	OAG
dim 08		mer 08	OAG CP	ven 08		lun 08		jeu 08		jeu 08		dim 08		mar 08	Victoire 1945	ven 08	
lun 09		jeu 09	Bureau	sam 09		mar 09		ven 09		ven 09		lun 09		mer 09		sam 09	
mar 10	OAG	ven 10		dim 10		mer 10		sam 10		sam 10		mar 10		jeu 10	Ascension	dim 10	
mer 11		sam 11	Armistice 1918	lun 11		jeu 11		dim 11		dim 11		mer 11		ven 11		lun 11	
jeu 12		dim 12		mar 12	Scrutin public à la tribune PLF	ven 12		lun 12		lun 12		jeu 12		sam 12		mar 12	OAG
ven 13		lun 13		mer 13	CRGE LaREM	sam 13		mar 13	OO	mar 13	OAG	ven 13		dim 13		mer 13	OAG UC
sam 14		mar 14	OAG	jeu 14		dim 14		mer 14		mer 14		sam 14		lun 14		jeu 14	
dim 15		mer 15		ven 15		lun 15		jeu 15	OAG	jeu 15	Bureau	dim 15		mar 15	OAG	ven 15	
lun 16		jeu 16		sam 16		mar 16	OO OAG	ven 16		ven 16		lun 16		mer 16	SOCR CRCE LaREM	sam 16	
mar 17	OAG	ven 17		dim 17		mer 17		sam 17		sam 17		mar 17		jeu 17		dim 17	
mer 18		sam 18		lun 18		jeu 18		dim 18		dim 18		mer 18		ven 18		lun 18	OO
jeu 19		dim 19		mar 19	OAG	ven 19		lun 19		lun 19		jeu 19	Bureau	sam 19		mar 19	
ven 20		lun 20		mer 20		sam 20		mar 20	OAG	mar 20	OO	ven 20		dim 20		mer 20	CP
sam 21		mer 21	OO Vote solennel PLFSS	jeu 21		dim 21		mer 21	UC CP	mer 21		sam 21		lun 21	Pentecôte	jeu 21	OAG
dim 22		mer 22	RDSE SOGR OAG	ven 22		lun 22		jeu 22	RDSE	jeu 22		dim 22		mar 22	OO	ven 22	
lun 23		jeu 23		sam 23		mar 23	OAG	ven 23		ven 23		lun 23		mer 23		sam 23	
mar 24	OO	ven 24		dim 24		mer 24		sam 24		sam 24		mar 24		jeu 24	Bureau	dim 24	OAG
mer 25		sam 25		lun 25	Noël	jeu 25		dim 25		dim 25		mer 25		ven 25		lun 25	
jeu 26	Bureau	dim 26		mar 26		ven 26		lun 26		lun 26	OAG	jeu 26		sam 26		mar 26	OAG
ven 27		lun 27		mer 27		sam 27		mar 27		mar 27		ven 27		dim 27		mer 27	
sam 28		mer 28	OAG	jeu 28		dim 28		mer 28		mer 28		sam 28		lun 28		jeu 28	Bureau
dim 29		mer 29		ven 29		lun 29		jeu 29		jeu 29		dim 29		mar 29	OAG	ven 29	
lun 30		jeu 30		sam 30		mar 30		ven 30		ven 30		lun 30		mer 30		sam 30	
mar 31	OAG			dim 31		mer 31	UC CP			sam 31				jeu 31			

Semaines du Gouvernement
 Semaines du Sénat
 Semaines de contrôle
 PLFSS
 OO Séances de OO
 PLF
 Suspension des travaux en séance plénière
 OO Séances de OAG
 Espaces réservés aux groupes politiques